



Programme  
**MENA - OCDE**  
pour la Gouvernance

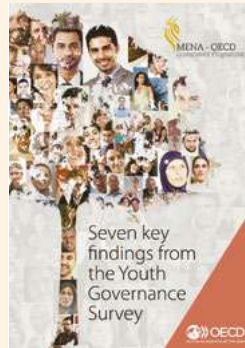
# Rapport d'activité 2019-2020 & Programme de travail

# PRINCIPALES PUBLICATIONS

Scannez le code QR pour lire les rapports



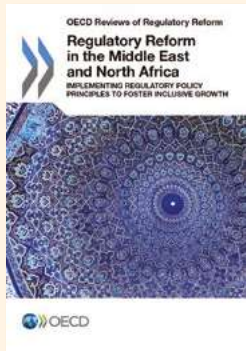
**Institutions garantissant l'accès à l'information dans les pays OCDE & MENA**



**7 conclusions clés de l'Enquête sur la gouvernance de la jeunesse**



**Revue OCDE des politiques de gestion des risques au Maroc**



**Réforme de la réglementation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord :** Mettre en œuvre les principes de la politique de la réglementation pour alimenter une croissance inclusive



**Contrôle interne et gestion des risques en faveur de l'intégrité dans le secteur public au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**



**Les jeunes dans la région MENA :** Comment les faire participer ?



**Inventaire des systèmes de marchés publics MENA**



**Les femmes dans la vie publique :** Égalité des hommes et des femmes, législation et politiques publiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord



**Voix Citoyenne en Tunisie:** Le rôle de la communication et des médias pour un gouvernement plus ouvert



**Voix citoyenne au Maroc** : Le rôle de la communication et des médias pour un gouvernement plus ouvert



**Integrated Governance for Coherent Implementation of the SDGs in Egypt**



**Guide des marchés publics**: République algérienne démocratique et populaire



**La bonne gouvernance en Égypte** : Manuel d'élaboration des lois pour de meilleurs politiques



**Diagnostic d'intégrité au Maroc** : Mettre en œuvre des politiques d'intégrité pour renforcer la confiance



**Comparer les stratégies du gouvernement numérique dans les pays MENA**



**Revue du gouvernement numérique au Maroc** : Poser les fondations de la transformation numérique du secteur public



**La participation politique des femmes en Jordanie**



**Scan du Gouvernement ouvert au Liban**

# LE PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE EN CHIFFRES (2016-2020)

**200+**

Activités d'appui à la réforme de la gouvernance publique dans la région

**15,000+**

Participants aux formations, ateliers et conférences

**20K**

Abonnés au compte officiel Twitter @OECDgov

**60+**

Publications, notamment des études nationales et des évaluations régionales comparatives

**20+**

Initiatives politiques inspirées par le Programme

**25+**

Réunions de dialogue régional organisées

**18**

Pays MENA participants

**3 PAYS MENA**

(Égypte, Maroc, Tunisie) ayant un statut de Participant au sein du Comité de gouvernance publique (CGP)

**3 RECOMMANDATIONS OCDE**

De Gouvernance publique adoptées par les pays MENA

1- Gouvernance des risques majeurs (Maroc et Tunisie)

2- Stratégies de Gouvernement numérique (Maroc et Égypte)

3- Gouvernement ouvert (Maroc et Tunisie)

# SÉLECTION DE RÉSULTATS RENDUS POSSIBLES PAR LE PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE

## LA TUNISIE

- A mis en ligne le projet de budget et introduit une budgétisation axée sur la performance
- Déploie un guide opérationnel dans plus de 640 institutions publiques afin d'opérationnaliser le droit d'accès à l'information
- A adopté un décret sur les chartes citoyennes qui rend leur adoption obligatoire par les autorités publiques et impose une auto-évaluation annuelle
- A créé cinq conseils locaux pilotes de la jeunesse
- A formé 86 candidates dans le cadre du Programme pour la Gouvernance, dont 30% ont été élues en 2018
- La Haute Instance de la Commande publique (HAICOP) a adopté sa Stratégie nationale de gestion des risques dans les marchés publics

## LES ÉAU

- Ont créé un Conseil pour l'équilibre hommes/femmes et un Centre pour l'Innovation dans le secteur public
- Ont adopté la première loi sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes

## LE MAROC

- A adopté le premier plan stratégique et créé un service d'assurance qualité par l'Institution suprême de contrôle
- A encouragé l'introduction de 57 réglementations en faveur de la mise en œuvre de la Loi organique pour la réforme sur la régionalisation avancée

## LA JORDANIE

- A soumis des projets de loi à la consultation publique en ligne
- A créé un service pour le Gouvernement ouvert au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération internationale
- A lancé une nouvelle initiative d'appui aux jeunes dans la conception et la mise en œuvre de leurs initiatives au travers de centres locaux de la jeunesse
- Le Ministère de la Jeunesse crée un service de Suivi et d'évaluation comme l'a recommandé le rapport de l'OCDE « Renforcer la capacité du gouvernement d'autonomiser les jeunes en Jordanie »
- Le Ministère de la Jeunesse a adopté une Stratégie nationale de la Jeunesse 2019-25 qui s'appuie sur les recommandations de l'OCDE

## L'ÉGYPTE

- A mis en place un service de politique de la réglementation (ERRADA) et rédigé un premier manuel d'élaboration des lois, adopté par le Ministère de la Justice

## L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

- A adopté et mis en œuvre des outils politiques comme le Code de conduite destiné à 30 000 agents publics et la stratégie du gouvernement numérique, et améliore le processus législatif

## L'ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation pour la Coopération et le Développement économiques (OCDE) est une organisation internationale qui promeut les politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des populations partout dans le monde. Elle est constituée par 37 États membres, un secrétariat à Paris et un comité rassemblant des experts issus des administrations et d'autres secteurs, pour chacun des domaines d'activité couverts par l'organisation. L'OCDE offre aux gouvernements un espace de collaboration, de partage des expériences et d'identification de solutions à leurs problèmes communs. Nous collaborons avec ces gouvernements afin de cerner les facteurs du changement économique, social et environnemental. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.

politiques **financier** Ouvert capacité **confiance**  
construire consultation **recommandations** Gouvernement  
mise en œuvre jeunes hommes/femmes  
inégalités inclusivité **Participation** Civil gestion Citoyen  
**information** transparence **société** résilience **centré**  
**sur les usagers** responsabilité OCDE **intégrité** local  
**partenariat** déclaration **dialogue** Gouvernement  
récupération des actifs analystes innovant  
**budget** MENA projects

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance</b>	<b>6</b>
	Un partenariat stratégique	7
	Six domaines d'intervention	8
	La structure du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance	9
	La Conférence Ministérielle MENA-OCDE sur la Gouvernance et la Compétitivité	13
<b>2</b>	<b>Dialogue politique, projets et rapports régionaux</b>	<b>14</b>
	Un gouvernement ouvert et transparent	15
	Un appareil gouvernemental efficace	17
	Égalité entre hommes et femmes	20
	Autonomisation des jeunes	22
	Centre de Formation de Caserte du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance	27
	Réunion de 2019 du Comité de Pilotage de l'Initiative MENA-OCDE et journées MENA-OCDE	28
<b>3</b>	<b>Projets pays de réforme nationale</b>	<b>29</b>
	Gouvernement ouvert : projets régionaux	30
	Appui stratégique à l'agenda du gouvernement ouvert et mise en œuvre des lois sur l'accès à l'information <i>en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie</i>	30
	Le gouvernement ouvert à l'échelle locale <i>en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie</i>	33
	Gouvernement ouvert et voix citoyenne <i>en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie</i>	34
	Autonomisation des jeunes : projets régionaux	36
	Renforcer l'implication des jeunes dans la vie publique <i>en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie</i>	36
	<b>• Tunisie</b>	<b>39</b>
	Bonne gouvernance et lutte contre la corruption	39
	Soutenir les groupes vulnérables et assurer la continuité des services essentiels et locaux pendant la pandémie du COVID-19	41
	Appui technique à la BFPME et à d'autres institutions pour atténuer les conséquences de l'épidémie du COVID-19	42
	<b>• Maroc</b>	<b>43</b>
	Appuyer la modernisation de l'administration locale	43
	Maroc – Programme pays	43
	<b>• Jordanie</b>	<b>44</b>
	Appui aux efforts de décentralisation au moyen de la promotion de la bonne gouvernance et du gouvernement ouvert (2016-2020)	44
	<b>• Égypte</b>	<b>45</b>
	Renforcer l'état de droit : favoriser des services judiciaires et une législation efficaces et transparents	45
	Vers un système judiciaire accueillant pour les enfants en Égypte	46
	Intégration, accélération et appui de la mise en œuvre des ODD (MAPS)	46
	<b>• Yémen</b>	<b>47</b>
	Consolider l'État de Droit : renforcer les capacités du système judiciaire	47
	Renforcer les capacités institutionnelles pour préparer la reprise et la reconstruction	48
	<b>• Autorité Palestinienne</b>	<b>49</b>
	Édifier des institutions publiques transparentes, inclusives et responsables	49
	<b>• Émirats Arabes Unis</b>	<b>50</b>
	Un partenariat stratégique lors du Sommet mondial du gouvernement	50
	Un processus de prise de décision fondé sur les données en matière de politique de la réglementation	51
	<b>• Royaume D'Arabie Saoudite</b>	<b>52</b>
	Stratégie de réforme du droit et amélioration de la réglementation	52
	<b>• Liban</b>	<b>52</b>
	Rapprocher le gouvernement des citoyens	52
<b>4</b>	<b>Annexes</b>	<b>53</b>
	Publications 2019-20	54
	Programme des événements	55
	Bailleurs de fonds 2016-2020	61

# 1

Le Programme  
MENA-OCDE  
pour la Gouvernance



---

## UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

---

Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance est un partenariat entre les pays MENA et OCDE qui leur permet de partager connaissances et expertise, afin de diffuser des normes et principes de bonne gouvernance favorisant le processus actuel de réforme dans la région MENA.

Le Programme renforce la collaboration avec les principales initiatives multilatérales en vigueur dans la région. Il appuie en particulier la mise en œuvre du Partenariat du G7 de Deauville et aide les gouvernements à remplir les conditions d'éligibilité afin de devenir membres du Partenariat pour le Gouvernement ouvert.

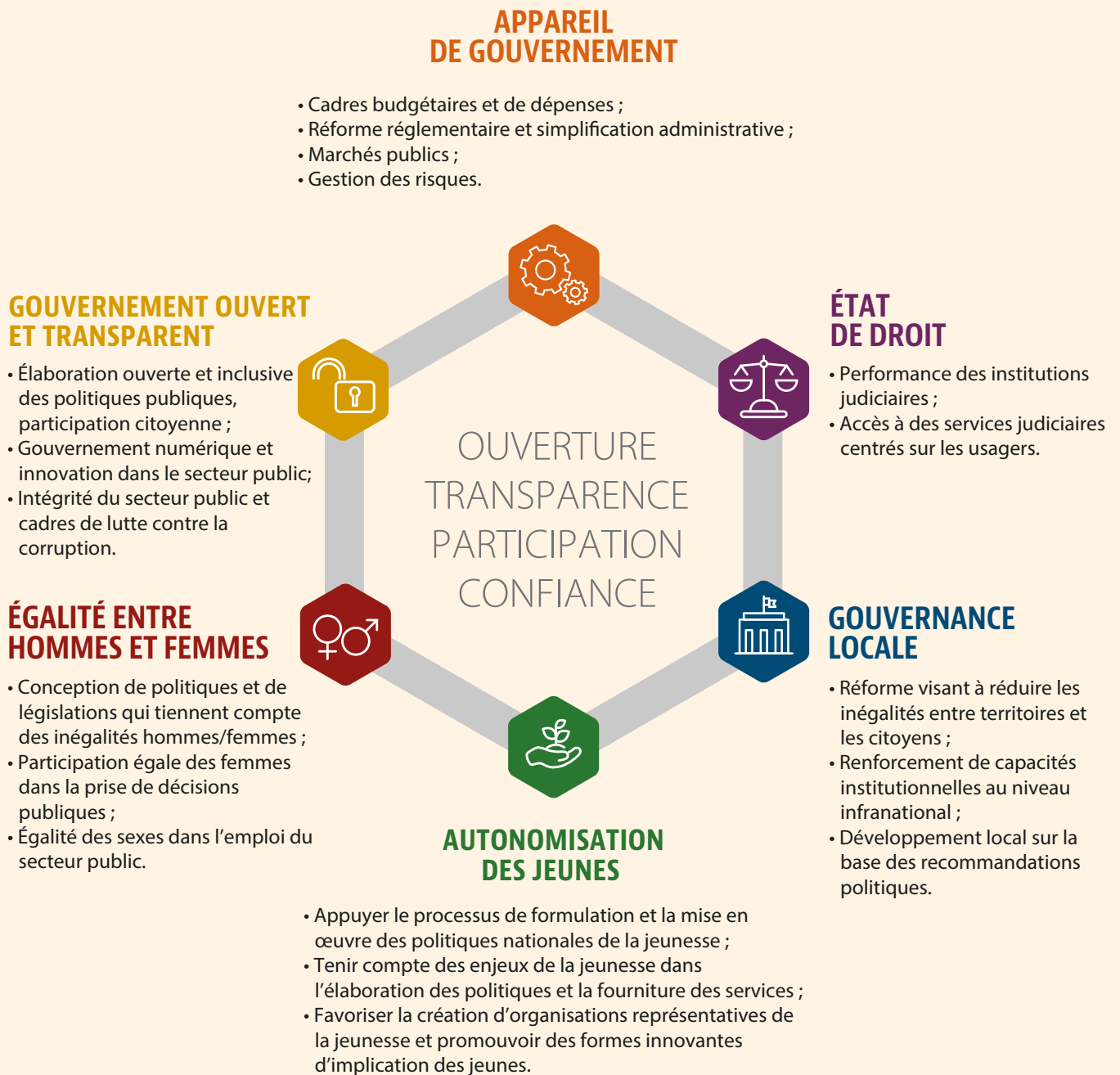
Au travers de ces initiatives, le Programme représente un des principaux promoteurs des réformes en cours de la gouvernance publique dans la région MENA. Le Programme structure ainsi de manière pérenne le dialogue régional sur les politiques et les projets nationaux. Ces projets traduisent l'engagement des gouvernements MENA de faire évoluer leurs secteurs publics afin de favoriser le développement social et économique ainsi que de satisfaire les attentes croissantes des citoyens en termes de services de qualité, d'élaboration inclusive des politiques publiques et de transparence.

En s'appuyant sur ses réseaux de pairs experts et décideurs, le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance réunit des praticiens de haut niveau des pays MENA et OCDE. Par l'échange continu des bonnes pratiques, en organisant des séminaires de renforcement de capacité et un appui à la mise en œuvre, le Programme

MENA-OCDE pour la Gouvernance consolide un développement économique au caractère social plus marqué dans la région.

Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance collabore étroitement avec SIGMA. Le Programme SIGMA, lancé en 1992, est une initiative conjointe de l'OCDE et de l'Union européenne, principalement financé par l'UE, qui a depuis 2008 contribué au renforcement des systèmes de gouvernance publique et des capacités des administrations publiques en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, dans l'Autorité Palestinienne et en Tunisie.

## SIX DOMAINES D'INTERVENTION



## LA STRUCTURE DU PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE



Co-présidence MENA (Tunisie)  
**MME HASNA BEN SLIMANE**  
 Ministre auprès du Chef du gouvernement chargée de la fonction publique, Tunisie



Co-présidence OCDE (Italie)  
**M. ANTONIO BERNARDINI**  
 Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OCDE, Italie

### PARTENAIRES INTERNATIONAUX

Commission européenne  
 Agences de l'ONU (PNUD, UNESCO, UNICEF, ESCWA, etc.)  
 Banque mondiale, FMI  
 Partenariat pour le Gouvernement (OGP)  
 Union pour la Méditerranée (UpM)  
 Institut International des Sciences Administratives (IIAS)  
 Fondation Anna Lindh

### PARTENAIRES RÉGIONAUX

Banque islamique de Développement (IsBD)  
 Banque africaine de Développement (BAD)  
 Fonds arabe pour le Développement économique et social (AFESD)  
 Centre Africain de Formation et de recherche Administrative pour le développement (CAFRAD)  
 ARADOO (Ligue des États arabes)  
 Institut de planification arabe



## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE MENA-OCDE SUR LA GOUVERNANCE ET LA COMPÉTITIVITÉ – TUNIS, 4 OCTOBRE 2016

### DE MEILLEURES POLITIQUES POUR LA CROISSANCE INCLUSIVE ET L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION

La **Conférence ministérielle MENA-OCDE de 2016** a eu lieu le 4 octobre à Tunis, en Tunisie. Elle a permis aux ministres de la coopération internationale, du commerce, de l'investissement et de la gouvernance publique de discuter des stratégies de réponse aux problèmes communs aux pays de la région et d'explorer les voies d'une dynamisation d'une croissance inclusive, de l'emploi et d'une meilleure intégration aux niveaux régional et international.

En présence du Chef du Gouvernement tunisien Youssef Chahed et du Secrétaire Général de l'OCDE Angel Gurría, la Conférence a été marquée par le passage de témoin de la présidence de l'Initiative MENA-OCDE du Maroc à la Tunisie et le début du nouveau mandat de l'Initiative MENA-OCDE sur la Gouvernance et la Compétitivité pour le Développement de 2016 à 2020.

La Conférence ministérielle et le Forum a réuni 500 participants, dont **36 délégations officielles**, ainsi que des représentants de la **société civile, du secteur privé, des syndicats**, des organisations internationales et des institutions financières. **14 pays MENA** ont été représentés au plus haut niveau et **22 pays membres de l'OCDE** l'ont été par des ministres, des secrétaires d'État et des ambassadeurs. Ces délégations de haut niveau comprenaient des ministres de la coopération internationale, de l'investissement, de l'économie et de la gouvernance publique.

### DÉCLARATION DE TUNIS

**NOUS**, États membres de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques et Gouvernements de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, participant à la Conférence ministérielle MENA-OCDE sur la Gouvernance et la Compétitivité, à Tunis le 4 octobre 2016<sup>1</sup>.

#### CONSIDÉRANT que :

- Depuis la dernière Conférence ministérielle MENA-OCDE organisée à Marrakech en novembre 2009, la région MENA a connu des changements historiques sur le plan politique, social et économique. Les peuples arabes ont appelé à la création de meilleures opportunités économiques et à des institutions plus responsables, et certains pays de la région ont entamé d'ambitieux programmes de réforme, voté de nouvelles constitutions et établi un nouveau pacte social

inspiré par la volonté de construire des sociétés plus justes et un modèle économique qui soit efficace et durable. D'autres pays connaissent quant à eux des crises significatives et prolongées liées aux conflits et situations de fragilité, détériorant ainsi leur développement économique.

- Dans un contexte de faible croissance mondiale et d'instabilité régionale, la région MENA est confrontée à des **défis** économiques, sociaux, politiques, humanitaires et sécuritaires majeurs. Ces défis doivent être traités par le biais de valeurs mutuelles de collaboration, d'intégration économique et d'engagement collectif pour une prospérité partagée, telle que prévue par les Objectifs de Développement Durable (ODD).
- La nécessité de rétablir la stabilité et de construire les bases pour des économies plus ouvertes et de modèles de développement plus inclusifs plaide pour une action concertée dans le but d'exploiter l'immense potentiel de la région et d'assurer son intégration dans l'économie mondiale. Les politiques économiques en faveur de la croissance devraient également garantir l'inclusion et l'équité sociale, tout en assurant la prospérité pour tous.
- Miser sur des niveaux plus élevés d'efficacité et de productivité est essentiel pour promouvoir la croissance économique. À cette fin, les pays doivent travailler avec détermination sur un certain nombre de politiques publiques dans une perspective impliquant l'ensemble du gouvernement. Les gouvernements MENA doivent mettre en œuvre des réformes ambitieuses pour améliorer le climat des affaires et renforcer le commerce et l'investissement international, ainsi que leur effet positif sur les économies et les sociétés.
- La participation active des **femmes** dans la vie publique et leur autonomisation économique sont essentielles pour l'avenir de la région MENA. Les acquis significatifs en termes d'éducation n'ont pas encore été transcrits en une participation économique des femmes qui serait comparable à celle d'autres régions dans le monde. Déverrouiller les capacités des femmes afin de contribuer à la vie politique et économique est donc une priorité pour l'Initiative MENA-OCDE.
- La **jeunesse** représente un des plus grands atouts de la région MENA. Toutefois, offrir des opportunités et un avenir prospère pour les jeunes constitue un défi politique majeur à relever. De meilleures politiques sont nécessaires afin d'améliorer leur quotidien, favoriser leur participation dans le processus d'élaboration de ces politiques et s'assurer que des opportunités économiques et des possibilités d'emploi soient accessibles pour tous.

1. Algérie, Allemagne, Arabie Saoudite, Autorité Palestinienne, Autriche, Bahreïn, Canada, Danemark, Égypte, Émirats Arabes Unis, Espagne, États-Unis, France, Hollande, Hongrie, Iraq, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume du Belgique, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Yémen, et l'Union Européenne.

## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE MENA-OCDE SUR LA GOUVERNANCE ET LA COMPÉTITIVITÉ – TUNIS, 4 OCTOBRE 2016

- Des secteurs publics ouverts, inclusifs, innovants et forts contribuent grandement à la création de **valeur publique** et permettent la mise en place de politiques économiques inclusives qui bénéficient à tous les pans de la société. Des institutions et des processus administratifs efficaces et responsables accroissent la qualité et l'accessibilité des **services publics**. De même **l'intégrité, la transparence et la lutte effective contre la corruption** contribuent à cet objectif. Ceci est fondamental pour offrir les opportunités aux citoyens et aux entreprises, garantissant ainsi la prospérité pour tous et renforçant la confiance dans le gouvernement, de manière à offrir la prospérité à tous et à renforcer la confiance dans le gouvernement.
  - **L'agenda de réforme** devrait comprendre une dimension territoriale afin de s'assurer que le développement économique et institutionnel soit réparti partout dans les régions et les communautés locales. Une décentralisation efficace peut améliorer l'intégration, l'inclusion et la bonne gouvernance. Il faut des politiques territoriales afin de réduire les disparités économiques parmi les régions et promouvoir le développement local, qui reste un facteur essentiel pour assurer la compétitivité nationale. Améliorer l'intégration locale, régionale et globale nécessite le développement de l'inter-connectivité, l'investissement dans les infrastructures et la réduction des barrières régionales.
  - **Le secteur privé** reste encore sous-développé dans la région MENA et n'a pas encore atteint tout son potentiel. Le secteur privé peut être un puissant facteur de stabilisation et de développement et son rôle doit être renforcé dans la région MENA afin de créer des emplois, favoriser la diversification économique, répondre aux besoins urgents de développement des infrastructures et réaliser des économies plus résilientes, inclusives, vertes et durables.
  - Les conflits en cours particulièrement en Syrie, Irak, Libye et au Yémen ont des effets négatifs dans la région et réclament donc des réponses politiques adéquates qui doivent être construites sur des bases multilatérales. La **crise des réfugiés** a souligné de façon encore plus claire les liens entre les économies de l'OCDE et de la région MENA et appelle une réponse coordonnée. L'insécurité et la **fragilité** requièrent un programme économique et social solide notamment sur l'accès à l'emploi et aux services publics, aidant ainsi à renforcer la stabilité.
  - Nous affirmons l'importance d'une étroite **collaboration** avec d'autres organisations internationales et régionales et les institutions financières, ainsi qu'une forte coordination entre les bailleurs afin de répondre aux besoins de taille, y compris la reconstruction des États touchés par les conflits et la rareté des ressources.
  - Nous apprécions la vision définie dans le plan d'action de l'OCDE à l'appui des objectifs de développement durable proposé, et le rôle que peut jouer l'OCDE pour dispenser aux pouvoirs publics des conseils cohérents, de qualité et fondés sur des données concrètes. Nous invitons l'Initiative MENA-OCDE à appuyer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable dans la région.
- DÉCLARONS que :**
- L'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement est un vecteur important pour la consolidation d'un programme de réforme régional se basant sur les normes internationales et les meilleures pratiques.
  - Les réalisations de plus de 10 années de coopération approfondie permettent de mettre en place un programme ambitieux de travail, auquel les pays MENA adhéreront, et contribueront à la définition de normes de plus haute qualité dans le processus de création politique, ce dans l'optique de promouvoir une croissance inclusive et une intégration économique.
- Nous ENGAGEONS à poursuivre et à renforcer l'Initiative MENA-OCDE en :**
- Réaffirmant les principes de l'Initiative fondée sur le partenariat, l'appropriation, la présidence conjointe, l'apprentissage par les pairs, les processus de consultation et de participation axés sur la demande et l'engagement réciproque.
  - Mandatant le Comité de pilotage et le Comité consultatif de l'Initiative de fournir une orientation stratégique et d'évaluer les progrès de l'Initiative pour atteindre ses objectifs.
  - Réaffirmant l'importance de la compétitivité et de la gouvernance comme leviers clés pour le développement socio-économique dans la région, se félicitant des réalisations des deux piliers de l'Initiative et appelant à la continuation de leurs projets au cours du nouveau mandat.
  - Accueillant favorablement en particulier le Pacte de Deauville sur la Gouvernance Économique conclu sous la présidence de l'Allemagne du G7 de Deauville et prévoyant un cadre pour les objectifs clés de politiques publiques pour promouvoir une bonne gouvernance et un climat des affaires sain.
  - Soulignant l'importance de promouvoir une coopération inter-régionale plus proche.

## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE MENA-OCDE SUR LA GOUVERNANCE ET LA COMPÉTITIVITÉ – TUNIS, 4 OCTOBRE 2016

- Soulignant l'importance et le support continu du Fonds de Transition MENA du Partenariat de Deauville du G7, en particulier grâce à des projets régionaux promouvant la gouvernance économique inclusive, la compétitivité et l'intégration.
- Reconnaisant le Plan d'Action pour l'Inclusion financière adopté à la Conférence du Partenariat de Deauville du G7 sur l'Inclusion financière responsable pour l'Inclusion sociale et la stabilité.
- Soulignant le besoin de promouvoir des alliances entre les États, le secteur privé et les acteurs de la société civile afin de promouvoir la gouvernance économique et la compétitivité menant à la création d'emplois.
- Soulignant l'importance d'un dialogue accru et d'un échange continu avec la société civile dans les pays MENA.
- Reconnaisant l'importance de la participation de la société civile et du secteur privé dans le dialogue MENA-OCDE, se félicitant de la contribution du Comité consultatif de la société civile MENA-OCDE et du Comité consultatif des affaires MENA-OCDE dans la mise en œuvre du programme de travail.
- Reconnaisant la pertinence des instruments de l'OCDE afin de fournir des conseils et de l'inspiration aux gouvernements à travers le monde, invitant les pays de la région MENA à adhérer à ceux qui correspondent le plus à leurs priorités et leurs domaines de travail, et accueillant l'augmentation significative des adhésions.
- Soulignant l'importance du lien entre les groupes de travail et réseaux MENA-OCDE et comités de l'OCDE et accueillant la participation de plusieurs pays de la région dans ces comités comme invités, participants et associés.
- Se félicitant de la participation des pays de la région MENA dans d'autres initiatives de l'OCDE tels que le Programme international pour le Suivi des élèves (PISA) et l'Érosion de la base d'imposition et le Transfert de bénéfices (BEPS), assurant ainsi une vision stratégique commune, et invitant le Secrétariat de l'OCDE à informer le Comité de pilotage de l'Initiative MENA-OCDE des progrès de ces programmes et leur contribution aux agendas de la compétitivité et de la gouvernance.
- Se félicitant du Programme-Pays Maroc et invitant le Maroc à partager son expérience avec d'autres pays à travers l'Initiative MENA-OCDE.
- Appelant tous les pays OCDE et MENA à contribuer à la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris sur le Changement

climatique et se félicitant de la tenue prochaine de la Convention-cadre des Nations unies sur le Changement climatique (COP 22) à Marrakech en novembre 2016.

- Encourageant l'OCDE à travailler avec les partenaires régionaux et internationaux pour renforcer la résilience économique et la stabilité dans la région MENA, ainsi que pour aider les pays à concevoir des politiques publiques pour faire face à la crise des réfugiés récente et sans précédent et pour bâtir des institutions résilientes grâce à des réformes durables.

### ANNEXE : LE PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE

Nous prenons acte de la nécessité d'une approche holistique de la consolidation de cadres de gouvernance qui contribuent au bien public et à une croissance inclusive, qui renforcent la confiance dans le gouvernement et offrent de services publics de qualité à tous les segments de la société. Au cours des dix dernières années, le Programme a obtenu de réels résultats en promouvant un gouvernement ouvert, inclusif et transparent, et particulièrement une participation accrue des citoyens et des entreprises, des femmes et des jeunes, à la vie publique. L'accent a été mis aussi sur l'établissement d'un appareil administratif efficace et responsable, au moyen d'une approche interministérielle qui mette en cohérence vision, incitations et mécanismes de fourniture tout au long du cycle d'élaboration des politiques publiques, d'une meilleure coordination et d'une capacité accrue de fourniture aux différents échelons du gouvernement – compte tenu des initiatives de décentralisation de certains pays MENA –, d'un renforcement de l'intégrité au sein du secteur public, de la lutte contre la corruption et de la consolidation de l'État de droit. Nous sommes résolus à renforcer le rôle des Centres de Gouvernement, en améliorant la gestion publique financière, en stimulant l'innovation dans le secteur public, en modernisant la gouvernance de la numérisation, de l'eau, des infrastructures, des systèmes réglementaires et des marchés publics, du contrôle interne et de la gestion des risques, ce tant aux niveaux local que central. Nous entendons enfin soutenir les réformes en cours de la gouvernance locale et de décentralisation.

**Nous donnons mandat** au Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance d'approfondir le dialogue politique et de fournir conseil stratégique et appui à la mise en œuvre au travers de la structure bien implantée de ses groupes de travail régionaux et réseaux, aussi bien que de projets nationaux spécifiques. Nous recommandons la mise en œuvre des innovations suivantes, afin que l'appui fourni par le Programme ait un effet durable comme demandé par les pays MENA :

---

## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE MENA-OCDE SUR LA GOUVERNANCE ET LA COMPÉTITIVITÉ – TUNIS, 4 OCTOBRE 2016

---

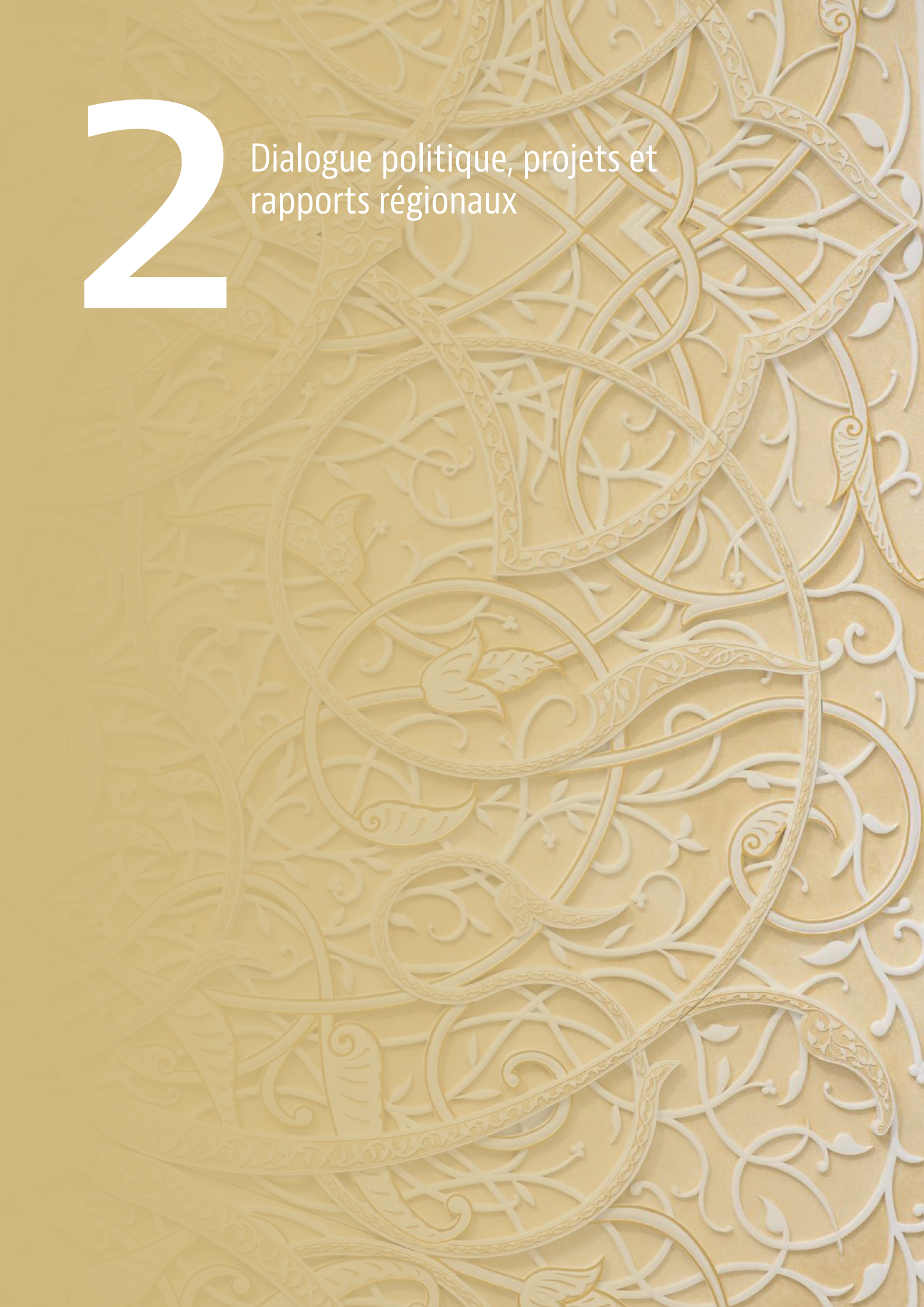
- Une **Initiative pour la jeunesse** (Journée des jeunes) sera lancée afin de valoriser et de diffuser les bonnes pratiques qui consistent en des réponses communes aux problèmes prioritaires auxquels sont confrontés les jeunes générations, associant représentants du secteur public et jeunes.
  - Le Programme **renforcera sa coopération avec les pays du Golfe** (CCG) et consolidera son partenariat avec les ÉAU dans le cadre du Sommet des gouvernements des ÉAU.
  - Le Groupe de travail IV sur la fourniture des services publics, les partenariats public privé et la réforme de la réglementation deviendra **le Groupe de travail sur la réforme de la réglementation et l'État de droit** afin d'affirmer l'importance d'une approche holistique du renforcement de l'État de droit qui intègre les cadres et les institutions législatifs. La **Charte régionale pour la qualité de la réglementation**, adoptée lors de la Conférence ministérielle de l'Initiative MENA-OCDE le 23 novembre 2009 à Marrakech, a été actualisée et amendée de manière à tenir compte des dernières innovations en matière d'amélioration de la gouvernance réglementaire.
  - Le Programme définira des approches permettant d'appuyer les économies MENA dans le renforcement des cadres de gouvernance aux niveaux national et régional, afin de permettre à ces cadres de fonctionner lorsque l'État est **fragile ou affecté par un conflit** mais aussi de répondre à la **crise des réfugiés** actuelle.
  - Le Programme fera la promotion d'une stratégie globale pour les économies des pays MENA afin de renforcer l'intégrité du secteur public avec une approche holistique du gouvernement et de la société ; ceci tout en incluant des **systèmes d'intégrité cohérents et compréhensifs**, une culture d'intégrité ainsi qu'un mécanisme de responsabilisation effectif via la participation citoyenne dans le processus de la création politique, le contrôle interne et la supervision régulatrice.
  - Le rôle crucial joué par **les institutions indépendantes et les parlements** en faveur de l'accès à l'information, du renforcement de la transparence et de la responsabilité – comme le prévoient les programmes des différents pays MENA concernant le gouvernement ouvert – sera reconnu. Ces institutions et les médias seront à cette fin plus systématiquement impliqués dans le dialogue régional et les activités nationales spécifiques ;
- la Gouvernance publique (PGC), le Comité sur la politique de la réglementation (RPC) et le Comité des politiques de Développement régional (RDPC). Cette implication a rendu possible la publication régulière de rapports par les pays MENA et la participation des pairs de l'OCDE aux revues analytiques ainsi qu'à la formulation et à la mise en œuvre des agendas de réforme des économies MENA.
- L'impact avéré des outils et méthodes de l'OCDE sur la collecte de faits comme sur le conseil et la mise en œuvre des politiques stratégiques. Nous invitons en conséquence l'OCDE à continuer à publier des rapports comparatifs régionaux, à impliquer le Comité consultatif MENA-OCDE de la société civile et à prodiguer des formations au travers du Centre de formation de Caserte du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance.
  - Les efforts du Programme pour renforcer la dimension nationale, et de cette manière l'utilité et la pertinence des recommandations de l'OCDE en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre des politiques à l'échelle nationale, mais aussi pour mieux inscrire l'échange des bonnes pratiques dans le dialogue politique régional des divers réseaux du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance et des Comités concernés de l'OCDE.

**En ce qui concerne les outils et méthodes mobilisés par le Programme, nous saluons :**

- L'implication croissante des pays MENA dans le Comité de

# 2

Dialogue politique, projets et  
rapports régionaux





## UN GOUVERNEMENT OUVERT ET TRANSPARENT

### GRUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LA FONCTION PUBLIQUE ET L'INTÉGRITÉ

Groupe de Travail MENA-OCDE sur la Fonction Publique et l'Intégrité (GTI), co-présidé par le Maroc, l'Espagne et la Turquie, rassemble des praticiens des administrations venus des pays MENA et OCDE afin de promouvoir l'intégrité et la lutte contre la corruption. C'est l'un des réseaux les plus actifs dans la promotion du dialogue régional et l'échange de bonnes pratiques, dans les domaines de la réforme du service public en faveur de l'intégrité et des politiques et institutions innovantes de lutte contre la corruption. La réunion du GTI est depuis 2013 organisée parallèlement à la Semaine de l'intégrité de l'OCDE.



En 2020, sur la base de la Note d'information de l'OCDE sur l'intégrité publique et l'épidémie de COVID-19, le Groupe de travail s'est réuni en visioconférence pour définir les grandes recommandations utiles et recenser les leçons tirées dans cette période de crise. Les échanges ont porté sur l'importance d'adopter des mesures de court et de long termes pour faire face aux risques accrus de corruption pendant les crises, notamment en matière de stratégies de marchés publics, de ressources de contrôle interne, et de stratégies d'intégrité dans les organisations publiques, et d'autonomiser les citoyens de manière à ce qu'ils soient vigilants.



En 2019, le Groupe de travail s'est concentré sur l'accès à l'information et le rôle que celui-ci joue dans le renforcement de la transparence et de l'intégrité. Il a aussi

préparé le lancement de la version provisoire du rapport régional « Les institutions garantissant l'accès à l'information : OCDE et MENA ». Les discussions ont porté notamment sur le rôle important joué par les institutions indépendantes dans la mise en œuvre du droit d'accès à l'information et la nécessité de présenter ces questions d'une manière accessible et frappante.

### PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- L'adoption d'outils législatifs et de mécanismes institutionnels spécifiques est nécessaire face aux situations d'urgence et pour s'assurer que le respect de l'intégrité, la transparence et l'État de droit se maintient au sein du secteur public.
- Les pays MENA ont fait des efforts pour améliorer la communication avec la société civile et accroître la transparence pour renforcer l'intégrité et lutter contre les malversations et la corruption.
- La mise en œuvre de la législation sur l'accès à l'information et des réformes en faveur de l'intégrité est restée difficile. Les partenariats avec les institutions indépendantes sont une ressource insuffisamment exploitée, malgré leurs conséquences positives.

### PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Poursuivre le dialogue régional autour de l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur l'intégrité dans le secteur public et recueillir des données sur les mesures adoptées pendant et après la crise.
- Promouvoir l'intégrité dans le secteur public en ce qui concerne la conception et la mise en œuvre des plans de reprise post-crise sanitaire.
- Concevoir des indicateurs pour évaluer les progrès de la mise en œuvre de la législation sur l'accès à l'information et les réformes en faveur de l'intégrité.
- Appuyer les médiateurs dans le renforcement de l'intégrité dans le secteur public.



① Réunion du Groupe de travail Intégrité dans le Service public, 20 mars 2019, Paris, siège de l'OCDE.

## UN GOUVERNEMENT OUVERT ET TRANSPARENT

### GRUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LE GOUVERNEMENT OUVERT ET INNOVANT



Le Groupe de travail MENA-OCDE sur le Gouvernement Ouvert et Innovant (GT II) est présidé par les Émirats arabes unis et co-présidé par l'Italie, la Corée du sud, et le Portugal.

En préparation de la 15ème Réunion annuelle prévue en 2021, le GT MENA-OCDE sur le Gouvernement ouvert et innovant s'est réuni par visioconférence le 7 juillet 2020. L'objectif de cette réunion était de discuter les progrès, les problèmes et les opportunités de participation citoyenne en faveur d'une conception et d'une fourniture améliorées des services.

Les délégués ont insisté sur le fait que la pandémie de COVID-19 avait donné des informations et des opportunités sans équivalents de renforcer le rôle des technologies numériques et des données dans l'innovation et l'implication des citoyens en faveur d'une élaboration et d'une fourniture collaboratives des politiques et des services publics. Ils ont aussi suggéré des objectifs prioritaires en anticipation de la 15ème Réunion annuelle, comme la conception et la fourniture des services, l'innovation dans le secteur public, la gouvernance et l'interopérabilité des données, et la participation des citoyens.



14<sup>ème</sup> Réunion du Groupe de travail sur le Gouvernement ouvert et innovant, 28-29 janvier 2019, Lisbonne, Portugal

La 14ème Réunion annuelle a été accueillie par l'institution de la Monnaie et de l'Imprimerie et l'Agence pour la Modernisation administrative portugaises les 28-29 janvier 2019 à Lisbonne. Au cours de diverses sessions thématiques, les participants ont exploré la manière d'appréhender de manière systématique l'innovation dans le secteur public, de construire des plateformes numériques de participation et de transparence, et d'encourager plus largement la transformation numérique du secteur public. La réunion s'est achevée par une visite de la Monnaie et de l'Imprimerie du Portugal, de LabX – le laboratoire de l'innovation du Portugal, et du guichet citoyen, un guichet unique pour les services publics.

#### PRINCIPAUX RESULTATS EN 2019-2020

- La Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert a été formellement entérinée par le Maroc (2018) et la Tunisie (2019).
- Lancement de l'Initiative des Dirigeants numériques mondiaux (GELI) en faveur d'un appui plus structuré des pays non membres de l'OCDE engagés dans un processus de transformation numérique du secteur public.
- Les ministres de 40 pays ont formellement adopté la Déclaration de l'OCDE sur l'Innovation dans le secteur public, le 22 mai 2019.

#### PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Aider les pays MENA à se conformer aux Recommandations de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert, aux Stratégies du Gouvernement numérique et à la Déclaration sur l'Innovation publique ;
- Finaliser un rapport conjoint OCDE-ESCWA sur les conséquences socio-économiques du Gouvernement ouvert, qui inclura des recommandations politiques pour les pays MENA afin de les encourager à approfondir les réformes ;
- Appuyer les efforts des pays MENA en matière d'utilisation effective des technologies émergentes afin de transformer l'administration publique, mesurer leur impact et renforcer les capacités nécessaires, en particulier lors de la phase de reprise post-épidémie de COVID-19 ;
- Promouvoir les échanges et le dialogue sur la conception et la fourniture de services répondant à la demande des citoyens ainsi que sur la participation innovante au service de meilleures conditions sociales et économiques, en particulier la conception et la mise en œuvre de réformes pendant la reprise, et
- Évoluer en direction de la co-crédation, des approches centrées sur les usagers, et renforcer l'innovation, l'ouverture et les solutions numériques.

## UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE



11<sup>ème</sup> réunion des Hauts responsables du budget Moyen-Orient et Afrique du Nord, 18-19 juillet 2019, Caserte, Italie.

### RÉSEAU MENA-OCDE DES HAUTS RESPONSABLES DU BUDGET



Le Réseau MENA-OCDE des Hauts Responsables du Budget (MENA-HRB / GT III) est présidé par le Qatar et l'Irlande.

Les activités du réseau incluent le partage des savoirs entre pairs MENA et OCDE dans des domaines comme la mise en œuvre des stratégies de consolidation, la budgétisation axée sur les résultats et la transparence budgétaire, ainsi que des présentations régulières des recommandations et orientations de l'OCDE (par ex. la Boîte à outils de l'OCDE sur la Transparence du Budget).



La réunion de 2020 du Réseau MENA-HRB a eu lieu en visioconférence le 20 octobre ; elle a été organisée conjointement par le Centre de formation MENA-OCDE de Caserte. Huit représentants des pays MENA et de l'OCDE ainsi que d'organisations internationales. Elle a été une opportunité de présenter et de discuter les principales conclusions du rapport de l'OCDE sur la crise sanitaire dans les pays MENA. Les participants ont par ailleurs proposé une évaluation de la résilience de leur système budgétaire et comptable face à la pandémie et de la manière dont leur pays s'est adapté aux demandes et aux besoins de dépenses urgentes.



La réunion de 2019 a eu lieu les 18-19 juillet à Caserte, en Italie ; elle a rassemblé des représentants de douze pays MENA et OCDE. Elle a permis des échanges sur la contribution du budget public aux progrès en termes de prise en compte des inégalités hommes/femmes, de la jeunesse et des conditions sociales, ainsi que des



Objectifs de développement durable. L'OCDE a présenté sa Recommandation 2015 sur l'Égalité des hommes et des femmes dans la vie publique comme un outil mis à la disposition des gouvernements pour leur permettre de prendre en compte l'égalité des sexes dans les différents domaines des politiques publiques. Les discussions ont porté en particulier sur la contribution concrète d'une budgétisation sensible à l'égalité hommes/femmes. S'appuyant sur la publication de l'OCDE sur une budgétisation sensible à l'égalité hommes/femmes dans les pays de l'OCDE, les participants ont évoqué les évolutions en cours dans les pays de l'OCDE et les enseignements tirés des expériences des pionniers que sont le Canada, l'Islande et l'Autriche.

### PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

Treize pays participants ont fait état des évolutions et de leurs vues en matière budgétaire :

- Les délégués ont discuté des principes de la budgétisation axée sur la performance et de la prévision à long terme des recettes et des dépenses publiques, qui favorisent la discipline budgétaire en période d'assainissement ;
- Ils ont discuté les conclusions de la publication OCDE: «Budgétisation sensible aux inégalités hommes/femmes dans les pays de l'OCDE », qui explore les mérites et les difficultés associés aux différents modèles de direction et de coordination en matière de prise en compte de ces inégalités et de budgétisation sensible au genre dans l'OCDE.

### PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

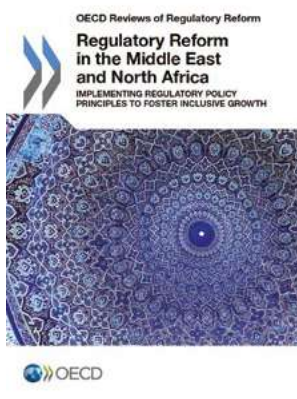
- Accroître la collaboration avec la région pour diffuser les bonnes pratiques de l'OCDE et renforcer les capacités de gestion publique financière (par exemple au travers de réunions ou séminaires thématiques).
- Continuer à faciliter le partage de savoirs entre pairs OCDE et MENA afin d'améliorer l'efficacité et la transparence des processus budgétaires et de finances publiques.
- Promouvoir une bonne gestion publique financière dans la conception et la mise en œuvre des plans de reprise post-épidémie.

## UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE



④ Mme Anabela Pedrosa, Secrétaire d'État à la Justice du Portugal avec M. Zouheir Ben Tanfous, Conseiller juridique, Présidence du Gouvernement, Vice-président, Tunisie, et Mme Tatyana Teplova, Responsable Égalité des sexes et Justice pour l'inclusivité, Direction de la Gouvernance publique, le 28 mars 2019 à Lisbonne.

### GRUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION ET L'ÉTAT DE DROIT



La réunion annuelle 2020 a été consacrée à l'Impact de l'épidémie de Covid-19 sur l'État de droit : législation et accès à la justice en temps de crise ; elle a eu lieu en visioconférence le 22 juin 2020. Le webinar a rassemblé plus de 80 participants venus de 23 pays MENA et OCDE et d'agences multilatérales ; il a suscité un dialogue entre pairs au sujet de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'État de droit dans leurs pays.

Il a aussi permis une mise en commun des enseignements des efforts pour maintenir le respect de l'État de droit en période de crise, inspiré par les bonnes pratiques identifiées par la synthèse de

l'OCDE sur la Qualité de la réglementation et l'épidémie de COVID-19, la Note d'information de l'OCDE sur l'accès à la Justice ainsi que les critères identifiés par l'Organisation pour les services judiciaires centrés sur les usagers. La réunion a permis de dégager des orientations stratégiques pour le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, qui alimenteront le nouveau mandat du Programme de 2021 à 2025 afin de lui permettre de répondre aux besoins et priorités des différents pays.



### PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- Les services judiciaires devraient être conçus et fournis en privilégiant les besoins des citoyens et des entreprises ;
- Les pays MENA mettent en œuvre des réformes en faveur d'une meilleure qualité de la réglementation et d'une transparence accrue, mais des problèmes demeurent souvent du fait de retards pris dans le processus de consultation, ainsi que d'analyses d'impact ou d'évaluations rétrospectives insuffisamment systématiques ;
- La mise en œuvre de la qualité de la réglementation requiert un renforcement des capacités institutionnelles.

### PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Étendre les compétences du Groupe IV aux problèmes rencontrés par les groupes marginalisés, dont les femmes, les jeunes et les enfants.
- Approfondir les échanges autour des bonnes pratiques et de l'intégration des technologies dans la fourniture des services judiciaires.
- Promouvoir l'alignement des réformes de la réglementation sur les objectifs du Partenariat de Deauville et du pacte lié pour la gouvernance économique, en même temps que la concrétisation des Objectifs de développement durable de l'ONU.

## UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE

### RÉSEAU MENA-OCDE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Le réseau MENA-OCDE sur les marchés publics, aujourd'hui co-présidé par l'Égypte, la Tunisie et l'Italie, a été créé en 2012 avec l'objectif de partager les bonnes pratiques régionales et étrangères en la matière, d'identifier les besoins mais aussi de nourrir le dialogue régional sur les marchés publics.

La réunion 2020 du réseau MENA-OCDE sur les marchés publics a eu lieu le 21 janvier à Tunis, sous la présidence conjointe de l'Égypte et de la Tunisie. Elle a rassemblé, parmi les principaux décideurs et experts en matière de marchés publics, plus de trente participants venus de la région MENA (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) et des organisations internationales et partenaires (OCDE-SIGMA, la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement - BERD, la Banque africaine de Développement - BAD, et la Banque islamique de Développement Bank- IsBD). Les participants ont orienté les discussions et partagé leurs expériences, succès, difficultés et vues.

En 2018, les ateliers du Réseau ont eu lieu les 25-28 juin au Koweït avec l'appui du centre FMI-CEF. 34 participants venus de 14 pays ont pris part à l'événement et exploré les voies d'une utilisation plus stratégique et efficace des systèmes de marchés publics, à partir des thématiques suivantes : la gestion des risques, les études de marché, les critères de sélection ; les outils d'aide à l'efficacité, la satisfaction d'objectifs politiques plus larges, l'usage des données et des

marchés en ligne. Outre l'équipe des marchés publics de l'OCDE, des experts internationaux de la BERD et de la Banque islamique de Développement ont partagé leurs connaissances et leurs opinions.

#### PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- Un dialogue régional renforcé sur la réforme des marchés publics ;
- Une compréhension commune des bonnes pratiques internationales pour inspirer les réformes actuelles et à venir dans ce domaine.

#### PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Appuyer le renforcement des capacités des responsables des marchés publics sur la base des principes de la Recommandation de 2015 de l'OCDE sur les marchés publics ;
- Contribuer à la consolidation des systèmes de marchés publics de la région afin d'assurer une mise en œuvre effective et efficace des plans de reprise post-COVID-19.



⊕ Réunion du Réseau MENA-OCDE sur les Marchés publics, 21 janvier 2020, Tunis

## ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

### PLATEFORME MENA-OCDE SUR L'INTÉGRATION DE L'APPROCHE GENRE, LA GOUVERNANCE ET LE LEADERSHIP

Renforcer les politiques en faveur de l'égalité hommes/femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) est une condition nécessaire de l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes et de la promotion de la bonne gouvernance. Depuis 2009, la Plateforme MENA-OCDE pour le Femmes au gouvernement, coprésidée par CAWTAR et l'Espagne, représente un forum régional d'échange des bonnes pratiques et des enseignements de l'expérience.

Le dialogue régional 2019 MENA-OCDE a été organisé le 12 juillet à Tunis. Construit autour du thème « Faire progresser l'égalité entre hommes et femmes dans la vie publique », il a conclu le projet régional du Fonds de Transition MENA du Partenariat du G7 de Deauville sur « la Promotion de la

participation des femmes aux Parlements et à l'élaboration des politiques publiques ». On comptait parmi les participants des parlementaires et des représentants du secrétariat du Parlement tunisien, des ministères concernés, de la société civile, de l'université, du PNUD

et du réseau parlementaire de la Banque mondiale et du FMI. Sur la base des conclusions du rapport à paraître de l'OCDE sur la participation politiques des femmes en Tunisie, le séminaire s'est intéressé aux facteurs requis par une campagne électorale bien conduite, aux financements accessibles aux femmes, aux moyens de lutter contre la violence politique et les stéréotypes dont sont victimes les femmes lors des élections, et enfin au rôle des médias et de la société civile dans la promotion d'une représentation politique des femmes.



## ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES



### RAPPORT RÉGIONAL : INÉGALITÉS HOMMES/FEMMES, LÉGISLATION ET POLITIQUES PUBLIQUES – ÉVOLUTIONS AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

Le « Rapport OCDE-CAWTAR sur les inégalités hommes/femmes, la législation et les politiques publiques » est la première comparaison régionale qui analyse divers aspects de l'égalité des sexes dans une perspective de gouvernance publique.

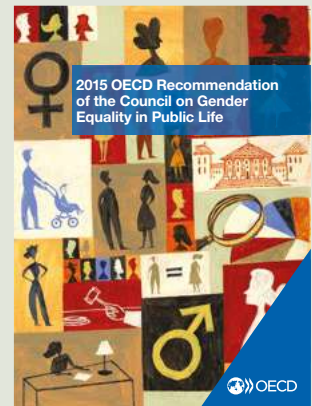
Ce rapport met en évidence les évolutions des réformes de la législation en faveur de l'élimination des discriminations fondées sur le genre et d'encourager le respect de la CEDAW. Il analyse par ailleurs l'impact des politiques publiques, des institutions et législations sur la participation économique et politique des femmes dans la région, examine les voies de

### LA BOÎTE À OUTILS DE L'OCDE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES DANS LA GOUVERNANCE

L'OCDE a rédigé une Boîte à outils pour l'égalité hommes/femmes dans la Gouvernance, afin de fournir au pays des conseils concrets pour la mise en œuvre de la Recommandation 2015 OCDE pour l'égalité entre hommes et femmes dans la vie publique. Son objectif est de préciser les dispositions de la Recommandation, en pointant des priorités, en formulant des questions pour l'évaluation, en recensant les actions clés, les obstacles à éviter et les meilleurs exemples de bonnes pratiques pour chaque domaine. Le document, construit autour de pratiques très concrètes, existe en ligne, et les pays membres et grands partenaires, comme la région MENA, peuvent le nourrir et y trouver des bonnes pratiques, des éclairages et des enseignements. La Boîte à outils de l'OCDE pour la mise en œuvre de la politique en faveur de l'égalité hommes/femmes dans la gouvernance a été présentée à Paris le 8 mars 2018 par la Cheffe de Cabinet de l'OCDE et Sherpa du G20, Mme Gabriela Ramos.

renforcement de l'accès des femmes aux fonctions de haut niveau au sein des pouvoirs législatif et judiciaire et dans l'administration publique, et enfin étudie les moyens de l'amélioration des politiques sensibles à l'égalité hommes/femmes et du recueil de données ventilées par sexe.

### RECOMMANDATION DU CONSEIL SUR L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS LA VIE PUBLIQUE



Le 14 décembre 2015 l'OCDE a adopté la Recommandation du Conseil sur l'égalité entre hommes et femmes dans la vie publique qui donne les grandes orientations permettant aux pays membres et non membres

de l'OCDE de renforcer leurs capacités institutionnelles pour mettre en œuvre l'égalité des sexes à travers des initiatives dédiées à la vie publique. Elle encourage par ailleurs les pays – notamment au sein des parlements, de l'exécutif, du judiciaire et des administrations publiques.

La Recommandation s'inspire du Rapport OCDE-CAWTAR *Femmes dans la vie publique : inégalités hommes/femmes, législation et politiques publiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*.

### PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Appuyer les pays MENA dans l'intégration des dispositions de la Recommandation de 2015 de l'OCDE sur l'Égalité entre hommes et femmes dans la vie publique ;
- Renforcer les institutions, les cadres réglementaires et les capacités de coordination pour prévenir et réduire les violences contre les femmes ;
- Conforter les politiques en faveur de l'égalité d'accès aux fonctions de décision pour les hommes et les femmes ;
- Continuer à promouvoir et à encourager le partage des savoirs et le dialogue sur les politiques entre pays MENA et OCDE de manière à surmonter les obstacles existants et à favoriser une meilleure participation politique des femmes ;
- Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, et intégrer ce principe dans la conception et la mise en œuvre des plans de reprise post-épidémie de COVID-19.

## AUTONOMISATION DES JEUNES

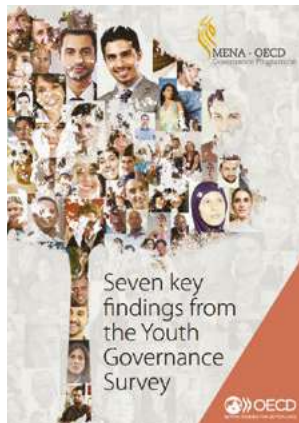
### ROCHURE SYNTHÉTIQUE : 7 CONCLUSIONS CLÉS DE L'ENQUÊTE SUR LA GOUVERNANCE DE LA JEUNESSE

La brochure synthétique présente les conclusions préliminaires d'une large enquête portant sur 7 pays MENA (Jordanie, Liban, Mauritanie, Maroc, Autorité Palestinienne, Qatar et Tunisie).

Elle analyse les chances données aux jeunes de s'engager dans la vie publique, ainsi que les efforts entrepris par les gouvernements et les administrations publiques pour proposer des politiques et des services répondant à leurs besoins particuliers, dans une perspective de gouvernance publique.

Cette analyse s'appuie sur les cinq piliers du cadre analytique de l'OCDE :

- Une approche interministérielle des politiques de la jeunesse ;
- Les capacités institutionnelles et coordination ;
- Les outils permettant la prise en compte des problèmes des jeunes dans l'élaboration des politiques publiques et la fourniture des services ;
- L'implication de la jeunesse dans la vie publique et la représentation au sein des institutions de l'État ;
- Les cadres juridiques et la minimisation des conditions liées à l'âge.



En adoptant une approche de comparaison des pays MENA, le document identifie des évolutions similaires de la gouvernance des politiques de la jeunesse et de l'implication des jeunes dans la région. Pour chacune des conclusions, il présente les bonnes

#### PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Mobiliser les outils du gouvernement ouvert afin de créer un environnement permettant aux jeunes d'accéder à l'information, de s'engager dans la vie publique et surveiller l'action du gouvernement.
- Parvenir à une complète opérationnalisation des organes de représentation des jeunes, renforcer le dialogue direct avec les autorités locales, utiliser des méthodes de consultation en ligne et les réseaux sociaux afin de recueillir des données ventilées par catégories d'âge.
- Intégrer les jeunes aux processus de gouvernance dont ils sont souvent exclus, par exemple en matière de prévention de la corruption et d'affectation des budgets publics.



pratiques et les enseignements tirés dans les pays de l'OCDE sur la base de l'Inventaire « Impliquer et responsabiliser les jeunes dans les pays de l'OCDE. Comment pallier le déficit de gouvernance ». Il propose en outre plusieurs recommandations politiques stratégiques.

#### CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA JEUNESSE : « YOUTHINK ABOUT IT! » À TUNIS

La deuxième conférence régionale sur la jeunesse a été organisée en coopération avec la Présidence du Gouvernement et le Ministère de la Jeunesse et des Sports les 27-28 novembre 2018 à Tunis.

Sous le haut patronage du Chef du Gouvernement, Mme Sonia Ben Cheikh, Ministre de la Jeunesse et des Sports de Tunisie, M. Abdelkaddous Saadaoui, Secrétaire d'État à la Jeunesse, M. Chokri Terzi, Conseiller du Chef du Gouvernement en charge de la Jeunesse, et M. Thabet Al-Nabulsi, Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse de Jordanie, ont ouvert la conférence. Mme Carole McQueen, Ambassadrice du Canada en Tunisie, a pris la parole au nom des pays du G7.

jeunes et de leur représentation dans l'élaboration des politiques publiques. Dans le cadre de conférences TEDx Jeunes, de jeunes pionniers venus de Jordanie, du Liban, du Maroc et de Tunisie ont présenté leurs initiatives d'autonomisation des jeunes.

L'OCDE a présenté les conclusions de l'Inventaire sur la jeunesse et le rapport « Sept conclusions clés de l'Enquête sur la Gouvernance de la jeunesse », qui rassemble des



## AUTONOMISATION DES JEUNES



données sur les outils mobilisés par les gouvernements dans sept pays MENA pour mettre en place des politiques et des services répondant aux besoins des jeunes. Les participants ont souligné l'importance des données comparatives dans ce domaine et encouragé l'OCDE à continuer à explorer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Avec près de 160 participants des Ministères de la Jeunesse et des ministères sectoriels, parlementaires et élus locaux, la conférence a rassemblé des jeunes de 7 pays MENA (la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité Palestinienne, le Qatar, la Tunisie, les EAU) et 4 pays membres de l'OCDE (France, Norvège, Portugal, Royaume-Uni). Des représentants de différentes agences de l'ONU, de l'UE, de la Banque mondiale, de GIZ, USAID, AECID, NRC, Democracy Reporting et Search for Common Grounds ont participé à l'événement. Le Canada, les Pays-Bas et la Hongrie ont envoyé leurs ambassadeurs, et le Mexique son Consul honoraire en Tunisie. L'OCDE a parallèlement organisé un groupe de réflexion sur

les modes de gouvernance efficaces permettant d'inclure les jeunes migrants et réfugiés dans la vie sociale, économique et publique. Composé de membres du Parlement tunisien, du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) et du PNUD, ce groupe a incité l'OCDE à réaliser un inventaire incluant d'importants pays d'accueil de la région MENA.

### SOMMET DES DEUX RIVES

L'OCDE a présenté son travail sur l'autonomisation de la jeunesse dans les pays MENA lors du Forum de Malte sur l'Éducation et la Mobilité des jeunes, le 24 avril 2019 à la Valette. Le Forum a été organisé en prévision du Sommet des deux rives qui sera accueilli par le Président français les 23-24 juin 2019 à Marseille et rassemblera les chefs d'État et de Gouvernements du Dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale ainsi que de l'UE, de l'Allemagne et des représentants des organisations méditerranéennes, des institutions internationales et de la société civile. Le Forum de Malte a réuni plus de 200 représentants des organisations internationales et de la société civile et a permis de discuter

 **Carol McQueen** @Carol\_McQueen · Nov 27  
#Canada supports youth empowerment and youth engagement in governance at home and in MENA region, including in #Tunisia. Thanks to @OECDgov for inviting me to speak at regional youth conference #Shaha4MENA #OECD4Youth #YouthEngagement



🕒 **Ouverture du Forum de Malte par l' Hon. Carmelo Abela, Ministre des Affaires étrangères et la Promotion du commerce de Malte, 25 avril, La Valette, Malte**

## AUTONOMISATION DES JEUNES

autour de projets innovants visant à autonomiser les jeunes de la région. Il s'est conclu par un appel vibrant en faveur d'une approche régionale de l'autonomisation des jeunes dans les pays méditerranéens.

### FORUM DE PARIS POUR LA PAIX

Le Programme pour la Gouvernance a été choisi comme partenaire du Forum de Paris pour la Paix et invité à présenter lors d'un panel de haut-niveau sur le rôle de la jeunesse dans la construction de la paix et de la stabilité le 13 novembre 2018 à Paris. Sous le thème « Enrichir 2250 : un rôle pour les jeunes dans la stabilité mondiale », le Programme a abordé les facteurs accroissant les risques de fragilité, comme la pauvreté, la corruption et les inégalités, et l'importance des institutions inclusives dans la réponse aux causes structurelles des conflits violents et de l'instabilité. Le panel incluait des représentants de la Fondation de la Reine Rania pour l'Éducation et le Développement, de la Fondation Aga Khan, du PNUD et d'une organisation locale de la jeunesse travaillant dans le domaine de la consolidation de la paix et du développement en République Centrafricaine.

En s'appuyant sur les conclusions de l'Inventaire de l'OCDE sur la jeunesse et le travail de l'organisation des pays MENA, le Programme a présenté les outils de gouvernance pour impliquer et autonomiser les jeunes dans la construction

d'une paix durable (par exemple des stratégies transversales pour la jeunesse, la création d'organes consultatifs de la jeunesse aux niveaux local et régional, la création d'un environnement favorable fondé sur l'ouverture, la transparence et la responsabilité).

### SOMMET MONDIAL DU GOUVERNEMENT

Partenaire stratégique du Sommet mondial du Gouvernement à Dubaï, l'OCDE a organisé ou participé à différents événements pour faire progresser l'agenda de l'autonomisation des jeunes dans toute la région MENA. Aux côtés du Ministre d'État des ÉAU de la Jeunesse, Mme Shamma Al Mazrui, le Secrétaire Général de l'OCDE Angel Gurría a créé un Cercle des jeunes « Relever le défi : les jeunes et l'avenir du gouvernement » le 11 février 2018. L'événement a rassemblé environ 60 Jeunes pionniers arabes – de jeunes entrepreneurs, des économistes, des militants de la société civile, des scientifiques et des innovateurs dans le domaine numérique – qui ont discuté de la manière dont ils peuvent interagir avec les gouvernements pour garantir que les politiques et les services soient élaborés dans l'intérêt des jeunes.

🕒 **Mme Miriam Allam**, Responsable du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance présentant le travail de l'organisation sur l'autonomisation des jeunes.



## AUTONOMISATION DES JEUNES



📍 **Shamma bint Suhail bin Faris Al Mazrui**, Ministre d'État des Affaires de la jeunesse des ÉAU pendant le Sommet SGM à Dubai.

### PRÉSENTATIONS DANS LES ÉVÉNEMENTS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

Dans le cadre de la 6ème Université méditerranéenne de la Jeunesse et de la Citoyenneté mondiale, le Programme a participé à la réunion « Renforcer l'approche du Quadrilogue dans la coopération de la jeunesse euro-méditerranéenne », organisée par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, le 11 mai 2018 à Tunis, en présence de partenaires internationaux (Banque mondiale, Conseil consultatif de la jeunesse du Conseil de l'Europe, le Service européen pour l'Action extérieure, le Forum européen de la jeunesse, et des représentants de la société civile). La réunion a identifié des activités d'intérêt commun et des opportunités de coopération dans la région méditerranéenne autour de l'agenda de l'autonomisation des jeunes.

Le Programme a ensuite présenté les conclusions du rapport des 7 conclusions clés lors du Symposium sur les données MENA en ce qui concerne les adolescents et la jeunesse, organisé le 25 septembre à Beyrouth, lors d'un atelier de programmation organisé par le Conseil norvégien pour les réfugiés le 11 octobre à Amman et lors du Forum du partenaire UNESCO sur l'autonomisation des jeunes pour la paix le 11 septembre à Paris.

Le Programme a par ailleurs renforcé sa coopération avec le Conseil français d'Orientation des politiques de Jeunesse (CoJ) à Paris en participant à des réunions de groupes de travail le 15 février 2018 et le 1er mars 2019, avec la Direction de la

Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, de manière à partager de bonnes pratiques et des enseignements autour de la mobilisation d'outils de gouvernance dans l'élaboration de politiques en faveur de la jeunesse (clause impact jeunesse).

Le Sommet d'été du Moyen-Orient et de la Méditerranée organisé par l'Universita della Svizzera Italiana du 15 au 25 août 2019 à Lugano, en Suisse : l'OCDE a pris part à la session « Renforcer le respect des normes démocratiques » pour y aborder le rôle des organisations de la jeunesse dans le renforcement de l'intégrité. Plusieurs participants de Jordanie ont assisté au Sommet.

L'OCDE a aussi présenté ses conclusions lors de la réunion régionale du Groupe de travail OCDE sur la Résilience économique « Aider les jeunes à construire l'avenir », organisée par le Ministère fédéral allemand de la Coopération et du Développement économiques le 2 décembre 2019 à Berlin. La réunion, coprésidée par BMZ, le Ministère de l'Économie et du Commerce du Liban et la Banque islamique de Développement, a porté sur les principaux obstacles rencontrés par les jeunes femmes et hommes dans les contextes de transformation des conflits et de fragilité.

L'OCDE est membre du Groupe de travail sur le Développement de la jeunesse (YDWG), présidé par la Banque islamique de Développement. Ce groupe a été établi en 2019 pour aborder les initiatives et programmes des organisations internationales et

## AUTONOMISATION DES JEUNES

les banques de développement multilatérales dont le pilotage est confié à des jeunes, pour susciter des synergies et partager les enseignements. Le 10 novembre 2020, l'YDWG a organisé un webinaire sur les problèmes posés par l'épidémie de COVID-19 à la population jeune dans le monde, afin de concevoir des programmes efficaces conduits par ses membres.

L'OCDE a participé à l'atelier virtuel de l'African Leadership Institute le 4 mai 2020 pour la session « Construire des plateformes pour la gouvernance de la jeunesse et sa contribution politique ». L'Organisation est aussi intervenue lors du webinaire de consultation de l'Envoyé spécial de la jeunesse de l'Union africaine

« Jeunesse et fossé digital » le 3 juin 2020. À l'occasion de ces événements, l'OCDE a évoqué les conclusions de la Note « Jeunesse et l'épidémie de Covid-19 : réactions, reprise et résilience », qui synthétise les résultats d'une enquête réalisée auprès des organisations de jeunesse dans le monde, notamment en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, pour savoir comment elles ont contribué à la réaction à la crise.

Le Programme a organisé un séminaire informel avec EUISS et le Bureau de recherche et de plaidoyer arabe sur le thème « Un regard sur le futur de la région MENA : l'enquête sur l'avenir des pays arabes, la jeunesse et l'épidémie de COVID-19 » le 21 janvier 2021, afin de discuter des principaux résultats de l'enquête sur l'avenir des pays arabes à paraître.

### COOPÉRATION AVEC LES DIALOGUES MED ET L'ISPI

Le séminaire MED-ISPI « Les jeunes et l'épidémie de COVID-19 : n'oublier personne » le 15 septembre 2020 : le panel virtuel rassemblant Marina Sereni, Vice-ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Italie, Antonio

Bernadini, Ambassadeur d'Italie auprès de l'OCDE, et le Vice-Secrétaire de l'OCDE Jeffrey Schlagenhauf, a porté sur la manière dont la crise sanitaire affecte les trajectoires futures des jeunes et des gouvernements dans la région MENA. L'OCDE a présenté les conclusions de la Note « Jeunesse et l'épidémie de Covid-19 : réactions, reprise et résilience ». Le séminaire a été organisé à la suite de la participation de l'OCDE aux Dialogues MED de 2020, qui ont permis le lancement du « Concours du Forum des Jeunes – Idées et projet à l'épreuve ».

Le concours a permis aux jeunes de la région Méditerranée de présenter leurs initiatives en réaction à la crise sanitaire dans la région MENA devant un auditoire de haut niveau dans les secteurs de la culture et de l'éducation, de la société civile, de la santé, de la sécurité hydrique et alimentaire, de l'emploi et de l'entrepreneuriat et de l'innovation urbaine. Le panel, qu'ont rallié des experts de l'OCDE, a retenu deux initiatives, qui recevront un appui financier pour permettre leur mise en œuvre. Le 7 décembre 2019, l'OCDE a présenté le rapport comparatif régional « Autonomisation des jeunes dans la région MENA » (version provisoire) sur la base des conclusions pour la Jordanie, le Qatar et l'Arabie saoudite, dans le cadre du Dialogue MED à Rome. Le rapport explore la façon dont les gouvernements de la région MENA peuvent : 1) soutenir les jeunes dans leur transition vers la vie adulte ; 2) renforcer la confiance des jeunes, leur participation à la vie publique et leur représentation au sein des institutions des États ; et 3) répondre aux grands problèmes tels le taux de chômage élevé, les jeunes qui ne sont ni sur le marché du travail, ni dans l'éducation ou la formation, la pauvreté et l'exclusion sociale. Les représentants de Jordanie ont participé à l'événement en tant que porte-parole et participants.

📍 \*Panel virtuel « N'oublier personne », 15 septembre 2020, visioconférence.



## CENTRE DE FORMATION DE CASERTE DU PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE



Le Centre de Caserte est un effort conjoint du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance et de l'École Nationale italienne d'Administration (SNA). Le Centre de formation offre des activités de renforcement des capacités afin de conforter les réformes en faveur de la bonne gouvernance, pour exploiter leurs capacités intrinsèques tout en maximisant leurs retombées socio-économiques dans les domaines clés du secteur public, que sont par exemple les marchés publics, l'information gouvernementale et l'économie de la connaissance, la politique de la réglementation et la simplification administrative en faveur d'un environnement plus favorable aux affaires.

### Principaux événements accueillis par le Centre de formation de Caserte en 2020

- 22 juin 2020 – Réunion du Groupe de travail MENA-OCDE IV sur l'État de droit et la politique de la réglementation ;
- 23 juillet 2020 – Réunion du Groupe de travail MENA-OCDE sur la fonction publique et l'intégrité ;
- 20 octobre 2020 – Réunion annuelle du réseau MENA-OCDE des Hauts responsables du Budget (MENA HRB) ;
- 9 décembre 2020 – Webinaire sur l'action en faveur de la résilience et la continuité des infrastructures et services fondamentaux.

#### FORMATIONS

- Le rôle du Centre du Gouvernement (CG) dans la conception et la mise en œuvre des réformes du secteur public ;
- Impact des politiques pour une croissance inclusive ;
- Des approches des services juridiques et judiciaires centrées sur les citoyens ;
- La résilience de l'ensemble de la société face aux risques critiques ;
- Cadres d'évaluation en appui aux politiques en faveur d'une croissance inclusive ;
- L'égalité entre hommes et femmes dans la vie publique ;
- Le gouvernement ouvert et l'élaboration inclusive des politiques publiques ;
- L'efficacité du service public ;
- Un secteur public mobilisant les données ;
- Les approches tenant compte de « ce qui marche » de la définition des politiques et de la fourniture des services ;
- La productivité du secteur public ;
- Stratégie d'intégrité pour les décideurs ;
- Une conception et une mise en œuvre efficaces des infrastructures ;

#### METHODES

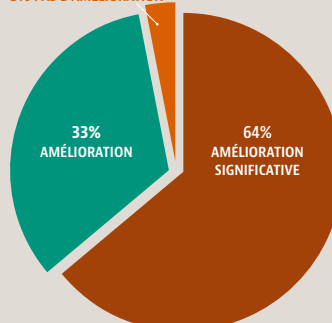
- Formation internationale d'excellence ;
- Dialogue politique, échange entre pairs et construction de réseaux ;
- Visites d'étude ;
- Tables rondes, séminaires et modules.

#### EVALUATION DE L'IMPACT DES ACTIVITÉS DU CENTRE

Afin d'évaluer l'efficacité des activités déployées par le Centre MENA-OCDE, en termes d'impact sur les environnements professionnels des participants, une vaste enquête a été réalisée, pour comprendre dans quelle mesure les acteurs (en particuliers les cadres publics et les fonctionnaires) mettent en pratique les connaissances et l'expertise acquises pendant les sessions de formation en les appliquant à leur domaine d'activité.

L'enquête a démontré que les participants ont été capables de donner des exemples précis de la manière dont les compétences acquises pendant la formation ont amélioré leurs savoir-faire organisationnels, leur usage du temps et leur gestion du renforcement de capacités, dans les différents contextes nationaux.

3% PAS D'AMÉLIORATION



En général, les participants ont affirmé que leurs compétences ont été améliorées (33%) ou significativement améliorées (64%) par la formation.

## RÉUNION DE 2019 DU COMITÉ DE PILOTAGE DE L'INITIATIVE MENA-OCDE ET JOURNÉES MENA-OCDE

La réunion du Comité de Pilotage de l'Initiative MENA-OCDE pour la Gouvernance et la Compétitivité à l'appui du Développement a rassemblé les co-présidents de l'Initiative et les principaux acteurs de la réflexion stratégique annuelle de l'Initiative à Tunis.

La réunion a été l'occasion pour les participants de partager leurs vues sur les priorités stratégiques de l'Initiative MENA-OCDE pour 2020 et de préparer l'ouverture de son cinquième mandat pour la période 2021-25. La réunion a aussi permis de dresser un inventaire des progrès obtenus lors du mandat 2016-20, avec un accent particulier sur l'impact et les résultats.

Cette réunion du Comité de Pilotage de l'Initiative MENA-OCDE a été organisée dans le cadre des Journées MENA-OCDE, qui comprenaient plusieurs discussions de haut niveau et des tables rondes techniques de plusieurs Groupes de travail et Réseaux. La réunion a été ouverte par la Tunisie, l'UE et la Turquie, agissant en tant que co-présidents de l'Initiative et des représentants de haut niveau de l'OCDE. Cet événement important a rassemblé plus de 200 participants issus de 23 pays MENA et États membres de l'OCDE.

Le Programme pour la Gouvernance a organisé diverses réunions de dialogues régionaux de haut niveau parmi lesquelles :

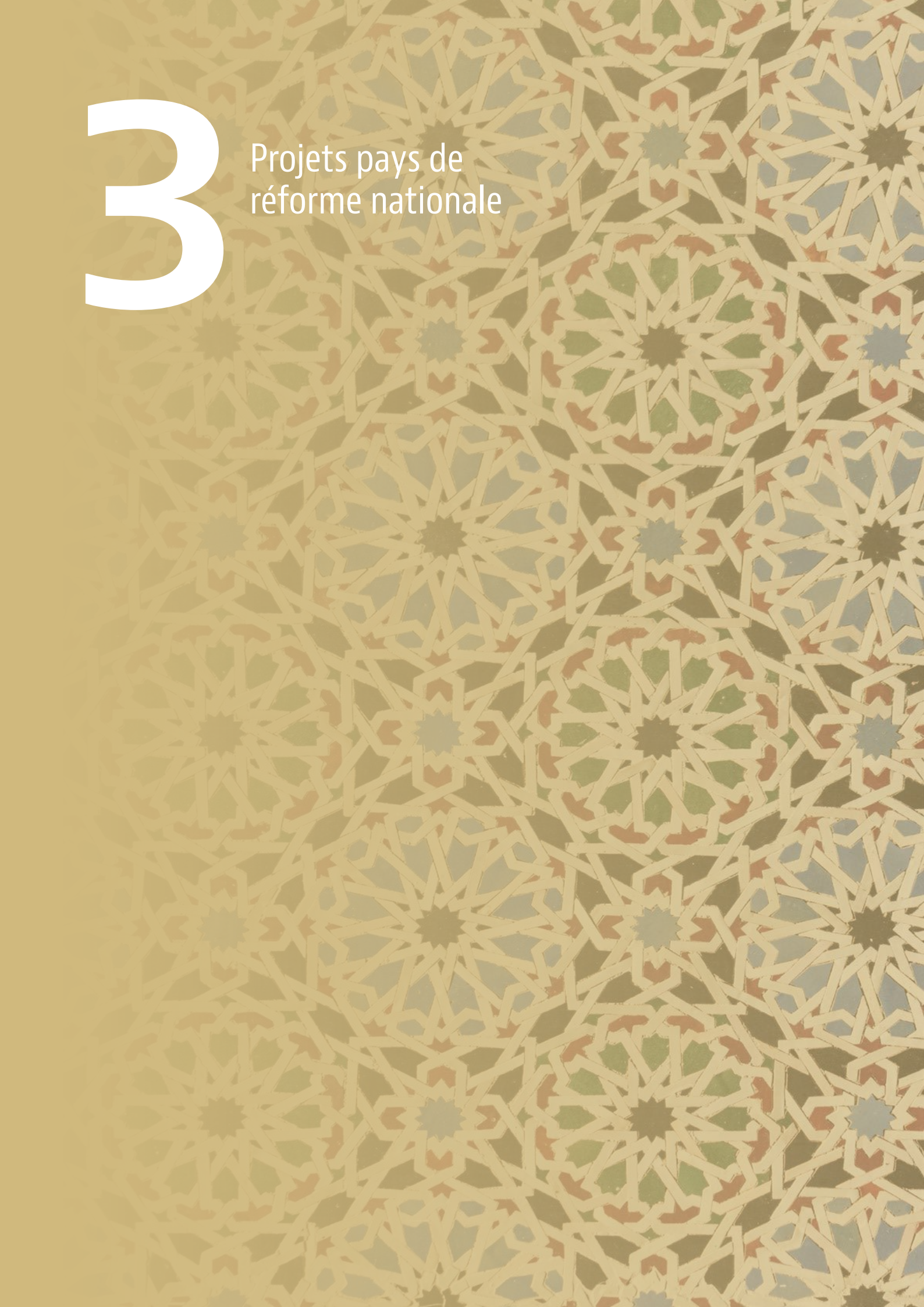
- La Réunion des Partenaires de la Société civile dont l'objectif était d'affirmer la contribution des organisations de la société civile au travail de l'OCDE avec la région MENA, de manière à accentuer son impact (17 juin 2019, Tunis).
- Un Cabinet citoyen, composé de citoyens et de représentants de la société civile, a exprimé sa position sur la manière de lieux mobiliser les technologies numériques au service d'une prospérité partagée (17 juin 2019, Tunis).
- Une Conférence Ted sur « Les talents sont dispersés à travers le monde, les opportunités ne le sont pas » dont le but était d'analyser les réactions de la gouvernance publique pour rendre les sociétés plus inclusives et ainsi créer les conditions d'une participation politique et économique des groupes vulnérables et marginalisés (19 juin 2019, Tunis).
- Une occurrence du Dialogue régional sur la « Gouvernance des risques critiques, un investissement stratégique pour le futur » portant sur la manière dont les différents pays et institutions renforcent la gouvernance des risques dans ses diverses dimensions, qu'il s'agisse de la conception de l'institution à l'inclusivité, la transparence et la responsabilité (19 juin 2019, Tunis).



Ⓢ Conférence Ted « Les talents sont dispersés à travers le monde, les opportunités ne le sont pas », 19 juin 2019.

# 3

Projets pays de  
réforme nationale



## - GOUVERNEMENT OUVERT : PROJETS RÉGIONAUX

### APPUI STRATÉGIQUE À L'AGENDA DU GOUVERNEMENT OUVERT ET MISE EN ŒUVRE DES LOIS SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

EN JORDANIE, AU LIBAN, AU MAROC ET EN TUNISIE

Les gouvernements de la région MENA sont confrontés à des difficultés et une instabilité croissantes, dont des niveaux toujours faibles de confiance publique, une volatilité économique et financière de plus en plus marquée, et une fragmentation sociale avec l'apparition de groupes de plus en plus polarisés. Les citoyens dans le même temps s'expriment davantage, du fait notamment de l'effet amplificateur des technologies numériques, et de leurs attentes de plus en plus fortes à l'égard d'un secteur public plus transparent et responsable et de meilleurs services publics. En explorant de nouvelles manières de pensée, de travailler et de mettre en œuvre des services, les décideurs ont aujourd'hui une occasion sans précédent pour produire des changements positifs dans leurs sociétés en adoptant des approches ouvertes, innovantes et numériques du gouvernement.

Le Projet MENA-OCDE pour le Gouvernement ouvert, s'appuyant sur deux décennies d'expérience dans la région, appuie la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques au travers d'une combinaison stratégique d'appui analytique, de renforcement de capacité et d'événements internationaux rassemblant les principaux partenaires en vue d'un partage des bonnes pratiques. L'OCDE s'efforce ainsi de promouvoir les grands principes de la gouvernance que sont la transparence, l'intégrité, la responsabilité et la participation ainsi que les initiatives liées en matière de numérique et d'innovation, de manière à améliorer les résultats obtenus dans tous les domaines des politiques publiques.

Cette activité est financée par divers bailleurs, et par exemple en Tunisie par l'Initiative du Partenariat du Moyen-Orient des États-Unis (U.S. Middle East Partnership, MEPI) et le Foreign Commonwealth and Development Office du Royaume-Uni ; au Liban par le MEPI, le Ministère allemand des Affaires étrangères, le Ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et l'Agence italienne pour la Coopération au développement ; au Maroc par le MEPI et le Fonds de Transition du Partenariat du G7 de Deauville, et en Jordanie par le Fonds de Transition du Partenariat du G7 de Deauville.

📍 S.E. Dr. Mary Kamel Kawar, ancienne Ministre du MoPIC, inaugurant le 4ème Plan d'action national de l'OGP, à Amman, en Jordanie, 17 mars 2019.

#### JORDANIE

Membre fondateur du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, la Jordanie a travaillé en étroite association avec l'OCDE pour réformer son secteur public en conformité avec les principes et pratiques de l'Organisation. Celle-ci est donc un partenaire stratégique de la Jordanie en appuyant les engagements de son gouvernement dans le cadre du Partenariat pour le Gouvernement ouvert (OGP) les Plans d'action nationaux (PAN). Depuis son lancement, le projet a contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre des 3ème et 4ème Plans d'action nationaux de l'OGP, le dernier de ces Plans étant le plus inclusif et participatif de l'histoire de la Jordanie. L'OCDE a aussi facilité la création du service du Gouvernement ouvert au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération internationale au début de l'année 2018, ce qui a rendu possible une meilleure coordination de l'agenda national du gouvernement ouvert, et notamment de la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du 4ème PAN.

Conformément à ses engagements dans le cadre de l'OGP, l'OCDE a appuyé le gouvernement de Jordanie en mettant en place des procédures et normes claires pour les organes publics soumis à la législation sur le droit d'accès à l'information (AI), et notamment trois protocoles de classification, d'application et de gestion d'information.

En ce qui concerne la demande d'AI, l'OCDE réalise un rapport de diagnostic, en collaboration avec le Centre for Defending Freedom of Journalists (CDFJ), pour analyser la qualité de l'information fournie par les ministères répondant aux requêtes. Le projet a aussi déployé un appui technique pour le Ministère de l'Économie numérique et l'Entrepreneuriat (MoDEE) et le Comité conjoint sur les Données du Gouvernement ouvert, afin de développer un cadre procédural pour la classification, la mesure et l'évaluation de la qualité des séries de données du gouvernement ouvert, qui a été adopté par le Conseil des ministres à la fin 2020. Actuellement, l'OCDE élabore une analyse, en collaboration avec Avocats sans frontières (ASF), des cadres législatifs et réglementaires requis pour que le Bureau du Coordinateur du Gouvernement pour les Droits de l'homme puisse recevoir les plaintes en matière de violations des droits de l'homme. En plus de son appui aux engagements du Plan d'action national de l'OGP, l'OCDE conduit une Enquête mondiale sur le Gouvernement ouvert, qui étiera des activités de renforcement de capacités et une série de dialogues nationaux, alimentant le processus de consultation du 5ème PAN de l'OGP de Jordanie.





## GOUVERNEMENT OUVERT : PROJETS RÉGIONAUX



① Conférence internationale, organisée par le Gouvernement du Maroc et l'OCDE, sur le Gouvernement ouvert et l'Accès à l'information le 13 mars 2019 à Rabat.

### PROCHAINES ÉTAPES

- Fourniture d'un appui technique à la mise en œuvre du 4<sup>e</sup> Plan d'action national de l'OGP et au processus de consultation autour de l'élaboration du 5<sup>e</sup> Plan d'action national de l'OGP.
- Des activités de renforcement des capacités pour élaborer un plan de sensibilisation afin de renforcer la connaissance des principaux groupes cibles de la législation jordanienne d'Accès à l'information.
- Des ateliers de renforcement des capacités des agents du gouvernement pour la mise en œuvre du cadre procédural de classification, de mesure et d'évaluation de la qualité des bases de données du gouvernement ouvert.
- Élaboration d'un rapport sur les plaintes reçues par le Bureau du Coordinateur du Gouvernement pour les Droits de l'homme, en collaboration avec Avocats sans frontières (ASF).
- Finalisation de l'Enquête sur le Gouvernement ouvert, qui assurera un suivi de la mise en œuvre de la Recommandation du Conseil de l'OCDE pour le Gouvernement ouvert.

### LIBAN

Malgré un contexte très difficile — marqué par une grave crise financière, la pandémie du coronavirus et la catastrophique explosion du port de Beyrouth —, les différents gouvernements du Liban ont pris des initiatives pour mettre en place un agenda national du gouvernement ouvert. Le Liban a notamment adopté récemment un cadre juridique solide en appui aux efforts du Gouvernement ouvert, qui

inclut un Plan d'action national, un Décret de mise en œuvre clarifiant la Loi de 2017 sur le Droit d'Accès à l'information, une Loi sur la lutte contre la Corruption dans le Secteur public et une Stratégie nationale de lutte contre la Corruption 2020-2025, qui prévoit la création et le fonctionnement d'une Institution nationale de lutte contre la Corruption. Plus récemment, le Liban a adopté une Loi sur la Déclaration des actifs et des intérêts et la lutte contre l'enrichissement illicite, qui rapproche le pays des critères minimaux d'éligibilité. Dans ce contexte, l'OCDE a été capable de travailler avec des partenaires internationaux et le gouvernement à la conception d'un Plan d'action national pour la mise en œuvre du Droit d'accès à l'information. À la suite de son adoption, le gouvernement a organisé des formations et des activités provisoires dans le cadre de ce plan, qui ont débouché sur la nomination des premiers responsables accrédités de l'accès à l'information du pays. L'OCDE appuie par ailleurs l'élaboration d'un manuel sur l'AI, qui vise à préciser aux agents publics quelle information ils doivent rendre publique de manière volontariste et comment ils peuvent répondre au mieux aux requêtes d'AI conformément à la législation. Dans le même temps, l'OCDE a aidé le gouvernement à rédiger des Termes de Référence pour le premier portail en ligne d'Accès à l'information du Liban, sur la base de bonnes pratiques partagées par les pays de l'OCDE et partenaires. Le Liban s'est en parallèle engagé à prolonger son travail conjoint avec l'OCDE pour concrétiser l'agenda gouvernemental en vue d'une éventuelle adhésion à la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert.

### PROCHAINES ÉTAPES

- Conception d'un plan d'action stratégique en coopération avec le gouvernement en vue d'une adhésion éventuelle à la Recommandation de l'OCDE sur le Gouvernement

## GOUVERNEMENT OUVERT : PROJETS RÉGIONAUX

ouvert et d'une éligibilité pour adhérer le Partenariat pour le Gouvernement ouvert (OGP).

- Présentation du Guide d'Accès à l'information destiné aux agents publics et formation des points focaux gouvernementaux, des médias, des OSC à la législation d'AI.
- Conception et lancement du Portail en ligne libanais d'Accès à l'information, qui favorisera une diffusion volontariste et une réponse aux requêtes d'information.
- Finalisation de l'Enquête sur le Gouvernement ouvert, qui rendra possible une comparaison internationale afin de suivre la mise en œuvre de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert (2017).

### MAROC

Le Maroc a pris des initiatives importantes pour appliquer son agenda du gouvernement ouvert et a mené à bien son 1er Plan d'action du Gouvernement ouvert (2018-2020). Dans cette perspective, le gouvernement a mis en place un comité rassemblant plusieurs partenaires pour suivre la mise en œuvre des réformes du Gouvernement ouvert et a créé une plateforme de suivi de cette mise en œuvre. Le Maroc a en outre adopté une note sur l'orientation générale des pratiques numériques dans le pays pendant la période 2020-2025, en qui porte notamment sur les priorités d'une administration numérique répondant à la demande des citoyens. Plus récemment, le pays a travaillé à l'élaboration du 2ème Plan d'action national en collaboration avec l'OCDE, au travers de 10 ateliers de co-création conduits par les Organisations de la société civile, d'une consultation publique d'une campagne de communication ciblant les citoyens, la société civile et les agents des administrations. Afin de rendre les stratégies et initiatives existantes plus cohérentes et de dessiner une vision globale et de long terme de l'agenda de l'OG du pays, le Maroc s'est engagé à travailler davantage à une approche transversale des réformes du Gouvernement ouvert. En appui à ces efforts, l'OCDE a initié un processus de Scan du gouvernement du Maroc, qui représente un premier pas vers la conception d'une Stratégie interministérielle.

Le Maroc a ainsi fait des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la législation d'AI adoptée en mars 2018, qui est entrée en vigueur en mars 2020. Avec

l'appui de l'OCDE, le portail national d'accès à l'information (chafafiya.ma) a été inauguré le 13 mars 2020, dans le cadre de la plateforme de Transparence, qui fait fonction de guichet



unique permettant aux citoyens de formuler des requêtes d'accès à l'information à toutes les administrations publiques. L'OCDE a aussi favorisé la réalisation d'une vidéo destinée à un public élargi et organisé une formation de formateurs pour les responsables de l'information des communautés territoriales en juillet 2020. En appui à ces efforts, l'OCDE offre un soutien au renforcement des capacités de la récente Commission marocaine d'accès à l'information (CDAI) au travers d'une analyse comparative réalisée par des experts locaux sur le fonctionnement concret des différentes commissions de l'AI. Cette analyse pourra permettre l'élaboration de recommandations opérationnelles et d'une stratégie de coopération internationale. L'OCDE apporte aussi son soutien à la promotion du droit d'accès à l'information par la CDAI auprès des acteurs de la société civile, en réalisant une large enquête sur leurs perceptions de ce droit ainsi que de la protection des données personnelles ; cette enquête alimentera le plan d'action opérationnel.

### PROCHAINES ÉTAPES

- Réalisation d'un Scan du Gouvernement ouvert et conception conjointe d'une Stratégie interministérielle du Gouvernement ouvert.
- Mise en œuvre du mandat de la Commission marocaine d'Accès à l'information et appui à la société civile, aux journalistes et au citoyens pour qu'ils fassent un usage effectif de la législation d'AI.
- Tables rondes en appui à la protection et à la promotion d'un Espace civique qui favorise l'ouverture du gouvernement.
- Élaboration et mise en œuvre du 2ème Plan d'action national du Gouvernement.
- Finalisation de l'Enquête sur le Gouvernement ouvert, qui rendra possible une comparaison internationale afin de suivre la mise en œuvre de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert (2017).

### TUNISIE

Après avoir mis en œuvre les recommandations de l'OCDE, la Tunisie est devenue éligible et a adhéré au Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (OGP) le 14 janvier 2014 ; le pays était le deuxième à y parvenir dans la région MENA. L'OCDE a depuis lors accompagné la Tunisie dans le processus d'implication des citoyens dans les processus de consultation ainsi que de

④ Événement d'inauguration de la phase de consultation du 3ème Plan d'Action de l'OGP de Tunisie le 14 mars 2018 à Tunis.



## GOUVERNEMENT OUVERT : PROJETS RÉGIONAUX

conception et de mise en œuvre des Plans d'action de l'OGP. L'Organisation a récemment appuyé le lancement de la phase de consultation autour du 4ème Plan d'action national de l'OGP en octobre 2020. Ce processus a requis la participation d'une grande diversité d'acteurs, notamment les institutions indépendantes et les OSC, ce qui a conforté l'évolution vers un État ouvert. En 2019, la Tunisie a formellement adhéré à la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert. Ces derniers temps, l'OCDE a encouragé le pays à lancer le processus d'élaboration de la toute première stratégie nationale en faveur du gouvernement ouvert ainsi que d'un scan de l'espace civique. Ces deux initiatives ont été lancées en novembre 2020 au travers d'un événement conjoint coprésidé par les Ministres chargés de la Fonction publique et des Relations avec les Institutions indépendantes et la société civile — ce qui fait de la Tunisie le premier pays de la région qui se lance dans une stratégie nationale du gouvernement ouvert et dans un scan de l'espace civique.

L'OCDE a de la même façon apporté son appui à la mise en œuvre de la législation récemment adoptée en matière d'Accès à l'information, par exemple en formant plus de 600 agents publics à Bizerte, La Marsa, Sfax, Monastir, Tozeur, Nabeul, Djerba, Hammamet, Monastir, Tabarka et Gabès. L'Organisation a par ailleurs élaboré un Guide d'Accès à l'information destiné aux agents publics en coopération avec la Banque mondiale, le gouvernement tunisien, et la Commission d'Accès à l'information. Un autre rapport compare les Commissions d'Accès à l'information dans les pays de l'OCDE et certains pays MENA.

Ce rapport inclut des recommandations pratiques à l'attention

de la nouvelle Commission tunisienne. Un autre guide a été co-rédigé par l'OCDE et Article19 fournissant des orientations à la société civile, aux journalistes et aux citoyens désireux d'utiliser cette législation et de formuler des requêtes. Des formations autour du guide ont été organisées pour les organisations de la société civile en février et en juin 2018, et une session dédiée a été proposée aux journalistes en octobre 2019.

### PROCHAINES ÉTAPES

- Accompagner la Tunisie dans l'élaboration de sa toute première stratégie nationale sur le gouvernement ouvert et dans la réalisation d'un Scan de l'espace civique, le premier à être réalisé dans la région.
- Offrir un appui technique à la finalisation et la concrétisation du 4ème Plan d'action national de l'OGP.
- Renforcer les capacités des agents publics de tous niveaux pour leur permettre d'appliquer la législation d'Accès à l'information et appuyer la Commission dédiée dans son activité de suivi de la divulgation volontariste des informations.
- Encourager la mobilisation de la législation d'AI par les OSC, les citoyens et les médias.
- Finalisation de l'Enquête sur le Gouvernement ouvert, qui rendra possible une comparaison internationale afin de suivre la mise en œuvre de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert (2017).

### PARTENARIAT DU G7 DE DEAUVILLE – FONDS DE TRANSITION MENA

## LE GOUVERNEMENT OUVERT À L'ÉCHELLE LOCALE JORDANIE, LIBAN, MAROC ET TUNISIE

### JORDANIE

L'OCDE a travaillé en étroite coopération avec le Gouvernement de Jordanie pour mener à bien les réformes du gouvernement ouvert à tous les niveaux de l'État et avec tous les secteurs de la société dans le contexte du processus de décentralisation. L'implication actuelle de l'Organisation concerne les efforts de l'administration publique jordanienne en vue de renforcer la coordination entre les différents niveaux du Gouvernement, et de promouvoir une élaboration des politiques publiques et une fourniture des services publics plus ouvertes, inclusives et participatives à l'échelle infranationale. L'OCDE a récemment publié une revue intitulée « Le processus d'évaluation des besoins de la Jordanie à l'échelle locale » et une étude de l'« Appui aux principes et pratiques du Gouvernement ouvert à l'échelle locale en Jordanie ». Par ailleurs, les municipalités de Karak et Salt ont rallié le Programme Local de l'OGP pour accélérer la mise en œuvre des réformes du gouvernement ouvert à cette échelle.

### LIBAN

L'OCDE a il y a peu achevé son Scan du Gouvernement ouvert du Liban, qui incluait une analyse de la législation, des institutions et des pratiques dans ce domaine, à l'échelle nationale aussi bien que municipale. Les municipalités de Byblos et de Shweir ont été choisies pour faire partie du Scan compte tenu de leur important engagement en matière de transparence, d'intégrité, de responsabilité et de participation des citoyens. Sur la base des conclusions de l'enquête, l'OCDE a formulé certaines recommandations permettant l'alignement des pratiques du gouvernement ouvert de ces villes sur les normes de l'OCDE, le renforcement de leur impact, ainsi que la diffusion de leurs bonnes pratiques et enseignements vers d'autres municipalités libanaises.

## GOUVERNEMENT OUVERT : PROJETS RÉGIONAUX

### MAROC

En novembre 2019, l'OCDE a publié une Revue du Gouvernement ouvert de la municipalité de Salé qui analyse son cadre institutionnel, juridique et politique et ses pratiques à l'aune de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert. Ce rapport offre des recommandations afin de concevoir une approche stratégique et cohérente des réformes du gouvernement ouvert ; il évoque certaines bonnes pratiques en cours à Salé. Le document a été rédigé avec l'aide de pairs venus du Canada et de France qui ont partagé leurs expériences. Par ailleurs, la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a rejoint l'Initiative locale du Partenariat du Gouvernement ouvert.

### TUNISIE

L'OCDE a réalisé une Revue du Gouvernement ouvert des municipalités de La Marsa, Sayada et Sfax. Celle-ci fait des recommandations afin de mettre en œuvre les dispositions de l'Article 139 de la Constitution et le processus de décentralisation qui exige que les gouvernements locaux appliquent les principes de démocratie participative et de

gouvernance ouverte. Rassemblant des acteurs venus des trois municipalités, de la société civile, du gouvernement central et des pairs un atelier a été organisé le 13 mars 2019 pour présenter les premières recommandations et échanger sur la manière de mieux impliquer l'échelon municipal dans l'agenda tunisien du Gouvernement ouvert. Les participants ont accueilli favorablement les pratiques innovantes des trois municipalités et suggéré d'intégrer des dispositions spécifiques dans le 3ème Plan d'action de l'OGP.

#### PRINCIPAUX RÉSULTATS

- La Jordanie révisé sa législation sur l'administration locale en s'appuyant sur les recommandations de l'OCDE, et les municipalités de Salt et de Karak ont adhéré à l'Initiative locale de l'OGP.
- La région marocaine de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a rallié l'Initiative locale de l'OGP.
- La Tunisie a adopté un cadre juridique pour les chartes citoyennes et les déploie à l'échelle locale.

## GOUVERNEMENT OUVERT ET VOIX CITOYENNE JORDANIE, LIBAN, MAROC ET TUNISIE

### COMMUNICATION PUBLIQUE ET MÉDIAS EN APPUI DU GOUVERNEMENT OUVERT DANS LA RÉGION MENA

La communication est un élément clé, identifié par la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert, pour la promotion des principes du gouvernement ouvert. Elle renforce en effet la transparence et l'intégrité, est une condition de la participation des citoyens à la vie publique, à qui elle permet de demander des comptes au gouvernement. Par ailleurs, les évolutions des marchés traditionnels des médias, la croissance des réseaux sociaux, et le problème de plus en plus aigu de la désinformation et de la fausse information affectent les interactions entre gouvernement et citoyens.

Dans le cadre du Partenariat de la Transformation, et avec l'appui financier du Ministère des Affaires étrangères fédéral allemand, l'OCDE a accompagné les pays de la région depuis 2016 dans la promotion d'une communication publique stratégique en appui aux principes du Gouvernement ouvert. Lors de la phase I (2016-2018) de cette coopération, l'OCDE a aidé à la création et à la formation d'un réseau de responsables de la communication publique à l'échelle nationale au Maroc, et renforcé les activités du réseau existant en Tunisie. Le projet a aussi fourni des analyses et recommandations sur la manière d'améliorer le rôle de la communication au niveau national dans les deux pays. La deuxième phase de ce projet (2019-2020) a élargi le champ des activités à la Jordanie et au Liban, appuyé la mise en œuvre des principales recommandations de la phase I, et étendu la portée des activités à l'échelle locale au Maroc et en Tunisie.

Dans la mesure où de nouvelles demandes d'appui sont apparues dans tous les pays bénéficiaires, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le projet a été prolongé jusqu'en avril 2021.

### JORDANIE

L'OCDE a accompagné les efforts de la Jordanie pour restructurer et professionnaliser la fonction de communication publique, et mettre en œuvre le Plan national exécutif en matière de Médias et de maîtrise de l'information. À la suite d'une revue des pairs en 2019, l'OCDE a réalisé une enquête sur 14 ministres sectoriels afin d'analyser le déploiement de la Revue Voix citoyenne (à paraître en 2021). Ce rapport proposera une analyse et des recommandations en matière de communication publique et d'écosystèmes médiatiques, en regard de leur contribution à la transparence et à la participation. Un atelier en ligne de validation incluant 20 membres du réseau des responsables de la communication publique a ensuite été organisé le 24 septembre 2020. Deux ateliers ont aussi été organisés les 8 et 9 décembre 2020 afin de renforcer les capacités des responsables de la communication publique en termes de conception de messages, de stratégies, de relations avec les médias et de présence en ligne, en s'appuyant sur les bonnes pratiques des pairs allemands. Parallèlement, l'OCDE s'est associée à l'Institut jordanien des Médias pour proposer des sessions de formation, dotant 45 jeunes journalistes et acteurs des OSC des compétences en matière d'identification de la fausse information.

## GOUVERNEMENT OUVERT : PROJETS RÉGIONAUX

### LIBAN

L'OCDE appuie de la même manière le gouvernement libanais dans le processus d'institutionnalisation et de professionnalisation de la fonction de communication publique. Le Secrétariat, après avoir mené une mission de revue par les pairs en septembre 2019, a recueilli 8 séries de réponses et des commentaires lors d'une réunion de validation avec le réseau des responsables de la communication publique.



Ces éléments forment la base du rapport « Voix citoyenne au Liban » (à paraître en 2021), qui identifie des difficultés et formule des recommandations dans les domaines de la gouvernance et des structures de communication publique, de l'application des principales compétences et du lien avec les objectifs avec le Gouvernement ouvert national. En parallèle, le Secrétariat s'est associé à l'Institut Issam Fares de l'American University de Beyrouth afin de renforcer les capacités de 12 jeunes Libanais dans le domaine du journalisme d'investigation, dont l'importance s'est accrue après l'explosion d'août dernier dans le port de Beyrouth.

### MAROC

À partir des principales recommandations issues de la phase I, le premier guide de la communication publique du Maroc a été rédigé et diffusé dans le réseau marocain des responsables de la communication publique.

L'OCDE a en outre réalisé un scan analysant la communication publique dans les régions de Beni Mellal et de Tanger, sur la base d'un questionnaire et d'une mission de revue par les pairs à l'automne de 2020. Dans l'ensemble, les activités ont intensifié les relations entre les responsables de la communication publique à l'échelle nationale, et une étude de l'impact des recommandations au sein de dix ministères en 2019 a mis en évidence des évolutions positives, notamment en termes de pilotage interne, des protocoles de réaction aux crises, et de la mesure de l'impact de la communication.

### TUNISIE

Comme les activités déployées au Maroc, la deuxième phase du projet Voix citoyenne en Tunisie a correspondu à une réorientation du niveau national au niveau local. Lors de la phase II, 11 municipalités ont expérimenté les grandes dispositions du troisième Plan d'action national de l'OGP tunisien et les activités en matière de communication publique. Cette nouvelle phase a

été lancée en novembre 2019 avec une mission de revue par les pairs à Sousse, qui a complété l'enquête sur les onze municipalités. Cela a été le point de départ du scan de l'OCDE de la communication publique à l'échelle locale, lancé en décembre 2020, qui a inclus des recommandations sur la manière dont les municipalités peuvent renforcer leur communication et engager un dialogue plus direct avec leurs citoyens. Les municipalités ont aussi pris part à une série d'activités de renforcement de capacités.



### NIVEAU RÉGIONAL

Un quiz intitulé « Communication publique : Le gouvernement s'adresse aux jeunes, vous me recevez ? » a été lancé en octobre 2020 pour renforcer la communication entre les jeunes et les autorités publiques dans la région MENA. Il s'agissait de sensibiliser au sujet de l'importance de l'adaptation des activités de communication aux besoins et habitudes médiatiques des jeunes, en mettant en évidence les principaux moyens permettant aux jeunes d'interagir avec l'administration et de s'impliquer dans la vie publique. Après une campagne large dans les réseaux sociaux, 270 réponses ont été recueillies. Les grands chiffres tirés de ce quiz, les principaux enseignements et les problèmes soulevés par les répondants seront évoqués au cours des prochaines conférences régionales.

### PROCHAINES ÉTAPES

- Présentation et diffusion des Revues jordanienne et libanaise « Voix citoyenne : Communication publique et médias pour un gouvernement plus ouvert » et du Scan « Voix citoyenne au Maroc : Communication publique pour un gouvernement plus ouvert à l'échelle locale ».
- Organisation des activités de renforcement de capacités au Maroc et au Liban.
- Déploiement d'activités dans les réseaux des responsables de la communication publique de tous les pays bénéficiaires.
- Organisation d'une conférence internationale de diffusion sur la communication publique et les médias pour un gouvernement plus ouvert dans la région MENA.
- Réalisation d'une évaluation et formulation de recommandations pour la plateforme de lutte contre la désinformation "Haggak Tīraf" en Jordanie.
- Rédaction de guides en matière de désinformation pour les responsables de la communication publique de la région MENA.

## ▪ AUTONOMISATION DES JEUNES : PROJETS RÉGIONAUX

PARTENARIATS DU G7 DEAUVILLE- FONDS POUR LA MENA POUR LA TRANSITION

### RENFORCER L'IMPLICATION DES JEUNES DANS LA VIE PUBLIQUE

JORDANIE, MAROC ET TUNISIE

Les jeunes hommes et femmes représentent plus d'un quart de la population de nombreux pays MENA, lesquels connaissent par ailleurs des pressions démographiques croissantes et des taux de chômage supérieurs à ceux de toutes les autres régions du monde. L'accès limité aux opportunités sociales, économiques et politiques place les jeunes de la région MENA face à un risque important de ne pas pouvoir contribuer au développement social et économique de leurs pays, ni d'en bénéficier.

Le projet « Les jeunes dans la vie publique : Vers une implication ouverte et inclusive des jeunes » (2016- 19), conçu par le Fonds de Transition MENA du Partenariat du G7 de Deauville, appuie les efforts de la Tunisie, du Maroc et de la Jordanie pour amener les jeunes hommes et femmes à participer à l'élaboration des politiques et à la vie publiques.

En collaboration avec les Ministères de la Jeunesse, les ministères sectoriels, les Parlements, les administrations locales, les ONG, les fondations, les universités, les associations de la société civile et de la jeunesse, l'appui de l'OCDE cible trois objectifs :

1. Accompagner le processus de formulation et la mise en œuvre des Stratégies nationales de la Jeunesse afin de surmonter la fragmentation de la fourniture des politiques et des services dans ce secteur ;
2. Améliorer le cadre institutionnel et juridique en faveur de l'implication et la représentation des jeunes dans la vie publique aux échelles centrale et infranationale (par exemple au moyen d'organes représentatifs des jeunes) ;
3. Promouvoir des formes innovantes d'implication des jeunes hommes et femmes dans la prise de décision et encourager la prise en compte de leurs besoins dans les politiques publiques.

Sur la base des recommandations de l' OCDE et des opportunités de dialogue régional, le projet offre un appui concret à la mise en œuvre conforme aux priorités stratégiques de chaque projet national.

#### JORDANIE

Le Programme a organisé l'événement de lancement du Programme des Jeunes Ambassadeurs Locaux (LYAP) le 29 avril 2019 à la Cité des jeunes Al Hussein à Amman. Le LYAP a été inauguré en présence de M. Mohammad Abu-Rumman, Ministre de la Jeunesse et de la Culture en Jordanie, M. Thabet Al-Nabulsi, Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse et Mme Sophie Bel de l'Ambassade de France en Jordanie.

93 jeunes (de 18 à 25 ans) venus des 12 gouvernorats ont bénéficié d'une Formation initiale en juillet 2019 et d'une série de trois « Camps de citoyenneté active » à Amman, Aqaba et Jerash en septembre et octobre 2019.

Le Ministère de la Jeunesse et l'OCDE ont choisi ensemble six projets d'action sociale pilotés par des jeunes, qui ont reçu jusqu'à 1 500 JOD de financement d'amorçage en appui à leur mise en œuvre. Ces initiatives ont été mises en œuvre entre mars 2020 et janvier 2021 dans sept gouvernorats, dans des secteurs comme l'agriculture, la connaissance des médias, les arts, la protection de l'environnement, l'entrepreneuriat et l'appui médical. Les initiatives ont formé plus de 800 jeunes, aidé plus de 110 jeunes dans le lancement de leurs entreprises et atteint 5000 personnes au travers des réseaux sociaux et des campagnes de sensibilisation des populations locales.

Le Programme a organisé une discussion autour des grandes conclusions de la Revue sur la jeunesse jordanienne à paraître avec le Ministère de la Jeunesse, l'Ambassadeur du Royaume-Uni, Edward Oakden, l'Ambassadeur d'Italie, Fabio Cassese, et l'Ambassadeur de Suisse, Lukas Gasser, lors d'une table ronde intitulée « Renforcer les capacités du gouvernement d'autonomiser les jeunes en Jordanie » le 5 mars 2020 à Amman. Le rapport recommande notamment au Ministère de la Jeunesse de créer une unité de suivi et d'évaluation et de renforcer les capacités de ses personnels en matière de gestion de projet et de communication. L'UNESCO, l'UNFPA, le PNUD, USAID, le Conseil norvégien pour les réfugiés, le Bureau



⊕ Mohammad Abu-Rumman, Ministre de la Jeunesse et de la Culture en Jordanie, présentant le Programme des Jeunes Ambassadeurs Locaux le 29 avril 2019 à Amman.



⊕ Moath Al-Akaylah, Coordinateur des activités en faveur de la Jeunesse à Al Tafleeh, prononçant sa conférence inaugurale le 29 avril à Amman.

## AUTONOMISATION DES JEUNES : PROJETS RÉGIONAUX

régional de l'UNICEF et d'autres organisations nationales et internationales de développement ont participé à la réunion.

Le Ministère de la Jeunesse et l'OCDE ont organisé un programme de renforcement des capacités pour certains employés du Ministère entre le 29 novembre et le 10 décembre 2020 à Amman, en présence du Ministre de la Jeunesse, Mohammad Al- Nabulsi, et de son Secrétaire Général, Hussein Al-Jbour. La formation proposée s'appuyait sur les conclusions et les recommandations de la Note de synthèse de l'OCDE « Renforcer les capacités du gouvernement d'autonomiser la jeunesse en Jordanie ».

La formation de 6 jours, et le programme de mentorat à distance de 6 jours, qui ont abordé la gestion de projet, la rédaction de propositions et la communication, ont bénéficié à 17 employés de différents directions et gouvernorats. Selon l'évaluation, la proportion des réponses correctes à un questionnaire de connaissances s'est accrue de 83% au terme de la formation. Les participants y ont élaboré un projet sur « L'État de droit et la bonne citoyenneté », qui a esquissé un programme global d'appui à la mise en œuvre du 5ème Pilier de la Stratégie nationale de la jeunesse de Jordanie 2019-25.



⊕ Session de renforcement de capacités pour le personnel du Ministère de la Jeunesse, Gestion de projet et Communication, 10 décembre 2020, Amman.

### MAROC

En 2018, des réunions de travail ont été organisées avec la Direction de la Jeunesse du Ministère de la Jeunesse et des Sports, en articulation avec les ministères sectoriels (comme la Santé, l'Emploi), afin de présenter et de compléter le questionnaire de l'OCDE.

Les résultats de l'enquête nourriront l'analyse des cadres de gouvernance des politiques de la jeunesse au Maroc. Les résultats provisoires de cette analyse ont été présentés en 2017.

Le 19 novembre 2018, le Comité directeur du projet s'est réuni à Rabat pour discuter de ces premières conclusions et des prochaines étapes. Cette réunion a été suivie par un séminaire sur la gouvernance locale des politiques de la jeunesse. Son objectif était d'appuyer le Gouvernement dans son action de renforcement de la coordination horizontale et verticale des institutions de la jeunesse au Maroc et de mettre en avant



⊕ Atelier sur les approches participatives de l'implication des jeunes à l'échelle locale à Salé, 18 décembre 2018.

les initiatives régionales et locales qui prennent en compte les besoins des jeunes et accentuent leur participation. Le 18 décembre, l'OCDE et l'UNESCO ont organisé conjointement à Salé un atelier sur les approches participatives de l'action en direction des jeunes à l'échelle locale. Les discussions ont rendu possible l'élaboration des recommandations opérationnelles pour renforcer l'implication des jeunes à l'échelle municipale, en prolongeant les efforts existants de participation citoyenne dans la ville de Salé. Un guide pratique est en cours de rédaction qui présente les principales difficultés, opportunités et recommandations en ce qui concerne l'intensification de l'implication publique des jeunes à l'échelle locale. Ce document présentera aussi les bonnes pratiques et les expériences des pays OCDE et MENA.

Un atelier sur « Les approches participatives de l'action en direction des jeunes à l'échelle locale » a été organisé en collaboration avec l'UNESCO à Salé le 18 décembre 2018. L'atelier avait pour objectif de renforcer les capacités des jeunes hommes et femmes marocaines et de leur permettre de participer plus systématiquement à la vie publique locale. Il a rassemblé des représentants de la municipalité de Salé, des associations de jeunes, des étudiants, un pair venu de la ville de Gaia au Portugal, et un expert en participation des citoyens.

Dans le sillage des discussions organisées en décembre, l'OCDE a rédigé un « Guide pratique d'appui à la participation des jeunes de Salé à la vie publique locale ». Le document propose une présentation globale des opportunités, des acquis et des difficultés observés à Salé en ce qui concerne l'implication des jeunes dans la prise des décisions locales, une compilation des bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE, et les grandes recommandations adressées à la municipalité en matière de « concertation avec les jeunes ». Ce guide a été présenté à l'occasion d'un atelier sur la « Communication publique et les médias en appui au gouvernement ouvert » en juillet 2019. L'événement a rassemblé des représentants de la municipalité de Salé, des associations de jeunes, des



⊕ Guide «Soutenir la participation des jeunes dans la vie publique locale à Salé, Maroc»

## AUTONOMISATION DES JEUNES : PROJETS RÉGIONAUX

étudiants, un pair venu de la ville de Gaia au Portugal, et un expert en participation des citoyens. Son objectif était double : présenter les principales conclusions du Guide et discuter de sa concrétisation sous la forme d'actions concrètes en faveur des jeunes et de leur vision de Salé en 2025. Les participants ont été très satisfaits par les discussions, qui a posé la première pierre d'une future possible concertation avec les jeunes à Salé.



⊕ Présentation des recommandations préliminaires de la Revue de la Gouvernance de la jeunesse au Maroc de l'OCDE, 16 décembre 2020.

Le 16 décembre 2020, le Ministère de la Jeunesse et l'OCDE ont organisé un webinar pour présenter les recommandations préliminaires de la Revue de la Gouvernance de la jeunesse au Maroc. S.E. le Ministre Othman El Ferdaous a pris part à ce webinar aux côtés de représentants des autorités centrales et locales du Maroc, de la société civile et des organisations internationales qui travaillent dans le secteur de la jeunesse au Maroc.

La version finale de la revue sera présentée à l'occasion de la Conférence régionale sur la jeunesse en mars 2021 (à confirmer). Les recommandations qui y sont formulées entendent appuyer les efforts des acteurs concernés pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des services publics réactifs aux priorités et besoins des jeunes.



⊕ Panel d'ouverture des discussions lors de l'événement MedUni 2018.

### TUNISIE

Des sessions consultatives spéciales ont été organisées le 6 août et le 1er octobre 2018 autour des projets prévus dans le cadre de la Vision sectorielle pour la jeunesse 2018-2020 du Ministère de la Jeunesse ; il s'agissait de préciser le rôle de chaque ministère sectoriel dans sa mise en œuvre.

À l'occasion de la 6ème édition de l'Université Méditerranéenne de la jeunesse et de la citoyenneté, en coordination avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe et de l'Observatoire tunisien de la jeunesse, l'atelier « Renforcement des approches participatives de la gouvernance locale » s'est tenu du 8 au 11 mai 2018, à Tunis. Ouvert par M. Habib Koubaa, Directeur général pour la Gouvernance et nouveau conseiller municipal élu, et Mme Imen Belhedi, directrice de l'Observatoire tunisien de la jeunesse, l'atelier a rassemblé de jeunes participants venus de Tunisie, du Maroc, de Jordanie, du Portugal, d'Espagne et de Slovénie, ainsi qu'un pair britannique, pour aborder les mécanismes et outils de renforcement de la participation des jeunes au niveau local. Des représentants des conseils nationaux et locaux de Slovénie, d'Espagne et du Portugal ont évoqué leurs expériences, et les participants ont été sensibilisés aux grands principes du Gouvernement ouvert et aux outils existants en matière de renforcement de la participation comme la prise de décisions participative, la représentation, la transparence, la responsabilité et la reddition de comptes.



⊕ Participants à l'événement MedUni 2018, à Tunis.



## ▪ TUNISIE

# BONNE GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

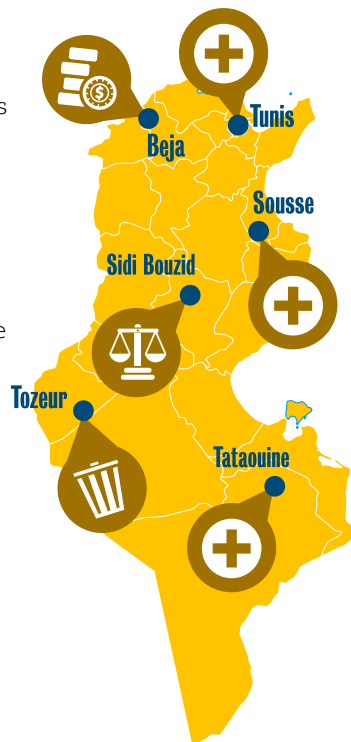
L'objectif de ce projet était de contribuer à la stabilité et à la prospérité de la Tunisie en accompagnant son gouvernement dans la concrétisation des engagements pris en matière de bonne gouvernance lors de la Conférence de Londres sur la lutte contre la Corruption et dans le cadre de l'Accord de Carthage : Améliorer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption afin de favoriser un meilleur climat des affaires et de l'investissement. Financé par le Foreign Office britannique pour la période courant de juin 2017 à mars 2020, le projet emprunte une approche multicanaux qui privilégie quatre secteurs.

### 1- FAVORISER LA RÉACTIVITÉ AUX BESOINS DES CITOYENS

Les citoyens tunisiens perçoivent la corruption comme le 3ème principal problème du pays après le chômage et la gestion de l'économie, mais 59% des Tunisiens pensent qu'ils peuvent susciter un changement en ce qui concerne la corruption. Après des discussions avec les acteurs concernés et la réalisation de missions de recueil de données, trois services publics ont été retenus comme sites pilotes : la collecte des impôts à Béja, les services de santé de Sousse, et la gestion des déchets à Tozeur.

L'OCDE a réalisé des scans de la vulnérabilité aux risques de corruption dans chacun de ces services pilotes, afin d'identifier des processus plus propices que d'autres à la corruption. L'Organisation a appuyé les trois municipalités dans la mise en œuvre de certaines de ses recommandations, formulées à l'occasion des scans pour améliorer la qualité, la transparence et l'intégrité de leurs services publics.

Le projet a aussi permis à ces trois services publics d'élaborer des chartes citoyennes ou de prendre des engagements solennels de rehausser leurs normes de qualité et de transparence. Les chartes sont un outil qui permet aux citoyens d'exercer leur vigilance et d'obtenir des fournisseurs de services qu'ils rendent des comptes. Le gouvernement tunisien a adopté un décret qui rend l'adoption de telles chartes obligatoire pour toutes les autorités publiques qui interagissent directement avec le public (Décret n°2018-1067 du 25 décembre 2018) et une circulaire (Circulaire 17 du 5 août 2019) présentant la méthodologie d'élaboration des chartes citoyennes.



Le projet a impliqué une coopération avec 65 organisations de la société civile pour la formulation, l'application et le suivi des engagements des chartes citoyennes. Environ les deux tiers de ces engagements ont été tenus dans l'année. Ceci a débouché sur des améliorations concrètes pour les citoyens :

- Le ramassage des déchets est désormais organisé tous les deux jours à Tozeur, au lieu de 4 ou 5 jours auparavant.
- Le temps d'attente de chacun des 29 services de l'hôpital Sahloul à Sousse est affiché dans la salle d'attente.
- La collecte des impôts s'est améliorée dans la municipalité de Béja entre 2018 et 2019.

Les premiers résultats des rapports de scan et les versions provisoires des chartes citoyennes ont été présentés lors d'une conférence nationale, le 25 mars 2019, qui était présidée par le Ministre tunisien de la Fonction publique, de la Modernisation de l'Administration et des Politiques publiques, Kamel Morjane, et par l'Ambassadrice du Royaume-Uni Louise De Sousa.

L'OCDE a appuyé la reproduction de l'expérience des chartes dans trois autres municipalités et services : l'Hôpital Charles Nicolle de Tunis, la Chambre du Tribunal administratif de Sidi Bouzid et l'Hôpital régional de Tataouine.

Ces mécanismes de dialogue, de surveillance et de dépôt de plaintes autonomisent les citoyens et leur donnent le pouvoir de rendre les fournisseurs de services responsables de leurs actions et permet une complète rétroaction des avis exprimés.

### 2- CRÉER DES INTERACTIONS AU SEIN DE L' ADMINISTRATION

#### Au moyen d'une meilleure coordination des acteurs de l'accès à l'information

La Tunisie a adopté une nouvelle législation garantissant l'accès à l'information en 2016. Un comité directeur a été créé, rassemblant les représentants de la Présidence du Gouvernement, de l'Instance nationale d'Accès à l'information (INAI) et d'une OSC, pour rédiger conjointement un guide, qui servira d'outil pratique aux agents publics en charge de l'accès à l'information. Ce guide a été officiellement présenté lors d'une conférence nationale le 28 mars 2019, ouverte par le Ministre tunisien de la Fonction publique, de la Modernisation de l'Administration et des Politiques publiques, Kamel Morjane et par le Président de l'INAI, Imed Hazgui. différentes administrations publiques soumises aux dispositions de la loi.



#### Au moyen d'une meilleure coordination de la gouvernance

Plusieurs institutions sont impliquées dans la lutte contre la corruption en Tunisie. Il existe des redondances entre leurs

## BONNE GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

compétences et le manque de coordination entre elles affaiblit la structure dans son ensemble.

Des cellules de gouvernance ont été créées en Tunisie en 2016 au sein de chaque ministère, gouvernorat, capitale et entreprise publique afin de coordonner les initiatives en matière d'intégrité, y compris l'application des principes de bonne gouvernance, le suivi de la conformité avec les codes d'éthique et la prévention et le suivi des cas de corruption.

L'OCDE a soutenu la création d'un réseau de plus de 80 responsables de cellules de gouvernance. Elle encourage l'harmonisation de leurs fonctions, la mise en œuvre efficace de leur mandat et la coordination entre les cellules au travers d'un programme commun de renforcement de capacités et d'un guide de procédures. Ces initiatives ont favorisé la coordination entre les acteurs de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, et aidé les cellules de gouvernance à mener à bien leurs missions.

### Au moyen d'un meilleur contrôle public

La revue 2014 du système tunisien de contrôle par l'OCDE a montré que les recommandations ont rarement provoqué le changement attendu, faute de mécanisme de suivi de leur mise en œuvre. L'OCDE a accompagné le Haut Comité du contrôle administratif et financier (HCCAF) dans l'expérimentation et l'adoption d'une méthode nouvelle et plus efficace de suivi des recommandations faites à la suite du contrôle : l'approche par le suivi de proximité. Depuis 2017, cette approche a été utilisée pour 166 rapports de contrôle, ce qui a fait passer le taux des recommandations appliquées de 43% à plus de 80%. L'OCDE a en outre soutenu 124 contrôleurs publics travaillant dans trois organes de contrôle (le contrôle général de la Fonction publique, celui des Finances et celui de la propriété publique et des affaires foncières) dans leur recours à un contrôle fondé sur les risques. Cette méthode permet de se concentrer sur des secteurs à haut risque de corruption de manière à faire le meilleur usage possible d'un temps et de ressources humaines limités.

L'OCDE a enfin aidé 110 inspections ministérielles à adopter des méthodes de travail plus efficaces et cohérentes en conformité avec les normes internationales, au travers d'un guide méthodologique, d'un programme de formation et de la rédaction d'un Code d'éthique. Ces efforts ont accru la capacité des agents du contrôle public de détecter les fraudes, et donc l'efficacité de leurs interventions.

### 3- INSTALLER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX AFFAIRES, CREATEUR DE PROSPÉRITÉ

#### Au moyen d'une meilleure commande publique

Les PME représentent environ 90% des entreprises tunisiennes et 65% de l'emploi, mais seulement 17% des contrats publics. Divers obstacles affectent l'accès des PME aux marchés publics, que les systèmes en ligne peuvent atténuer.

L'OCDE a accompagné la Haute Instance de la Commande publique (HAICOP) dans ses efforts pour étendre la portée de la plateforme tunisienne des marchés publics en ligne TUNEPS au moyen d'une constante activité de renforcement de capacités au

bénéfice des acheteurs publics, des fournisseurs publics et de 100 PME.

#### Au moyen de la gestion des risques dans les marchés publics

Environ 25% du volume des contrats publics est perdu par l'État du fait de la corruption. Afin de réduire la vulnérabilité à la corruption, l'OCDE a soutenu la HAICOP dans la conception d'une stratégie de gestion des risques sur les marchés publics. Cinq gros acheteurs publics ont été accompagnés dans la mise en œuvre de cette stratégie et dans la conception des outils adéquats de gestion des risques ; 200 agents publics ont été formés à la gestion des risques sur les marchés publics.



#### Au moyen d'une offre de mentorat après création

Si les PME forment la colonne vertébrale de l'économie tunisienne, 80% d'entre elles font faillite dans les cinq années qui suivent leur création, contre 50% en moyenne dans le monde. L'OCDE a pour cette raison accompagné 34 agents de la Banque de Financement des petites et moyennes entreprises (BFPME), de manière à former une équipe de mentors « post-crédit » localisée à Tunis et dans les 24 bureaux régionaux, en renforçant leurs capacités d'appui aux PME confrontées aux problèmes de la phase initiale de développement.

#### Au moyen d'un meilleur accès aux services judiciaires

L'OCDE a réalisé un diagnostic des besoins des PME et des obstacles qu'elles rencontrent dans l'accès aux services publics. Le rapport a mis en évidence que les PME doivent tout particulièrement lutter pour accéder aux services judiciaires, ce qui affecte leurs chances de succès et leur croissance. Le projet a fourni un renforcement de capacités à 42 agents d'accueil des 15 chambres du Tribunal administratif afin d'améliorer l'information et l'orientation des citoyens et des PME. En outre, le projet a porté sur l'unification des procédures d'appel et de demande d'aide juridictionnelle devant le Tribunal administratif. Les citoyens et les PME disposent désormais d'un document officiel qui décrit les étapes requises et les documents exigés pour faire appel et pour demander cette aide, dans un langage simple et accessible.

### 4- FAVORISER L'INCLUSION AU TRAVERS DE L'AUTONOMISATION DES JEUNES

La Formation a été mis en œuvre conjointement par le Ministère de la Jeunesse et des Sports et le Ministère des Affaires locales et de l'Environnement. Ce programme appuie des jeunes femmes et hommes (de 18 à 35 ans), de toute la Tunisie, dans la conception et la mise en œuvre de projets d'action sociale participant au développement local et associatif des six villes pilotes. Environ 100 jeunes ont pris part au lancement et à la première formation

## BONNE GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

en février 2020. Lors de la Phase 2, trois formations ont été organisées à Cebalet Ouled Asker, Ghomrassen et Sidi El Heni en février 2020. Ces formations conduites par de jeunes travailleurs et experts venus du Royaume-Uni et de Tunisie, ont permis aux participants d'acquérir des compétences en ce qui concerne la fixation d'objectifs, la direction, la gestion de budget, la communication, la planification des ressources, l'argumentation et l'échange d'idées avec les autorités locales et la société civile. Lors de la Phase 3, 10 des 59 initiatives proposées ont bénéficié d'un financement d'amorçage en appui à leur mise en œuvre. L'initiative a concerné un grand nombre de secteurs depuis le recyclage jusqu'à la protection de l'environnement, en passant par la culture, la gouvernance locale et les sports.



Ⓜ S.E. Louise De Sousa, Ambassadrice du Royaume-Uni en Tunisie, et S.E. Kamel Deguiche, Ministre tunisien de la Jeunesse, des Sports et de l'Insertion professionnelle, Tunis, septembre 2020.

## SOUTENIR LES GROUPES VULNÉRABLES ET ASSURER LA CONTINUITÉ DES SERVICES ESSENTIELS ET LOCAUX PENDANT LA PANDÉMIE DU COVID-19

L'objectif du projet « Soutenir les groupes vulnérables et assurer la continuité des services essentiels et locaux pendant la pandémie de COVID-19 » est de contribuer à la stabilité et à la prospérité en Tunisie en aidant le Gouvernement à satisfaire les attentes des citoyens et à faire face aux défis anciens et nouveaux en promouvant une gouvernance réactive, inclusive et équitable pendant la crise sanitaire. Financé par le Foreign and Commonwealth Office britannique pour la période août 2020 – mars 2021, ce projet a permis de soutenir les groupes vulnérables dans six municipalités (Sidi Ali Ben Aoun et Cebalet Ouled Asker à Sidi Bouzid, Enfidha et Sidi El Heni à Sousse, ainsi que Ghomrassen et Bir Lahmer à Tataouine), dans trois principaux domaines :

1. De meilleurs services de protection sociale ;
2. Une continuité renforcée et un accès plus aisé aux services locaux essentiels ;
3. Une fourniture améliorée des biens, services et aide de première nécessité.

### UNE MEILLEURE PROTECTION SOCIALE

#### Pour les enfants et les jeunes en danger

En partenariat avec le Ministère des Affaires sociales, des travailleurs sociaux des Centres de protection et d'insertion sociale de Sousse, Sidi Bouzid et Tataouine ont été mieux formés pour protéger les enfants et les jeunes en danger au travers d'un mentorat en matière de mise en œuvre des mesures de réactions aux conflits et aux problèmes de santé.

#### Pour les femmes victimes de violences domestiques, sexuelles et de genre

En coordination avec le Ministère de la Femme, de l'Enfance, de la Famille et des Séniors, en consultation avec les acteurs pertinents (dont les Ministères de la Santé, de la Justice et de l'Intérieur, l'Association des Pharmacies, et les organisations de la société civile, notamment), et sur la base des bonnes pratiques

des pays de l'OCDE, le projet a permis à la Tunisie de choisir et de mettre en œuvre un nouveau mécanisme de contact d'urgence pour les survivants et les victimes de la violence du conjoint à Sousse, Sidi Bouzid et Tataouine. Le projet a en outre appuyé l'opérationnalisation des nouvelles agences de coordination régionales de lutte contre les violences contre les femmes, facilité l'identification de leurs principales responsabilités et missions, et renforcé leurs capacités afin d'assurer des services effectifs d'aide aux femmes victimes de violence.

#### Pour les femmes des zones rurales

Ce projet a accompagné les efforts du Ministère des Affaires sociales en vue d'améliorer la gouvernance et l'accès à une protection sociale pour les femmes des zones rurales, en identifiant les faiblesses dans la conception et la mise en œuvre du système de sécurité sociale, en recueillant des données empiriques nouvelles sur les femmes des zones rurales des régions de Sousse, Sidi Bouzid et Tataouine, et en travaillant avec divers partenaires pour améliorer la gestion du système les concernant.

### ASSURER LA CONTINUITÉ DES SERVICES PUBLICS LOCAUX ESSENTIELS ET EN FACILITER L'ACCÈS

#### Dans la collecte des déchets

La pandémie de COVID-19, et les mesures sanitaires qui ont été prises en conséquence, comme le confinement et les couvre-feu, ont remis en cause la continuité des services locaux indispensables comme la collecte des déchets. La gestion des déchets est pourtant nécessaire à la prévention des risques de santé et d'une aggravation de la diffusion du virus. En collaboration avec le Ministère des Affaires locales et de l'Environnement (MALE), une étude épidémiologique et des plans de continuité des activités municipales de collecte des déchets ont été réalisés afin de favoriser cette continuité du service pendant la pandémie de COVID-19. Les collecteurs de déchets de six municipalités

---

## SOUTENIR LES GROUPES VULNÉRABLES ET ASSURER LA CONTINUITÉ DES SERVICES INDISPENSABLES ET LOCAUX PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

---

pilotes ont aussi reçu des EPI et été formés à la mise en œuvre des mesures sanitaires pour aller dans ce sens.

### **Dans la communication publique et les services numériques**

En coopération avec la Présidence du Gouvernement et le MALE, les agents municipaux des municipalités prioritaires ont été conseillés en matière d'utilisation des techniques et outils pratiques de communication publique, afin de mettre en place un gouvernement local plus ouvert, transparent et inclusif, en particulier en ce qui concerne les projets et initiatives municipaux ciblant les citoyens et les groupes vulnérables. Ce projet a aussi permis aux agents municipaux de concevoir des stratégies de communication pour la municipalité et de renforcer la transparence locale et l'implication des citoyens.

### **Dans la coordination des acteurs**

Ce projet a eu pour objectif, en association avec le MALE, de renforcer la coordination entre niveaux local et central en ce qui concerne le développement municipal, grâce à la création d'une plateforme digitale facilitant l'identification et le financement des projets de développement municipal par le MALE. Les agents municipaux, les élus, la société locale civile et les commissaires régionaux en charge des affaires sociales dans les gouvernorats de Sousse, Sidi Bouzid et Tataouine ont en outre été formés aux outils de dialogue et de coordination pour concevoir des mécanismes de coordination locale plus efficaces.

### **UNE MEILLEURE FOURNITURE DES BIENS, SERVICES ET AIDE DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ**

#### **Marchés publics de biens et services essentiels**

En partenariat avec la Haute Instance de la Commande publique (HAICOP), ce projet a amélioré les pratiques et les systèmes de marchés publics de deux entités pilotes, l'hôpital régional de Sahloul à Sousse et la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE), pour les aider à affronter la crise sanitaire et à renforcer la résilience de leurs systèmes de marchés publics, notamment au moyen d'un mentorat adapté aux stratégies de fonctionnement d'urgence. Le projet a aussi facilité la conception de deux modules d'apprentissage à distance afin d'aider les fournisseurs dans l'utilisation de la

plateforme des marchés publics en ligne TUNEPS, qui contribue à la transparence et à la compétitivité des marchés publics. En coordination avec le MALE et les municipalités prioritaires, des sessions de mentorat spécifiques ont renforcé les connaissances des citoyens et des organisations de la société civile au sujet des principes de fonctionnement des marchés publics.

#### **Les retours citoyens en appui à une meilleure fourniture de services locaux**

Ce projet, mené en coopération avec la Présidence du Gouvernement, visait à autonomiser les citoyens et à favoriser une meilleure réactivité des services publics locaux à leurs besoins, en créant une charte citoyenne dans chacune des six municipalités prioritaires. Ces engagements publics volontaristes, pris par les fournisseurs de services afin d'améliorer les normes de qualité et de transparence, représentent un outil permettant aux citoyens d'exercer leur rôle de surveillance et d'obtenir que les fournisseurs de services rendent des comptes. Après avoir identifié un service local pilote, au moyen d'une approche participative associant les organisations de la société civile (OSC), chaque municipalité a rédigé sa propre charte citoyenne, ensuite mise en œuvre et suivie en partenariat avec les OSC locales et les citoyens. Les OSC locales de chaque gouvernorat ont été formées au suivi des chartes et coopèrent avec les municipalités à leur mise en œuvre. Une plateforme digitale a en outre été créée pour aider les citoyens à suivre l'application des mesures sanitaires dans les services locaux. Un nouveau cycle de recueil des opinions a été mis en place grâce au mentorat des OSC locales afin de concevoir et de mener des enquêtes sur la satisfaction des citoyens en ce qui concerne la qualité des services publics locaux.

#### **Appui de la société civile aux plus vulnérables**

La société civile locale a un rôle central à jouer dans la fourniture d'une aide de première nécessité aux personnes les plus marginalisées. En partenariat avec le MALE, le projet a fourni un conseil technique en matière de développement et de gestion de projet ainsi qu'un appui aux initiatives des OSC locales intervenant en faveur des groupes vulnérables confrontés à l'épidémie de COVID-19 dans chacune des six municipalités prioritaires.

---

## APPUI TECHNIQUE À LA BFPME ET À D'AUTRES INSTITUTIONS POUR ATTÉNUER LES CONSÉQUENCES DE L'ÉPIDÉMIE DU COVID-19

---

L'objectif du projet « Appui technique à la BFPME et à d'autres institutions pour atténuer les conséquences de l'épidémie de COVID-19 » est de renforcer la capacité de la Banque de Financement des petites et moyennes entreprises (BFPME) et d'autres organisations d'appui publiques d'offrir des services non-financiers pour favoriser une reprise durable après la récession économique.

Financé par le Foreign and Commonwealth Office britannique pour la période août 2020 – mars 2021, ce projet a amélioré la gouvernance et la capacité d'orientation de la BFPME en termes de données empiriques, de compétences et d'outils, ce qui a permis à ses agents d'appuyer leurs clients dans la conception et la mise en œuvre de plans de reprise adaptés.

## ■ MAROC

### APPUYER LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

Le projet appuie les régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma dans la mise en œuvre des réformes impulsées par la Constitution de 2011 et par le processus de 2015 de régionalisation, conjointement avec la Direction générale des autorités locales (Ministère de l'Intérieur). Il est appuyé sur le plan financier par l'Agence espagnole de Coopération internationale au développement (AECID).

Le projet appuie les autorités locales dans la fourniture de services et programmes plus efficaces, transparents et inclusifs. Après l'événement de lancement, en avril 2018, plusieurs ateliers et un dialogue de pairs ont été organisés pour identifier les problèmes auxquels sont confrontées les autorités locales, favoriser un échange entre autorités locales et centrales et préparer des recommandations concrètes fondées sur les bonnes pratiques des pays membres de l'OCDE. Des experts venus d'Irlande, de France, d'Écosse et d'Espagne ont été associés.



Ⓢ Table ronde et présentation de la revue devant le Ministère de l'Intérieur le 12 décembre 2019, Rabat.

La revue a été présentée pendant une table ronde en décembre 2019 réunissant des représentants du Ministère de l'Intérieur, de la DCGL, du Ministère de la Réforme administrative, de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, de l'Ambassade d'Espagne, de l'AECID et d'autres partenaires marocains.

Elle présente les grandes conclusions et recommandations aux autorités locales et régionales en ce qui concerne trois domaines :

- La simplification administrative
- La gestion des ressources humaines
- La participation citoyenne



La nouvelle phase du projet (2021-2022), appuyée par AECID, vise à promouvoir les bonnes pratiques de dialogue avec des citoyens et des jeunes pour accélérer les réformes de la gouvernance locale. Il s'agit notamment d'améliorer l'implication des citoyens, en particulier des jeunes, dans la planification et la fourniture des services publics dans les municipalités de la région du nord du Maroc.

## MAROC – PROGRAMME PAYS

Lors de la première phase du Programme pays Maroc (2015-2018), 16 actions stratégiques ont été déployées en appui aux objectifs de développement national du Maroc, dont la plupart concernaient la gouvernance publique. La coopération entre la Direction de la Gouvernance publique et le Maroc s'est concentrée sur cinq piliers : l'intégrité et la lutte contre la corruption, l'appui institutionnel au Chef du Gouvernement, le renforcement des institutions locales, la gestion des risques et le gouvernement numérique.

La mise en œuvre de la deuxième phase du Programme pays, signée en juin 2019, a démarré au début de l'année 2021. Il s'agit de faciliter la mise en œuvre des recommandations politiques formulées lors de la première phase du programme et de proposer une évaluation stratégique des dispositifs de gouvernance publique au Maroc. Le programme pays vient aussi en appui aux ambitions nationales en regard des instruments de l'OCDE. Par rapport aux priorités identifiées par les autorités marocaines, les projets de gouvernance incluent en particulier :

- Une revue de l'administration publique (insistant sur l'égalité des sexes, le budget, les ressources humaines et les questions d'intégrité), adossée à deux programmes de renforcement des capacités en appui à la mise en œuvre des recommandations

de l'OCDE adoptées par le Maroc en matière de gouvernement numérique et d'intégrité ;

- Trois projets de renforcement de capacités en matière de digitalisation du système judiciaire, de gestion des risques, et de renforcement de la performance stratégique et des capacités de communication des services du Chef du Gouvernement en appui à la mise en œuvre des recommandations de l'OCDE adoptées par le Maroc et à la cohérence des politiques publiques en regard des normes et principes de l'organisation.

Ⓢ Saad Dine El Otmani ont signé la deuxième phase du Programme pays Maroc.



## ▪ JORDANIE

**PARTENARIAT DU G7DE DEAUVILLE- FONDS DE TRANSITION MENA**

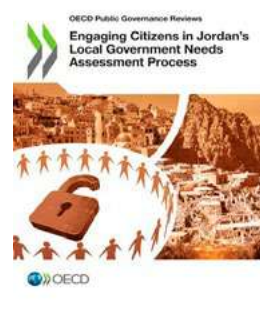
### APPUI AUX EFFORTS DE DÉCENTRALISATION AU MOYEN DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DU GOUVERNEMENT OUVERT (2016-2020)

Depuis 2015, le Gouvernement de Jordanie s'est engagé dans un ambitieux processus de décentralisation des compétences vers les niveaux infranationaux, afin de mettre les citoyens au cœur des politiques et des services. En appui à ces efforts, l'OCDE a fourni conseils et appui au renforcement de capacités au gouvernement dans le cadre du projet « Appui aux efforts de décentralisation au moyen de la promotion de la bonne gouvernance et du gouvernement ouvert ». Financé par le Fonds de Transition MENA, le projet a appuyé les efforts du gouvernement de Jordanie pour évaluer la mise en œuvre et l'impact de la législation de 2015 sur la décentralisation, les difficultés rencontrées par les gouvernorats et les municipalités, ainsi que l'interaction aux différents niveaux du gouvernement. Ce projet a aussi accompagné les efforts de la Jordanie en faveur d'une élaboration des politiques et d'une fourniture de services publics plus ouvertes, inclusives et participatives à l'échelle infranationale.

Dans ce cadre, l'OCDE a initié une revue globale en décembre 2020, intitulée « Impliquer les citoyens dans le processus d'évaluation des besoins du gouvernement local en Jordanie », qui a été présentée lors d'un événement de haut niveau intégré au Dialogue national, organisé par l'OCDE en étroite collaboration avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Internationale et Al Hayat RASED. Ce rapport, qui s'appuie sur une analyse existante, examine les différentes lacunes du processus actuel d'évaluation des besoins en vue d'une conception plus participative de Plans et Budget de Développement local. En articulation avec le rapport de l'OCDE « Appuyer les principes et pratiques du Gouvernement ouvert à l'échelle locale en Jordanie », cette analyse contribuera à la création d'une culture jordanienne du gouvernement ouvert et inclura tous les participants au-delà du cercle des habitués.

Lors de la présentation de l'initiative, le Gouvernement de Jordanie a souligné la pertinence et l'opportunité de ces analyses, adhéré à leurs recommandations, et réitéré l'engagement pris au plus haut niveau d'intensifier les efforts de mise en œuvre. L'événement a en outre permis des discussions riches entre les plus de 70 représentants des divers ministères sectoriels, maires, membres des conseils exécutifs et des conseils des gouvernorats ainsi que représentants de la société civile sur la manière de concrétiser cette réforme historique. C'était la première réunion de ce type qui rassemblait des acteurs locaux dans le cadre des activités locales de l'OGP ; les maires de Salt et de Karak ont dit l'intérêt des activités menées et des progrès suscités.

Outre la présentation des deux rapports, l'OCDE en a profité pour organiser des ateliers de renforcement de capacités destinés aux fonctionnaires et à la société civile, afin de conforter les compétences techniques en faveur de la prise en compte des initiatives de transparence, d'intégrité, de responsabilité et de participation des acteurs sociaux à l'échelle infranationale. L'OCDE a en particulier fourni un appui technique aux acteurs locaux de six Gouvernorats en Jordanie. L'Organisation a ainsi pu toucher 250 acteurs des administrations et de la société civile au travers de 7 ateliers sur des thèmes comme les futurs scénarios de l'administration locale, les méthodologies d'élaboration de solutions de développement et la participation civique.



📌 Lancement du rapport "Engager les Citoyens dans le Processus d'Analyse des Besoins du Gouvernement Local en Jordanie", lors d'un événement de dialogue national de haut niveau, organisé par l'OCDE en étroite collaboration avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Internationale et Al Hayat RASED.



## • EGYPTE

**PARTENARIAT DU G7DE DEAUVILLE- FONDS DE TRANSITION MENA**

# RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT : FAVORISER DES SERVICES JUDICIAIRES ET UNE LÉGISLATION EFFICACES ET TRANSPARENTS

Le projet du Fonds de Transition MENA « *Renforcer l'État de droit : favoriser des services judiciaires et une législation efficaces et transparents en Égypte* » est mené en partenariat avec le Ministère de la Justice et la Cour de Cassation, et en coopération avec la Banque Africaine de Développement et l'OCDE pour ce qui est des agences en appui à la mise en œuvre.

Ce projet contribue au renforcement de l'État de droit et à la création d'un environnement favorable aux affaires au moyen de (i) l'amélioration de l'effectivité et de l'efficacité des services judiciaires et (ii) le renforcement de la transparence et de la participation publique au processus de prise de décision.

Le premier objectif du projet est de répondre au besoin d'améliorer la fourniture de la justice au niveau de la Cour de Cassation. Dans ce cadre, l'OCDE a offert des conseils, une activité de renforcement de capacités et un appui technique pour accompagner les réformes requises par la modernisation de la Cour. Il s'agit en particulier de réduire les délais de traitement et d'améliorer les services judiciaires au public.

Les activités en cours impliquent un appui à la Cour de Cassation dans la conception d'un Plan d'action en faveur de la réforme, d'un système de traitement automatisé des dossiers et d'un renforcement des capacités de ses agents au travers d'activités de formation et de consolidation des compétences ciblées. Un panel d'experts a été organisé avec des interlocuteurs étrangers et des juges de la Cour le 27 avril 2019. Les discussions ont alimenté la rédaction du Rapport de l'OCDE sur les mesures de réforme de la Cour égyptienne de Cassation, inspiré par une recherche documentaire, des réunions de travail avec la Cour et deux questionnaires complétés par ses agents. Cet échange a aussi permis de préparer la conférence internationale de haut niveau sur le Plan d'action de réforme de la Cour de Cassation, qui aura lieu en 2021 et au cours de laquelle le Rapport final sera présenté.

Le second objectif du projet concerne l'agenda plus large du gouvernement en matière d'amélioration de la transparence et de l'accès à l'information ; il s'agit de réfléchir aux processus, outils et compétences pour une bonne rédaction des lois, contribuant à un processus de prise de décision transparent et efficace au sein du Ministère de la Justice.

Dans ce cadre, un Manuel de préparation de la législation a été conçu avec le Ministère égyptien de la Justice et présenté par ce dernier à l'occasion d'une conférence de haut niveau au Caire le

④ *Panel d'experts avec des experts internationaux et des juges de la Cour de Cassation, le 27 avril 2019 au Caire.*



### PRINCIPAUX RÉSULTATS

- Une cartographie de la situation actuelle du système judiciaire en Égypte en relation avec les capacités, outils et procédures du Ministère de la Justice,
- Un appui à l'élaboration du Plan d'action de réforme de la Cour de Cassation d'Égypte.
- Un accompagnement du Ministère dans la conception d'un plan de mise en œuvre pour un processus de prise de décision efficace et transparent.
- L'acquisition d'équipements TIC pour l'archivage au sein de la Cour de Cassation (Banque Africaine de Développement).
- L'organisation de séminaires et ateliers de renforcement de capacités sur la préparation des lois, et une visite d'étude sur le thème de la mise en œuvre et de la coordination des projets de loi (accès aux lois, amendement des lois existantes, rédaction de rapports sur la législation, application, mécanisme de conformité et suivi).
- Élaboration d'un Manuel de préparation de la législation en Égypte.

16 juillet 2018, avec la participation des Ambassadeurs de l'OCDE. Le 17 juillet 2018, un atelier technique a été organisé pour présenter, comme un outil nouveau et fiable pour une meilleure réglementation, le Manuel aux professionnels de droit du pays, aux parlementaires et aux fonctionnaires qui interviennent dans la préparation et la révision de la législation.

L'OCDE a en outre présenté sa publication « *Législation et bonne gouvernance : Le rôle des manuels de préparation des lois* », et organisé trois ateliers en appui à la mise en œuvre du Manuel.

Le premier atelier s'est tenu le 26 juin 2018 et a rassemblé des acteurs importants de la préparation des lois, issus du Ministère du Commerce et de l'Industrie, de l'agence ERRADA, du Ministère des Affaires parlementaires et législatives, du Ministère de la Coopération internationale et du Ministère de la Planification. Le deuxième atelier a été organisé avec les participants du Ministère de la Justice le 27 juin 2018, pour discuter de la manière d'utiliser le Manuel au travers d'un exercice pilote fondé sur des expériences comparables dans les pays de l'OCDE. Le troisième atelier le 28 juin 2018 a présenté la contribution des manuels de préparation législative à une réglementation saine et à une bonne gouvernance devant les principaux acteurs de la Cour arabe des investissements.



## VERS UN SYSTÈME JUDICIAIRE ACCUEILLANT POUR LES ENFANTS EN EGYPTE

Développement, l'OCDE s'est associée à l'Égypte en décembre 2020 pour améliorer l'accueil des enfants par le système judiciaire, de manière à garantir une protection de la jeunesse conforme aux normes internationales, aux ODD et à la Stratégie nationale égyptienne pour les enfants.

Le projet vise à mettre en place au sein du système judiciaire un environnement et des dispositifs accueillants aux enfants, en renforçant les capacités des acteurs de la justice juvénile et en améliorant la gouvernance et les mécanismes de

coordination entre les différentes institutions (Conseil national pour l'enfance et la maternité, Ministère de la Justice, etc.).

Le projet sera déployé entre 2020 et 2023 avec les composantes suivantes :

- Des dialogues politiques de haut niveau avec des acteurs de la justice juvénile ;
- Des séminaires, des activités de renforcement de capacités et des formations pour les acteurs de la justice juvénile ;
- Une cartographie et une feuille de route déclinant des orientations pour les bonnes pratiques adaptées au pays.

## INTÉGRATION, ACCÉLÉRATION ET APPUI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD (MAPS)

Dans le cadre de la Vision 2030 pour l'Égypte, l'OCDE, en collaboration avec le PNUD, l'UNFPA et l'UNICEF, a fourni un appui à la mise en œuvre des ODD dans le cadre de la stratégie d'intégration, d'accélération d'appui (MAPS) en association avec le Gouvernement d'Égypte.



L'OCDE a organisé une série de réunions en face à face avec les hauts responsables du centre de gouvernement égyptien ainsi que des ministères sectoriels, et entrepris une évaluation des dispositifs institutionnels qui régissent aujourd'hui la mise en œuvre des ODD. Les conclusions de l'évaluation ont été discutées et validées lors d'une table ronde de haut niveau organisée par l'OCDE en septembre 2018 ; une restitution ministérielle a eu lieu en octobre 2019.



L'appui de l'OCDE s'est porté surtout sur le renforcement des capacités des institutions du gouvernement en matière de planification, de coordination, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des ODD en Égypte. La coordination verticale et horizontale, les systèmes de suivi et d'évaluation, la cohérence des politiques, l'implication des partenaires, la qualité et la précision des données ainsi que l'existence d'indicateurs de

performance sont considérés comme des accélérateurs de la mise en œuvre des ODD.

Les conclusions et les recommandations de l'Engagement MAPS ont alimenté le Document OCDE « Gouvernance intégrée pour une mise en œuvre cohérente des ODD en Égypte » ; elles ont été présentées lors du Forum politique de haut niveau de l'ONU en juillet 2020. Le document présente les bonnes pratiques des pays OCDE et MENA ainsi que des conseils concrets pour appuyer les efforts actuels de l'Égypte en faveur d'une mise en œuvre effective des ODD.



⊕ Table ronde de haut niveau sur les dispositifs institutionnels de mise en œuvre des ODD, Le Caire, Égypte, 20 septembre 2019.



## ▪ YÉMEN

### PARTENARIAT DU G7 DE DEAUVILLE- FONDS DE TRANSITION MENA

## CONSOLIDER L'ÉTAT DE DROIT : RENFORCER LES CAPACITÉS DU SYSTÈME JUDICIAIRE

Le projet du Fonds de Transition MENA (2014-2021) du Partenariat du G7 de Deauville, en coopération avec le Fonds arabe pour le Développement économique et social (AFESD), conforte les capacités judiciaires pour améliorer l'intégrité, l'efficacité et l'efficacité du système judiciaire et l'accès à la justice.

Le projet se concentre sur : i) l'amélioration des capacités judiciaires et de l'intégrité au sein du Ministère de la Justice, au moyen d'ateliers sur le dialogue institutionnel et la responsabilité du système judiciaire ; ii) le renforcement des capacités judiciaires et de l'intégrité des juges et procureurs ; iii) celui enfin des capacités institutionnelles du Ministère de la Justice. Dans ce cadre, un document d'orientation stratégique facilitera l'appui à la formulation d'un plan d'action à court terme pour susciter un accord sur les grandes priorités dans un contexte de conflit et en anticipation d'une transition vers la sortie de conflit.

En partenariat avec le PNUD, un atelier a été organisé à Amman le 18 mars 2019. Il a réuni des représentants du gouvernement et système judiciaire yéménites, qui se sont accordés sur la structure, les objectifs et les priorités du document d'orientation stratégique.

Le 23 septembre 2019, un atelier a été organisé avec le Président de la Cour Suprême du Yémen, le Procureur Général et deux magistrates. L'atelier a porté sur les bonnes pratiques et les enseignements de l'expérience en matière d'État de droit dans les pays en conflit et post-conflit. Un autre atelier s'est



Ⓜ Le Juge Hamoud Al-Hitar, Président de la Cour Suprême du Yémen, le Juge Ekram El-Aidarousi, juge de la Cour Suprême, la Juge Hala Alqershi, membre du Haut Comité de Supervision des élections, le Secrétariat OCDE, Mer morte, Jordanie, 23 septembre 2019.

tenu le 23 septembre pour identifier les principales difficultés et opportunités en ce qui concerne la création d'un Centre de médecine légale au Yémen.



Ⓜ Ateliers en visioconférence avec des acteurs du système judiciaire yéménite, 6-7 octobre 2020.

L'atelier a en outre permis la formulation de conseils sur la manière d'organiser un tel centre, et la liste des équipements requis pour le faire fonctionner.

Les 6-7 octobre 2020, l'OCDE a organisé deux ateliers, pour discuter du développement d'un dialogue sur la future structure du système judiciaire au Yémen et renforcer l'intégrité et la responsabilité dans ce secteur. Ces ateliers de haut niveau ont été suivis par le Juge Hamoud Al-Hitar, Président de la Cour Suprême, S.E. Abdelkarim Baabbad, Vice-Ministre en charge des tribunaux, des juges yéménites et des universitaires, aux côtés d'experts internationaux de l'éthique judiciaire et du dialogue dans des situations de conflit.

## PARTENARIAT DU G7 DE DEAUVILLE- FONDS DE TRANSITION MENA

## RENFORCER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES POUR PRÉPARER LA REPRISE ET LA RECONSTRUCTION

Inscrit dans le cadre de coopération établi avec le Ministère de la Planification et de la Coopération internationale, un projet intitulé « Renforcer les capacités institutionnelles pour préparer la reprise et la reconstruction au Yémen » a été adopté par le Fonds de Transition du Partenariat du G7 de Deauville en février 2018 ; il est aujourd'hui mis en œuvre conjointement par l'OCDE et la Banque islamique de Développement (IsBD).

Ce projet a pour visée d'appuyer le Gouvernement du Yémen dans le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux central et local, afin de concevoir et de mettre en œuvre des politiques, ainsi que de fournir des services publics de base. Bien que le conflit se prolonge au Yémen, le projet s'attache à la fois à contribuer autant que possible à la continuité des activités dans le pays et à le préparer à la reprise et à la reconstruction post-conflit. C'est là une opportunité pour les pays partenaires du G7 de Deauville et les bailleurs de fonds internationaux de concevoir une panoplie d'appui technique prête à l'usage pour aider le Gouvernement du Yémen à préparer la reprise et la reconstruction, ainsi qu'à renforcer les capacités institutionnelles requises pour la transition.

Des activités de renforcement des capacités institutionnelles sont proposées aux autorités centrales et locales pour chacun des trois piliers du projet : i) lacoordination institutionnelle au niveau central et local ; ii) l'expression des opinions et la reddition de comptes ; iii) l'autonomisation des régions. En parallèle, un document de cadrage stratégique sera rédigé pour fournir les grandes recommandations dans ces domaines, en fonction des besoins actuels et en anticipant la situation post-conflit. Le 25 février 2020, l'OCDE a organisé une consultation de haut niveau et un événement de



⊕ Consultation de haut niveau avec le Gouvernement du Yémen, la Banque mondiale, l'IsDB et l'OCDE, Djeddah, KSA, 25 février 2020.



⊕ Programme OCDE de formation destiné au gouvernement du Yémen sur le renforcement de capacités institutionnelles, visioconférence, 25-28 janvier 2021

renforcement des capacités au siège de la Banque islamique de Développement à Djeddah, au Royaume d'Arabie saoudite. La réunion a rassemblé des membres du Gouvernement du Yémen, et notamment du Ministre de l'Administration locale, du Ministre du Dialogue National, du Vice-Ministre de la Planification et de la Coopération internationale, du Vice-Ministre des Finances, des représentants des prestataires des services publics yéménites, en association avec la Délégation de l'Union européenne, la Banque mondiale, le PNUD, l'IsBD et l'OCDE. La réunion a permis au Gouvernement du Yémen d'adopter formellement une première ébauche du document de cadrage stratégique à venir, de valider les principales conclusions des enquêtes réalisées par l'OCDE ainsi que les programmes de formation au niveau central.

Les 25-28 janvier 2021, l'OCDE a organisé un programme de formation en ligne à l'attention de 20 cadres intermédiaires du Gouvernement du Yémen (Présidence, Ministère de la Planification et de la Coopération internationale, Ministère de la Fonction publique Ministère de l'Administration locale, Ministère des Finances, Ministère des Travaux publics et du Logement, Fonds Social pour le Développement, Programme de Travaux Publics) afin de former un groupe de travail au sein du gouvernement central sur les techniques modernes de bonne gouvernance en matière de mécanismes de coordination, d'expression des opinions et de surveillance dans la fourniture des services publics de base. Avec l'appui de trois experts venus de Tunisie, d'Égypte et de l'Autorité Palestinienne, le programme a permis aux participants d'identifier, d'utiliser et de se former aux outils de bonne gouvernance pour le Yémen pendant et après le conflit. Dans ce cadre, deux nouveaux programmes de formation seront organisés avec le Groupe de travail en 2021.

## AUTORITÉ PALESTINIENNE

# ÉDIFIER DES INSTITUTIONS PUBLIQUES TRANSPARENTES, INCLUSIVES ET RESPONSABLES



📍 Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance intervenant à l'occasion d'une table ronde, 1er avril 2019 à Ramallah.

### TABLE RONDE MINISTÉRIELLE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU PERSONNEL, RAMALLAH, 31 MARS – 3 AVRIL 2019

La table ronde ministérielle de 2019 du Conseil Général du Personnel organisée du 31 mars au 3 avril à Ramallah a rassemblé plus de cent participants venus de 32 pays. En regard des conflits constants et de l'instabilité politique croissante dans certains pays de la région MENA, le thème choisi portait sur la contribution des ODD au renforcement des principes de bonne gouvernance. L'accent était mis notamment sur le besoin de faire face aux problèmes aujourd'hui rencontrés par plusieurs pays de la région alors qu'ils mettent en œuvre des agendas de réforme ambitieux.

S.E M. Moussa Abu Zeid, Chef du Conseil Général du Personnel de l'Autorité Palestinienne, a ouvert les discussions et lancé un vibrant appel aux gouvernements pour que soient mieux articulées la mise en œuvre des ODD et d'autres initiatives de réforme, comme celles autour du gouvernement ouvert. Les participants à la conférence ont demandé au Réseau des écoles de gouvernance de l'OCDE d'appuyer l'intégration des recommandations et des bonnes pratiques dans le cursus de formation de leurs écoles nationales. Sur cette base, des interventions potentielles continueront d'être discutées dans le cadre du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, qui s'appuie par ailleurs sur la Plateforme des ODD et sur le Président de IIAS (Geert Bouckaert) et les Pays-Bas, hôte de la prochaine réunion du Réseau mondial de l'OCDE.

### PROJET EN APPUI À L'AUTORITÉ PALESTINIENNE POUR RENFORCER LA GOUVERNANCE ET L'ÉTAT DE DROIT (2020-2024)

L'objectif global de ce projet financé par l'UE (lancé en octobre 2020) est d'appuyer l'AP et de contribuer à la mise en

place d'un processus d'élaboration des lois et des politiques publiques plus efficace, transparent et participatif, inscrit dans un cadre normatif clair, au bénéfice des citoyens et des entreprises ainsi amenés à faire davantage confiance à l'action du gouvernement. Le projet vise en particulier à renforcer la capacité de la législation et des décideurs de :

- Produire une législation primaire et secondaire claire, efficace et transparente ;
- Recourir à des mécanismes de consultation publique efficaces dans le cadre du processus de conception des politiques ;
- Développer (et améliorer) les outils en ligne permettant un accès à la législation adoptée et en préparation.

Ce projet est mise en œuvre en tenant compte de la pandémie de COVID-19 et le besoin de formuler et d'adopter des politiques efficaces et adaptées répondant aux problèmes liés (par exemple, la limitation de la contagion, l'appui à la population et aux groupes les plus vulnérables). La première réunion du Comité directeur du projet a été organisée en ligne le 3 mars 2021 avec les principaux partenaires, qui se sont mis d'accord sur le Plan d'action pour la première année du projet.



## ▪ ÉMIRATS ARABES UNIS

### UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE LORS DU SOMMET MONDIAL DU GOUVERNEMENT



① De droite à gauche right : le Secrétaire Général de l'OCDE Angel Gurría en compagnie du Dr. Dan Kaniewski, Administrateur adjoint de la Federal Emergency Management Agency (États-Unis), le Brigadier General Adnan Al-Abadi, Vice-Président du Centre national de Sécurité et de Gestion des crises (Jordanie), S.E. Mariam Al Muhairi, Ministre d'État pour la Sécurité alimentaire (EAU), Mme Hala El Said, Ministre de la Planification et de la Réforme administrative (Égypte), et le Directeur de l'OCDE pour la Gouvernance publique Marcos Bonturi pendant l'événement 2019 Plateforme mondiale.

L'OCDE a joué un rôle d'impulsion à l'occasion du 7ème Sommet mondial du Gouvernement qui s'est tenu à Dubaï les 10-12 février 2019. Lors de l'ouverture de ce Sommet, le Secrétaire Général de l'OCDE Angel Gurría a exploré la manière dont les gouvernements peuvent tirer profit des nouvelles technologies, qui transforment nos économies, nos gouvernements et nos sociétés de manière complexe et souvent imprévisible. L'OCDE a aussi co-organisé diverses activités et des réunions antérieures au Sommet, c'est-à-dire une Plateforme mondiale sur la gouvernance des risques futurs, un cercle sur l'égalité des sexes travaillant sur la manière de réduire les disparités au niveau des fonctions de décision, et un panel sur l'innovation dans l'administration. L'OCDE s'est aussi attachée à promouvoir les ODD en Action dans le cadre d'activités sur les solutions innovantes au service de la mise en œuvre des ODD et lors de discussions thématiques sur la mesure du bonheur, mais aussi lors du panel sur la transition des jeunes vers l'âge adulte.

Lors de la conférence de 2018, organisée à Dubaï les 11-13 février, le Secrétaire Général de l'OCDE Angel Gurría a évoqué le rôle du multilatéralisme et de la coopération internationale dans un contexte d'insatisfaction croissante des populations vis-à-vis des gouvernements et de réaction hostile au commerce international et aux progrès technologiques. L'OCDE a en outre organisé un cercle de jeunes sur le rôle de la jeunesse dans la promotion de l'engagement civique, un cercle pour l'égalité des sexes sur la budgétisation innovante sensible aux inégalités hommes/femmes, une Plateforme mondiale sur les technologies disruptives, et un Groupe de travail sur le Gouvernement ouvert et innovant. L'OCDE a aussi pris part à une série d'activités sur les ODD en Action sur les solutions innovantes au service de la mise en œuvre des ODD et à des discussions thématiques sur la mesure du bonheur.

Le Sommet mondial du Gouvernement est un forum sans équivalent, organisé annuellement, qui rassemble plus de 4 000 participants pour discuter et forger l'avenir du gouvernement et de la fourniture de services publics. Le Sommet explore cet avenir à la lumière des progrès technologiques et des attentes des citoyens. L'OCDE a été un partenaire stratégique du Sommet mondial du Gouvernement depuis 2013, qui contribue à la définition des caractéristiques du gouvernement de demain.

#### PRINCIPAUX RÉSULTATS

- La Plateforme mondiale de l'OCDE sur la « Gouvernance des risques futurs » s'intéresse à la manière dont les pays et les institutions renforcent leur gouvernance des risques dans la diversité de ses dimensions – de la conception des institutions à l'inclusivité, la transparence et la responsabilité – pour mieux répondre aux difficultés de la gestion des catastrophes.
- Lors d'un panel sur l'innovation, l'OCDE a lancé la troisième édition du rapport "Comprendre l'innovation au Gouvernement : Tendances mondiales 2019", rédigé par l'OPSI en partenariat avec le Centre Mohammed Bin Rashid pour l'Innovation au gouvernement (MBRCGI), aux ÉAU, présente une synthèse mondiale de la manière dont les gouvernements transforment leur mode de fonctionnement et améliorent les vies des populations grâce à l'innovation, sur la base de l'analyse de 542 innovations dans 84 pays.
- Le cercle pour l'égalité des sexes a analysé le rôle des outils administratifs, comme une budgétisation sensible aux inégalités hommes/femmes, des marchés publics inclusifs et des approches comportementales, dans la promotion de l'équilibre entre les sexes et l'évolution des normes et des attitudes qui affectent l'égalité sur le lieu du travail et un égal accès à la prise de décision.

## UN PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION FONDÉ SUR LES DONNÉES EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION

La Direction de la Politique de la Réglementation de l'OCDE s'est associée au Gouvernement d'Abu Dhabi, aux Émirats Arabes Unis, pour divers projets en faveur de processus de prise de décision fondés sur les faits en matière de politique de la réglementation. Ces projets découlent d'une volonté forte de soutenir les politiques réglementaires informées dans l'Émirat, en insistant sur la mesure des impacts de la réglementation sur les entreprises, l'environnement et la société.

Le premier projet a démarré en 2018 au sein de le Ministère de la Santé d'Abu Dhabi (DOH), qui organise le secteur de la santé à Abu Dhabi. Ce projet appuie la mise en œuvre des bonnes pratiques réglementaires au sein du DOH, en mettant l'accent sur les évaluations d'impact réglementaire et la création d'une Stratégie du ministère en tant qu'organe de surveillance réglementaire. Le projet a réalisé une évaluation de l'état de la situation et un plan d'action pour soutenir la mise en œuvre concrète de ces objectifs. Le rapport a été présenté lors d'un atelier en ligne, en octobre 2020, pour relier les conclusions et la vision stratégique plus large du renforcement de la performance de la réglementation dans le secteur de la santé à Abu Dhabi. Un projet de Phase 2 prolongera ce plan d'action

par un appui à la rédaction d'orientations, à l'amélioration de la conception des politiques, à la réduction des formalités administratives, et à l'intégration de la réforme de la réglementation à Abu Dhabi.

Par ailleurs, l'OCDE a soutenu, à partir de 2020, le Bureau de la Compétitivité d'Abu Dhabi (COAD) – qui fait partie du Ministère du Développement économique (DED) – pour un projet de conception d'une méthodologie de mesure des coûts de la conformité à la réglementation à Abu Dhabi. COAD joue un rôle déterminant dans le développement économique en coordonnant les différentes entités gouvernementales pour favoriser un environnement propice aux affaires, suivre la compétitivité et soumettre les propositions utiles. Ce projet s'efforce de comprendre le poids actuel des contraintes administratives et de mesurer les coûts de conformité dans l'Émirat. Il s'agit d'aider le COAD dans la conception d'une méthodologie pour la mesure de ces coûts, au moyen d'ateliers et d'études de cas permettant de tester la méthodologie. Le projet donnera des résultats à la mi-2021.



Ⓞ Le Secrétaire Général de l'OCDE Angel Gurría lors de l'ouverture de la Plateforme mondiale 2019.

## ▪ ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

### STRATÉGIE DE RÉFORME DU DROIT ET AMÉLIORATION DE LA RÉGLEMENTATION

En 2020, la Direction de la Politique de la réglementation a travaillé avec la Cour royale du Royaume d'Arabie saoudite afin de soutenir sa stratégie de réforme du droit, qui inclut des réformes en faveur d'une meilleure réglementation. Le projet

est mis en œuvre en association avec la Banque mondiale. La première phase du projet a mis l'accent sur la construction d'un repère international pour construire de bons systèmes de gestion de la réglementation et fournir un cadre pour des outils adéquats en faveur de la stratégie de réforme du droit.

## ▪ LIBAN

### RAPPROCHER LE GOUVERNEMENT DES CITOYENS

Le Gouvernement du Liban a compris l'intérêt du gouvernement numérique pour favoriser l'établissement d'un secteur public plus efficace, innovant, ouvert, transparent, inclusif et résilient, qui produise de la valeur ajoutée pour la population. C'est ce que démontre sa longue expérience et une forte volonté politique de privilégier dans la stratégie comme la mise en œuvre de la transition du gouvernement en ligne au gouvernement numérique. Toutefois, des problèmes chroniques liés à des efforts isolés, peu coordonnés, ainsi qu'à l'instabilité politique, économique et sociale ont affecté la capacité du gouvernement de mener à bien le processus de digitalisation du secteur public.

À la demande du Cabinet du Ministre d'État pour la Réforme Administrative (OMSAR), dans le cadre du Programme MENA-OCDE et avec l'appui de l'Agence italienne de Coopération pour le Développement (AICS), l'OCDE a préparé une étude du Gouvernement numérique au Liban : « Le Gouvernement numérique au Liban : Une gouvernance pour une mise en œuvre cohérente et durable des politiques publiques ». L'étude a pour objectif d'appuyer le Gouvernement du Liban, et en particulier l'OMSAR, dans la conduite des initiatives de digitalisation du secteur public.



Elle montre que le gouvernement a encore une longue route devant lui avant de devenir un gouvernement numérique accompli, encadrant une économie et une société largement digitalisées. L'Italie et le Portugal sont les pairs évaluateurs du Groupe de travail de l'OCDE pour les hauts responsables du gouvernement numérique (« dirigeants numériques ») impliqués dans l'étude. Celle-ci s'appuie par ailleurs sur le cadre analytique offert par la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur les Stratégies pour le gouvernement numérique et sur le Manuel de la gouvernance par les dirigeants numériques de l'OCDE.



#### PROCHAINES ÉTAPES

- Appuyer le Liban pour qu'il se rapproche des objectifs de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur les Stratégies pour le gouvernement numérique (2014), en particulier en ce qui concerne la gouvernance et la coordination.
- Valider et lancer la politique de transformation numérique, garantir sa mise en œuvre effective par un mandat institutionnel bien établi de l'OMSAR, une forte coopération horizontale et des leviers de politique stratégique.

# 4

## Annexes



---

## PUBLICATIONS 2019-20

---

### 2019

Soutenir la participation des jeunes dans la vie publique locale à Salé, Maroc : Guide pratique (French)

Voix Citoyenne au Maroc : Le rôle de la communication et des médias pour un gouvernement plus ouvert (French)

Voix Citoyenne en Tunisie : Le rôle de la communication et des médias pour un gouvernement plus ouvert (French)

The Right to Access Information in Lebanon: Citizens' Guide (English, Arabic)

The Right to Access Information in Tunisia: Citizens' Guide (English, Arabic)

Access to Information in Tunisia: Guide for Public Servants (Arabic)

The Right to Access Information in Morocco: Citizens' Guide (French, Arabic)

Using Risk Assessment in Multi-year Performance Audit Planning (English)

Améliorer l'accès des PME aux marchés publics en Tunisie : La voie à suivre (French)

Stratégie de Management des Risques dans les Marchés Publics en Tunisie (French)

Revue du système de passation des marchés publics en Algérie: Vers un système efficient, ouvert et inclusif (French)

Guide sur l'intégrité dans les marchés publics au Maroc (French)

La modernisation de l'administration locale dans la région de Tanger-Tétouan- Al Hoceima (French)

Bonne gouvernance au niveau local pour accroître la transparence & la redevabilité dans la prestation de services: expériences de Tunisie & d'ailleurs (French)

Good governance and anti-corruption in Tunisia: Project highlights (English, French)

Good governance in Egypt: Legislative drafting manual for better policy (English)

Institutions guaranteeing access to information in OECD and MENA countries (English, French)

Le Gouvernement ouvert à la Marsa, Sayada et Sfax en Tunisie (English, French)

Open Government in Salé in Morocco (English, French)

Engaging young people in open government: A communication guide (English)

Youth Empowerment in Jordan, Morocco and Tunisia (English)

### 2020

Engaging Citizens in Jordan's Local Government Needs Assessment Process, (English)

Environmental democracy in Morocco

Good Regulatory Practices within the Department of Health in Abu Dhabi

Guide méthodologique de l'inspecteur administratif et financier en Tunisie (French, Arabic)

Code d'éthique de l'inspecteur administratif, financier et technique en Tunisie (French)

Guide pratique des cellules de gouvernance (French, Arabic)

Demande d'aide juridictionnelle devant le tribunal administratif (French, Arabic)

Évaluation des plateformes numériques de participation citoyenne en Tunisie (French)

Présenter une requête de première instance devant le tribunal administratif (French, Arabic)

Improving the E-procurement Environment in Tunisia: Supporting vulnerable groups in gaining better access to TUNEPS (French)

Integrated Governance for Coherent Implementation of the SDGs in Egypt, OECD Working Papers on Public Governance, No. 35 (English)

Guide des marchés publics: République algérienne démocratique et populaire (French)

Key Findings from the Jordan Youth Governance Review - Building government capacity to empower youth in Jordan

Supporting Open Government at the local level in Jordan (English)

Voix Citoyenne en Tunisie : la communication au service du gouvernement ouvert au niveau local (French, Arabic)

Open Government Scan of Lebanon (English)

### À PARAÎTRE

Review of draft key performance indicators to measure Vision



---

## PUBLICATIONS 2019-20

---

2030 Strategy in Saudi Arabia

Jordan Youth Governance Review - Building government capacity to empower youth in Jordan

Tunisia Youth Governance Review - La Gouvernance des Affaires de la Jeunesse en Tunisie

Moroccan Youth Governance Review - L'inclusion de la Jeunesse au Maroc : vers une gouvernance améliorée

MENA Youth Governance Report

Guide on participatory approaches for Moroccan youth at the national level

Guide pratique de la communication publique au Maroc

Voix Citoyenne au Maroc : Scan de la communication au service du gouvernement ouvert au niveau local

Citizens' Voice in Jordan: The role of communication and media for a more open government

Citizens' Voice in Lebanon: The role of communication and media for a more open government

MENA disinformation report (title tbc)

Assessment of Jordan's counter disinformation platform "Haggak Tiraf" (title tbc)

Open Government Scan of Lebanon

Digital Government in Lebanon: Governance for coherent and sustainable policy implementation

Open Government Review of Jordan

Guide sur le Management des Risques dans les Marchés Publics en Tunisie

Report on access to information fees in Morocco, Lebanon and Tunisia

The economic and social impact of open government – policy recommendations for the Arab Countries (with ESCWA)

Open government scans of Morocco and of Tunisia

Civic space scan of Tunisia

Digital Transformation of Justice of Morocco

Supporting Open Government at the Local Level in Jordan

---

## PROGRAMME DES ÉVÉNEMENTS

---

### 2020

---

#### Événements régionaux

---

Réseau MENA-OCDE sur les marchés publics, 21-22 janvier, Tunis

Réunion de consultation du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, 8 avril, en visioconférence

Webinaire régional MENA-OCDE sur la jeunesse et l'épidémie de COVID-19 : Réactions, reprise et résilience dans la région MENA, 7 mai 2020

Groupe de travail MENA-OCDE sur la Réforme de la réglementation et l'État de droit (GTIV), 22 juin, en visioconférence

Échange du Groupe de travail MENA-OCDE sur le Gouvernement ouvert et innovant (GTII), 7 juillet, en visioconférence

Groupe de travail MENA-OCDE sur l'Intégrité dans le Service public (GTI), 23 juillet, Panel virtuel MED-OCDE sur la jeunesse et l'épidémie de COVID-19 : n'oublier personne, 15 septembre, en visioconférence

Réseau MENA des Hauts responsables du Budget (MENA-HRB, GTIII), 20 octobre, en visioconférence

Webinaire de haut niveau sur la résilience et la continuité des infrastructures et services fondamentaux : Tirer des enseignements de la crise sanitaire, 9 décembre, en visioconférence

---

#### Événements nationaux

---

Formation à la gestion des risques sur les marchés publics au sein du Ministère de l'Équipement, 13-15 janvier, Tunis

Événement de renforcement des capacités sur la contribution de la décentralisation à l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de la participation politique, 4-16 janvier, Madaba, Jordanie

Conférence nationale présentant le rapport d'évaluation des plateformes numériques de participation citoyenne, 15 janvier, Tunis

Formation aux marchés publics en ligne pour les entreprises détenues par des groupes vulnérables, 16 janvier, Tunis

Formation de formateurs sur l'utilisation de la plateforme de marchés publics en ligne TUNEPS pour les entités publiques, 20-24 et 27-31 janvier, Tunis

---

## PROGRAMME DES ÉVÉNEMENTS

---

- Mission d'information du Programme des concepteurs des politiques de la jeunesse, 22-24 janvier, Tunisie
- Session de renforcement de capacités sur la contribution de la décentralisation à l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de la participation politique, 26-29 janvier, Al-Zarwaa, Jordanie
- Sessions de formation sur l'accueil, l'orientation et la communication avec les usagers au sein de l'hôpital public régional de Tataouine, 27-31 janvier, Tunisie
- Deuxième phase du programme de formation des agents de la BFPME en appui à la mise en place d'un service de mentorat pour les PME, 28-31 janvier, Tunis
- Sessions de formation sur l'accueil, l'orientation et la communication avec les usagers au sein de l'agence locale pour l'emploi de Tataouine, 3-4 février, Tunisie
- Formation à la gestion des risques sur les marchés publics pour la Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT), 3-6 février, Tunis
- Atelier avec les représentants du gouvernement autour des bonnes pratiques de l'UE et de l'OCDE en matière d'élaboration des politiques publiques, avec SIGMA les 3-6 février 2020 à Ramallah, Autorité Palestinienne.
- Troisième formation de formateurs sur l'utilisation de la plateforme de marchés publics en ligne TUNEPS pour les entités publiques, 4-5 février, Tunis
- Réunion du Comité directeur sur le Gouvernement ouvert du Maroc, 12 février, Rabat
- Quatrième formation de formateurs sur l'utilisation de la plateforme de marchés publics en ligne TUNEPS pour les entités publiques, 5-7 et 19-21 février, Tunis
- Troisième et quatrième ateliers de renforcement de capacités des services ministériels d'inspection en matière de planification, de suivi et d'évaluation des missions d'inspection, 5-7 et 19-21 février, Tunis
- Conférence de lancement du Programme des concepteurs des politiques de la jeunesse et première formation générale pour les 100 « concepteurs » choisis, 7-8 février, Sousse, Tunisie
- Formation sur l'accès à l'information des autorités locales, 7-8 février, Tabarka Tunisie
- Atelier de mentorat pour les 100 « concepteurs des politiques de la jeunesse » dans chacune des six municipalités pilotes, 10-16 février, Tunisie
- Formation à la gestion des risques sur les marchés publics pour le Ministère des Transports, 11-14 février, Tunis
- Formation des juges à l'utilisation des outils numériques pour accélérer la rédaction des décisions, 17-18 février, Tunis
- Quatrième phase de formation des chefs des cellules de gouvernance à la reddition de comptes en matière de prévention de la corruption et de promotion de l'intégrité dans le secteur public, 17-20 février, Tunis
- Formation en matière d'accès à l'information pour les autorités locales, 18 février, Gabès, Tunisie
- Événement de renforcement des capacités sur la contribution de la décentralisation à l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de la participation politique, 20-22 février, Aqaba, Jordanie.
- Deuxième formation des 100 « concepteurs des politiques de la jeunesse » pour certaines initiatives en faveur des jeunes à l'échelle locale à Sidi Bouzid, Tataouine et Sousse, 18-19, 21-22, et 24-25 février, Tunisie
- Consultation de haut niveau et renforcement de capacités avec le Gouvernement du Yémen, siège de la Banque Islamique de Développement, 25 février, Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite
- Sessions de formation aux principes et outils du gouvernement ouvert pour 4 municipalités de Sidi Bouzid, 25-28 février, Sidi Bouzid, Tunisie
- Phase pilote de développement d'un service de mentorat pour les PME au sein de la BFPME, 1- 18 mars, Tunisie
- Formation aux principes et outils du gouvernement ouvert pour 4 municipalités du gouvernorat de Sidi Bouzid, 2-3 mars, Tunisie
- Formation à la gestion des risques sur les marchés publics pour le Ministère de l'Agriculture, 3-6 mars, Tunis
- Formation des responsables de la communication publique à l'échelle locale en Tunisie, 4 mars 2020, Tunis
- Cérémonie en présence du Ministre de la Jeunesse pour annoncer le choix des initiatives retenues dans le cadre du Programme des Jeunes Ambassadeurs Locaux, 4 mars 2020, Amman
- Table ronde « Renforcer les capacités du gouvernement pour autonomiser les jeunes en Jordanie » pour présenter et discuter les grandes conclusions de la revue de la Jeunesse en Jordanie de l'OCDE, 5 mars, Amman
- Contribution à la conférence annuelle du HCCAF sur le contrôle, les missions d'inspection et les attentes des citoyens, 10-11 mars, Tunis
- Inauguration de la Plateforme marocaine pour la transparence (recevant les requêtes en matière d'accès à l'information), 13 mars 2020
- Sessions de mentorat par rapport aux principes et outils du gouvernement ouvert dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, 16-17 mars, Tunisie

---

## PROGRAMME DES ÉVÉNEMENTS

---

- Formation à la gestion des risques sur les marchés publics pour la Société tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG), 16-19 mars, Tunis
- Visioconférences de consultation avec le gouvernement, les bailleurs et les OSC au sujet des plateformes digitales pour la participation des citoyens, 27-29 mai, Tunisie
- Visioconférence sur les plateformes d'accès à l'information entre Tunisie et Maroc, 2 juillet
- Réunion des responsables de la communication publique au Liban, 2 juillet 2020, Beyrouth
- Réunion en ligne des responsables de la communication publique au Maroc pour présenter le Guide de la communication publique nationale, 9 juillet
- Formation des formateurs pour impliquer les OSC dans le cycle d'élaboration des politiques publiques, 18-20 juillet, 2020, Amman, Jordanie
- Événement de lancement du Programme pour les jeunes et la maîtrise des médias en Jordanie, 1er août
- Événement de renforcement des capacités sur la contribution de la décentralisation à l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de la participation politique, 9-11 août, Aqaba, Jordanie
- Événement de renforcement des capacités sur la contribution de la décentralisation à l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et de la participation politique, 16-18 août, Aqaba, Jordanie
- Présentation du projet « Appuyer les groupes vulnérables et la continuité des services locaux de première nécessité pendant la pandémie de COVID-19 » avec les maires de 6 municipalités prioritaires en Tunisie, 17-18 septembre, par visioconférence
- Cérémonie officielle de nomination des 10 initiatives pour la jeunesse retenues du Programme des « Concepteurs des politiques de la jeunesse » avec le Ministre tunisien de la Jeunesse et l'Ambassadrice du Royaume-Uni en Tunisie, 24 septembre, Tunis
- Réunion consultative sur les chartes citoyennes avec 5 maires à Tunis avec la présentation de l'expérience tunisienne de l'OCDE en la matière, 24 septembre, par visioconférence
- Atelier de validation avec des responsables de la communication publique en Jordanie, 24 septembre 2020, Amman
- Ateliers de co-création de l'OG dans les régions marocaines, Octobre-décembre
- Ateliers « Renforcer l'État de droit : Renforcer les capacités du système judiciaire au Yémen, 6-7 octobre, par visioconférence
- Lancement du projet « Réduire les formalités administratives à Abu Dhabi » avec l'Agence pour la Compétitivité d'Abu Dhabi, 8 octobre, par visioconférence
- Premier séminaire de renforcement des capacités sur la Jeunesse et la maîtrise des médias, 11-15 octobre, Amman.
- Lancement des consultations en ligne du 4ème Plan d'action national de l'OGP, 12 octobre, Tunisie
- Ministère de la Santé d'Abu Dhabi – webinaire OCDE sur le renforcement de la performance de la réglementation dans le secteur de la santé à Abu Dhabi, 13 octobre, par visioconférence
- Consultations de la société civile dans six municipalités prioritaires autour des chartes citoyennes en Tunisie, 13-31 octobre
- Formation des formateurs aux activités de communication publique pour le gouvernement dans 6 municipalités prioritaires en Tunisie, 26-30 octobre, par visioconférence
- Deuxième séminaire de renforcement des capacités sur la Jeunesse et la maîtrise des médias en Jordanie, 18-22 octobre, Amman
- Troisième séminaire de renforcement des capacités sur la Jeunesse et la maîtrise des médias en Jordanie, 25- 28 octobre, Amman
- Revue par les pairs de la communication publique au Maroc à l'échelle locale – Tanger et Beni Mellal, octobre-novembre 2020, par visioconférence
- Lancement de haut niveau de la formulation d'une stratégie nationale sur le gouvernement ouvert et du scan de l'espace civique, 12 novembre, Tunisie
- Démarrage des sessions de formation à la communication publique pour le gouvernement ouvert dans 6 municipalités prioritaires en Tunisie, 16 novembre
- Série de réunions sur la stratégie numérique avec la Cour Royale et la Banque mondiale, présentant et discutant l'analyse et les conclusions de la recherche de l'OCDE, novembre-décembre 2020, par visioconférence
- Programme de renforcement des capacités à la gestion de projets, à la rédaction d'appel d'offres et à la communication pour des agents du Ministère de la Jeunesse, 29 novembre–10 décembre, Amman
- Événement de renforcement des capacités pour les agents publics des administrations infranationales sur le rôle du gouvernement ouvert à l'échelle locale, 29 novembre–1er décembre, Irbid, Jordanie
- Lancement de la conception de la plateforme numérique pour renforcer la coordination des niveaux central et local et faciliter l'identification et le financement des projets de développement municipal, 1er décembre, Tunis

---

## PROGRAMME DES ÉVÉNEMENTS

---

- Mentorat en matière de communication publique à destination des agents municipaux de Sidi El Heni, 3-5 décembre, Sidi El Heni, Tunisie
- Événement de renforcement des capacités pour les agents publics des administrations infranationales sur le rôle du gouvernement ouvert à l'échelle locale, 6-8 décembre, Zarqa, Jordanie
- Formation à la communication publique des porte-parole du Gouvernement, conception des messages et définition d'une stratégie, décembre, Amman
- Formation à la communication publique des porte-parole du Gouvernement, implication des médias et présence en ligne, 9 décembre, Amman
- Conférence sur les politiques d'intégrité, la transparence et la responsabilité, Théorie et pratique le 9 décembre 2020, en ligne
- Mentorat en matière de communication publique pour les agents municipaux d'Enfidha, 9 décembre, Enfidha, Tunisie
- Programme de formation au journalisme d'investigation pour les jeunes journalistes libanais (dans le cadre du projet Voix citoyenne au Liban), 11 décembre 2020–29 janvier 2021, par visioconférence.
- Session de mentorat sur la mise en œuvre des mesures sanitaires pour les collecteurs municipaux de déchets de Ghomrassen, 14-15 décembre, Ghomrassen, Tunisie
- Session de mentorat pour les OSC locales au sujet du suivi des chartes citoyennes en Tunisie, 14-18 décembre, différents sites, Tunisie
- Événement de dialogue en Jordanie, 15 et 16 décembre, Amman, Jordanie
- Webinaire de présentation des recommandations préliminaires de la Revue Maroc de l'OCDE de la Gouvernance de la jeunesse en présence du Ministre de la Jeunesse, de représentants des OSC et de partenaires internationaux, 16 décembre, par visioconférence
- Session de mentorat sur la mise en œuvre des mesures sanitaires pour les collecteurs municipaux de déchets de Bir Lahmer, 17-18 décembre, Bir Lahmer, Tunisie
- Événement organisé avec le Ministère tunisien de la Femme, de l'Enfance, de la Famille et des Séniors sur les mécanismes d'alerte à la disposition des survivants et victimes des violences contre les femmes, avec des pairs des pays de l'OCDE, 18 décembre, par visioconférence
- Événement de renforcement des capacités pour les agents publics des administrations infranationales sur le rôle du gouvernement ouvert à l'échelle locale, 20-22 décembre, Madaba, Jordanie
- Mentorat des membres de l'Instance de Coordination Régionale de Sousse pour la lutte contre les violences contre les femmes dans le cadre de la loi 58 de 2017, 23-24 décembre, Sousse, Tunisie

### 2019

---

#### Événements régionaux

---

- Groupe de travail sur le Gouvernement ouvert et innovant (GT II), 28-29 janvier, Lisbonne
- Groupe de travail sur l'Intégrité dans le service public (GT I), 20 mars, Paris
- Groupe de travail sur la Réforme de la réglementation et l'État de droit (GT IV), 28 mars, Lisbonne
- Réunion du Comité consultatif de l'Initiative MENA-OCDE, 16 avril, Paris
- Sommet des deux rives du G7 : Forum de Malte sur la Jeunesse, l'éducation et la mobilité, 29 avril, La Valette
- Réunion des amis de la région MENA, 29 mai, Paris.
- Cabinet citoyen MENA dans le cadre des Journées MENA-OCDE, 17 juin, Tunis
- Réunion du Comité directeur de l'Initiative MENA-OCDE, 18 juin, Tunis
- Dialogue régional inspiré par les conférences Ted X sur les groupes vulnérables et marginalisés dans le cadre des Journées MENA-OCDE, 19 juin, Tunis
- Dialogue régional MENA-OCDE sur la gestion des risques dans le cadre des Journées MENA-OCDE, 19 juin, Tunis
- Dialogue régional sur l'affirmation de l'égalité des sexes dans la vie publique, Plateforme MENA-OCDE des Femmes au gouvernement, 12 juillet, Tunis
- Réseau MENA des Hauts responsables du budget (MENA-HRB/GT III), 18-19 juillet, Caserte
- Sommet d'été du Moyen-Orient méditerranéen accueilli par l'Universita della Svizzera, 15-25 août, Lugano

## PROGRAMME DES ÉVÉNEMENTS

« Aider les jeunes à construire leur futur », Réunion annuelle du Groupe de travail MENA-OCDE sur la Résilience économique (ERTF), 2 décembre, Berlin

### Événements nationaux

Atelier d'élaboration d'un guide d'accès à l'information pour les agents publics, 30 janvier, Tunis

Réunion d'inventaire des participants du projet « Bonne gouvernance et lutte contre la corruption en Tunisie », 5 février, Tunis

Atelier sur une approche fondée sur les risques pour améliorer les marchés publics des institutions publiques tunisiennes, 6-7 février, Tunis

Mission de lancement : appui à la mise en œuvre d'une bonne pratique de la réglementation au sein du Ministère de la Santé d'Abu Dhabi, 19-21 février, Abu Dhabi

Consultation de la société civile sur l'accès à l'information, 20 février, Beyrouth

Ateliers de renforcement du rôle des cellules de gouvernance dans la promotion de la bonne gouvernance et de l'intégrité, 11-12 mars, Tunis

Conférence internationale de l'OCDE au Maroc sur le Gouvernement ouvert et l'accès à l'information, 13 mars, Rabat

Conférence nationale présentant la stratégie de gestion des risques sur les marchés publics, 15 mars, Tunis

Inauguration à haut niveau du 4ème Plan d'action national de l'OGP de la Jordanie, 17 mars, Amman

Atelier avec des acteurs judiciaires du Yémen, 18 mars, Amman

Sessions consultatives et publiques de consultation – Fonds de Transition MENA : « Vers une croissance inclusive : promouvoir les femmes dans les Parlements et l'élaboration des politiques publiques en Tunisie », 18-19 mars, Tunis

Conférence nationale d'amélioration des interfaces citoyens/service public à l'échelle locale, 25 mars, Tunis

Atelier de validation des principales conclusions et recommandations de la revue Jordanie sur le Gouvernement ouvert à l'échelle locale, 27 mars, Amman

Conférence nationale de présentation du guide d'accès à l'information à destination des agents publics, 28 mars, Tunis

Formation à l'accès à l'information pour les administrations

déconcentrées de Nabeul et Zaghouan, 1-2 avril, Tunis

Ateliers avec l'ADAA autour des projets d'indicateurs d'évaluation de Vision 2030 du Royaume d'Arabie saoudite, 1-12 avril, Paris

2 ateliers de présentation des conclusions du rapport concernant le Ministère de la santé, en appui à la mise en œuvre d'une bonne pratique de la réglementation, 24 avril et 26-27 juin, Abu Dhabi.

Atelier sur la modernisation de l'administration locale, 25-26 avril, Tanger

Panel d'experts sur les mesures de réforme de la Cour de Cassation égyptienne, 27 avril, Le Caire

Lancement du Programme des jeunes ambassadeurs locaux en présence du Ministre de la Jeunesse et du Secrétaire général du Ministère, 29 avril, Amman

Ateliers avec l'ADAA autour des projets d'indicateurs d'évaluation de Vision 2030 du Royaume d'Arabie saoudite, 29 avril–2 mai, Riyad

Atelier de Tunis sur la participation locale des jeunes (MedUni), 10-13 juin, Hammamet

Ateliers avec l'ADAA sur des questions liées à la gestion de la performance dans le Royaume d'Arabie saoudite, 17-18 juin, Paris

Atelier sur la communication cellulaire, 20 juin, Tunis

Visite d'étude – Fonds de Transition MENA : « Vers une croissance inclusive : promouvoir les femmes dans les Parlements et l'élaboration des politiques publiques en Tunisie », 24-28 juin, Rome

Formation des agents des marchés publics, Centre de formation du FMI, 24-27 juin, Koweït.

Conférence inaugurale de la Coopération Liban-OCDE, 24 juin, Beyrouth

Session de consultation autour du Plan provisoire d'action national sur l'accès à l'information, 25 juin, Beyrouth

Mission de recueil d'informations sur le Gouvernement numérique, 25-26 juin, Beyrouth

Atelier – Renforcer la communication publique pour un gouvernement plus ouvert en Jordanie, juin 26 (à confirmer), Amman

Signature du Protocole d'accord pour la deuxième phase du Programme pays du Maroc (2019-2022), 25 juin 2019, Paris

Atelier sur la participation des jeunes à l'échelle locale, 2 juillet, Salé, Maroc

---

## PROGRAMME DES ÉVÉNEMENTS

---

- Formation du Comité de mise en œuvre du Gouvernement ouvert, 3 juillet, Rabat
- Formation inaugurale du Programme des jeunes ambassadeurs locaux en présence du Secrétaire général du Ministère de la Jeunesse et de 93 jeunes âgés de 18-25 ans, venus des 12 gouvernorats, 12-13 juillet, Amman
- Atelier sur les marches publics en ligne avec la HAICOP, les autorités contractantes et les fournisseurs, 15-17 juillet, Tunis
- Renforcement des capacités pour les inspecteurs et les contrôleurs, 22-24 juillet, Tunis
- Conférence inaugurale de la 3ème phase des missions de suivi de proximité, 24 juillet, Tunis
- Première phase du programme de formation des formateurs pour les contrôleurs et auditeurs en appui à la diffusion des principes du contrôle public, 29 juillet–1er août, Tunis
- Atelier - Vers l'élaboration d'un guide sur la communication publique au Maroc, juillet, Rabat
- Ateliers de renforcement des capacités pour 103 agents publics de 35 agences du gouvernement sur les données du gouvernement ouvert, 25-28 août, Amman, Jordanie
- Sessions de formation pour les cellules de gouvernance à l'échelle locale en matière de transparence, d'intégrité et de prévention de la corruption, 9-12 septembre, Tunis
- Atelier d'appui aux services de la BFPME post-crétation pour les PME, 17-20 septembre, Tunis
- Deux ateliers avec des acteurs judiciaires sur le renforcement de l'État de droit, 23 septembre 2019, pour renforcer les capacités du système judiciaire au Yémen
- Revue par les pairs de la mise en œuvre de la Recommandation de l'OCDE sur l'OG, septembre, Rabat
- Formation à l'accueil et à l'orientation des patients dans les hôpitaux, 24-28 septembre, Sousse, Tunisie
- Sessions de formation pour le Tribunal administratif de Tunis et ses 12 Chambres régionales en vue de l'amélioration de l'accueil des citoyens et des entreprises, 24 et 26 septembre, Tunis et Sidi Bouzid, Tunisie
- Inauguration à haut niveau du projet « Voix citoyenne : Renforcer le Gouvernement par une communication publique efficace et des écosystèmes médiatiques robustes » en Jordanie, septembre, Amman
- Atelier dans le cadre de la journée internationale sur l'accès à l'information, 28 septembre, Rabat
- Ateliers de formation des jeunes ambassadeurs locaux en présence du Secrétaire général du Ministère et 20 à 30 jeunes âgés de 18 à 25 ans, 28-29 septembre, Amman
- Atelier avec la BFPME sur l'évaluation des besoins des PME dans la phase post-crétation, 30 septembre–4 octobre, Tunis
- Vers la rédaction d'une feuille de route pour la communication publique au Liban, septembre, Beyrouth
- Ateliers de formation des jeunes ambassadeurs locaux en présence du Secrétaire général du Ministère et des 20 à 30 jeunes âgés de 18 à 25 ans, 4-5 octobre, Aqaba, Jordanie
- Atelier sur l'inclusivité et l'accès des groupes vulnérables aux marchés publics en ligne à Sousse, 7-8 octobre, Sousse, Tunisie
- Atelier avec la BFPME au sujet de son positionnement dans le dispositif tunisien d'appui aux PME, 16-18 octobre, Tunis
- Ateliers de formation des jeunes ambassadeurs locaux en présence du Secrétaire général du Ministère et des 20 à 30 jeunes âgés de 18 à 25 ans, 18-19 octobre, Jerash, Jordanie
- Deuxième phase du programme de formation de formateurs en appui à la diffusion des principes du contrôle public, 21-24 octobre, Tunis
- Réunion bisannuelle des partenaires sur le projet pour la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption en Tunisie, 25 octobre, Tunis
- Sessions de formation sur l'accueil, l'orientation et la communication avec les patients au sein de l'hôpital Charles Nicolle, 25 octobre, Tunis
- Ateliers de partage des conclusions préliminaires de l'évaluation des plateformes digitales de participation citoyenne, 30 octobre, Tunis
- Deuxième phase de la formation destinée aux chefs des cellules de gouvernance sur les nouveaux outils de travail, 29 octobre–1er novembre, Tunis
- Atelier de validation des premières conclusions du Scan du Gouvernement ouvert en Jordanie, octobre, Amman
- Atelier avec le PMO, octobre, Rabat
- Sessions de formation sur l'accueil, l'orientation et la communication avec les patients au sein de l'hôpital Charles Nicolle, 1-2, 15-16, 22- 23, 29-30 novembre, Tunis 3-4 février, Tunisie
- Conférence nationale sur les chartes citoyennes pour une meilleure interface entre citoyens et État et de meilleurs services publics, 26 novembre, Tunis

## PROGRAMME DES ÉVÉNEMENTS

- Revue par les pairs sur la communication publique et les médias en Jordanie, novembre (à confirmer), Amman
- Atelier – Lancement de la revue du gouvernement ouvert à l'échelle locale en Jordanie, novembre, Amman
- Revue par les pairs sur la communication publique et les médias en Tunisie, novembre, Tunis
- Atelier sur la communication publique et la revue par les pairs, oct./nov., Tunis
- Atelier sur l'accès à l'information, oct./nov., Beyrouth
- Atelier sur l'accès à l'information, oct./nov., Rabat
- Congrès national de lutte contre la corruption, décembre, Tunis
- Formation aux marchés publics en ligne pour les entreprises détenues par les groupes vulnérables, 4, 5 et 19 décembre, Tunis
- Sessions de formation sur l'accueil, l'orientation et la communication avec les patients au sein de l'hôpital Charles Nicolle, 7-8, 14-15, 21-22 décembre, Tunis
- Participation au congrès annuel INLUCC de lutte contre la corruption, 8-9 décembre, Tunis
- Deuxième atelier de renforcement de capacités des services ministériels d'inspection en matière de planification, de suivi et d'évaluation des missions d'inspection, 9-11 décembre, Tunis
- Première phase du programme de formation des agents de la BFPME en appui à la création d'un service de mentorat pour les PME, 9-12 décembre, Tunis
- Troisième phase de la formation destinée aux chefs des cellules de gouvernance pour promouvoir la bonne gouvernance et lutter contre la corruption dans le secteur public, 10-13 décembre, Tunis
- Table ronde et présentation de la revue « Modernisation de l'administration locale dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma », 12 décembre, Rabat
- Atelier sur l'accès à l'information, décembre, Tunis
- Conférence internationale de haut niveau sur le Plan d'action de réforme de la Cour de Cassation égyptienne, T3-T4, Le Caire
- Présentation de haut niveau de l'Engagement du MAPS sur la mise en œuvre des ODD en Égypte, T3-T4, Le Caire.

## BAILLEURS DE FONDS 2016-2020

### PROGRAMME RÉGIONAL



Espagne



États-Unis



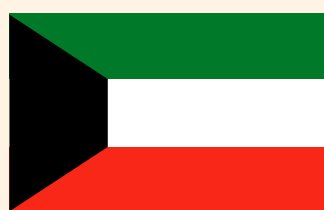
Italie



Abu Dhabi et  
Gouvernement fédéral



Qatar



Koweït

## BAILLEURS DE FONDS 2016-2020

### PROJET PAYS



Auswärtiges Amt

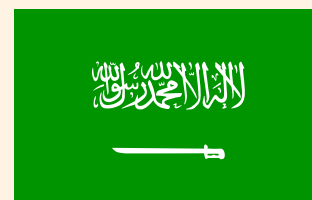
Allemagne



Royaume-Uni



Union Européenne



Arabie Saoudite



MEPI/EU



Fonds de Transition MENA  
du Partenariat du G7 de  
Deauville



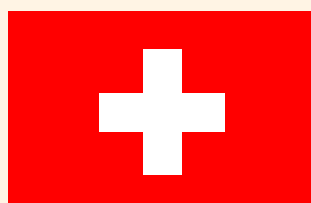
Italie



Abu Dhabi et  
Gouvernement fédéral



Espagne



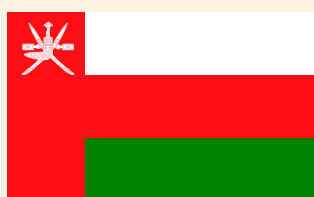
Suisse



Maroc



Qatar



Oman



**Contact**

**Mme Miriam Allam**  
Responsable de Programme  
Programme MENA-OCDE  
pour la Gouvernance  
Miriam.Allam@oecd.org